

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

LES AMORTISSEMENTS INDUSTRIELS LES RÉSERVES

ET

LE REPORT A NOUVEAU AU POINT DE VUE FISCAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Mercredi 10 Juin 1925, à 3 heures 1/2

PAR

PIERRE-JACQUES BANÈS

Président : M. ALLIX, Professeur.

Suffragants { MM. HITIER } *Professeurs.*
 { PILON }

SOCIÉTÉ ANONYME

DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS, 5°

LÉON TENIN, Directeur de la Librairie

1925



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41552009_0012

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LES AMORTISSEMENTS INDUSTRIELS

LES RÉSERVES

ET

LE REPORT A NOUVEAU

AU POINT DE VUE FISCAL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

(Sciences politiques et économiques)

Présentée et soutenue le Mercredi 10 Juin 1925, à 3 heures 1/2

PAR

PIERRE-JACQUES BANÈS

Président : M. ALLIX, Professeur.

Suffragants { MM. HITIER } *Professeurs.*
 { PILON }

SOCIÉTÉ ANONYME

DU

RECUEIL SIREY

22, Rue Soufflot, PARIS, 5^e

LÉON TENIN, Directeur de la Librairie

1925



A la Mémoire de mon Père

JACQUES BANÈS

BIBLIOGRAPHIE

- E. ALLIX, *Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française*, Paris, 1921.
- Annuaire de l'Union des Syndicats patronaux des Industries textiles de France*, Paris, 1924-1925.
- Pierre BAYART, *Les effets de l'inflation sur le bilan au point de vue fiscal*, Lille, 1924.
- BOCQUET, *L'impôt sur le revenu*.
- René CAIN, *Bilans et impôts nouveaux*, Paris, 1918.
- Pierre CAZIOT, *La situation réelle de la propriété industrielle, 1920-1924*.
- C.-A. COLIN, *La notion du revenu en matière de législation fiscale*, Paris, 1924.
- Conférence financière internationale*, Bruxelles, 1920. *Memoranda d'experts en matière économique*.
- DELAVALLE, *La comptabilité en francs-or*. Nouvelle Librairie nationale, Paris, 1922.
- HOUPIN et MAGUERO, *La contribution sur les bénéfices de guerre*, Paris, 1917.
- LECERCLÉ, *L'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux*, Paris, Imprimerie Nationale, 1922.
- A. LYMPENS, *L'impôt sur le revenu en Angleterre*, Paris, 1923.
- LYON-CAEN et RENAULT, *Manuel de droit commercial*.
- Matériel pour servir à l'étude de la situation économique, monétaire et financière de l'Allemagne*, recueilli par ordre du Gouvernement allemand, Berlin, janvier 1924.
- Maurice PETSCHÉ, *Les plus-values, base d'imposition*, Paris, 1919.
- PIC, *Des sociétés commerciales*.
- QUESNOT, *Administration financière*.
- Edwin R.-A. SELIGMAN, *L'impôt sur le revenu*, traduction française, par W. Oualid, Paris, 1913.

REVUES

<i>Revue des Sociétés</i> : Février 1922.	Janvier	} 1924.
Août	Février	
Novembre	Mai	
} 1923.	Octobre	

Revue sur la contribution des bénéfices de guerre, n^{os} 77 et 139.

Revue des impôts, années 1922 et 1924.

Bulletin des Contributions directes.

Recueil juridique des Sociétés, année 1924.

Recueil des questions fiscales, 1923.

Journal des Sociétés, 1921 et 1923.

Bulletin de l'Union des Syndicats patronaux des Industries textiles de France.

Bulletin de la Chambre de commerce de Paris.

RAPPORTS PARLEMENTAIRES

Rapport J.-L. Dumesnil, Ch. des Dép., 1917, n^o 3044.

— *Perchot*, Sénat, 1916, n^o 319.

— *Bokanowski*, Ch. des Dép., 1923, n^o 6244.

— *Bérenger*, Sénat, 1923, n^o 302.

— *Bérenger*, Sénat, 1925, n^o 140, etc.

DÉBATS ET DOCUMENTS PARLEMENTAIRES

Annales de la Chambre des Députés, ann. 1921, 1922, 1923, 1924.

Annales du Sénat, années 1923 et 1924.

Journal Officiel, Collection des débats parlementaires.

Nous devons enfin signaler les intéressants documents qui nous ont été communiqués par les Chambres de commerce et les Grands groupements industriels auxquels nous adressons nos bien sincères remerciements :

Chambres de commerce de Bordeaux, Dunkerque, Grenoble, Lille, Lyon, Paris, Rouen, Saint-Etienne, Troyes, etc.....

Union des Syndicats patronaux des Industries textiles de France.

Fédération industrielle et commerciale de Roubaix-Tourcoing.

Comité central d'études et de défense fiscales, etc.

LES AMORTISSEMENTS INDUSTRIELS

LES RÉSERVES ET LE REPORT A NOUVEAU

AU POINT DE VUE FISCAL

INTRODUCTION GÉNÉRALE

Le régime fiscal français est actuellement basé sur la déclaration contrôlée du contribuable. Il importe donc de connaître exactement les sommes que les industriels et les commerçants doivent déduire de leur bénéfice brut pour obtenir le produit imposable à l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux et à l'impôt général sur le revenu.

Parmi ces déductions, nous nous proposons d'étudier spécialement les amortissements, les réserves et le report à nouveau des pertes subies l'année précédente.

Toutefois, avant d'entrer au cœur même du problème, il convient d'envisager les transformations successives des impôts directs auxquels ont été soumis le commerce et l'industrie. Nous verrons ainsi l'origine des questions qui se posent actuellement.

Lorsque les entraves du commerce et de l'industrie furent abolies définitivement, la Constituante, par la loi des 2-17 mars 1791, demanda au commerce et à l'industrie de payer une taxe d'affranchissement, appelée par la suite « patente », qui fut assise, comme tous les impôts issus de la Révolution, sur les signes extérieurs.

Plusieurs fois modifié au cours du xix^e siècle, l'impôt des patentes devait néanmoins subsister jusqu'à la réforme de 1917.

A première vue, la comparaison des systèmes ancien et actuel fait ressortir qu'ils ont été créés tous deux afin de frapper les bénéfices provenant des professions industrielles et commerciales. On pourrait donc être tenté de croire à leur analogie ; mais on se tromperait lourdement si on s'arrêtait à ce seul caractère, malgré son importance.

Alors que le système de la patente évalué, en effet, les bénéfices d'une entreprise au moyen d'un système indiciaire faisant état de plusieurs facteurs se corrigeant l'un l'autre, notre cédule actuelle sur les bénéfices industriels et commerciaux englobe les bénéfices des professions industrielles et commerciales réalisés pendant l'année précédente et évalués grâce à la déclaration du contribuable.

Cette différence entre les deux régimes est le point essentiel de la réforme de 1917.

La patente établie en 1791 par la Constituante fut supprimée momentanément pour réapparaître sous la Convention.

A sa naissance cette « vieille » parmi ses trois autres sœurs n'était basée que sur la valeur locative du local professionnel et de l'habitation de l'assujéti.

Elle devait bientôt être remaniée et recevoir une meilleure organisation par la loi du 1^{er} brumaire an VII. Les bénéfices étaient alors évalués grâce à plusieurs indices qui concouraient au calcul du droit fixe d'une part et du droit proportionnel d'autre part.

En ce qui concerne le droit fixe, les contribuables étaient divisés en sept classes suivant leurs professions et les communes en sept catégories suivant leur population. La profession, les possibilités de débouchés, ou la clientèle, par suite des différences entre les communes, étaient donc prises comme indices.

Le droit proportionnel, assis sur la valeur locative était fixé au dixième de cette valeur. Il tenait ainsi compte de l'importance des locaux professionnels et d'habitation du patentable comme base de la production et des bénéfices réalisés.

De nombreuses retouches vinrent modifier la loi de brumaire an VII, et le système fiscal des patentes fut codifié et réformé par la loi du 25 avril 1844, divisant les professions en trois tableaux, A, B et C, pour le droit fixe et créant des taux variables pour le droit proportionnel.

L'industrie et le commerce évoluant sans cesse, ce monument législatif devint bientôt insuffisant, et après une aggravation due aux événements malheureux de 1870-71, on aboutit à la grande réforme de la loi du 15 juillet 1880, modifiée et remaniée sur certains points de détail en 1889, 1890, 1893 et 1905.

A la veille de sa suppression, l'impôt sur les patentes frappait les contribuables sous les deux formes conservées depuis l'an VII, le droit fixe étant toujours déterminé d'après les trois tableaux suivants :

a) Le tableau A pour le commerce ordinaire (huit classes de professions réparties entre neuf catégories de villes suivant leur population);

b) Le tableau B groupant le haut commerce et les banques (répartition suivant la population et un tarif spécial par profession);

c) Le tableau C comprenant l'industrie qui était cotisée suivant un régime spécial, indépendant de la population et du lieu des établissements, mais faisant état, par exemple, des chaudières, des métiers, des broches ou autres moyens de production.

Quant au droit proportionnel, il était fixé par le tableau D et avait un taux variable appliqué sur les valeurs locatives des locaux professionnels et des locaux d'habitation du contribuable.

Ce bref exposé de l'impôt permet de se rendre compte des deux exigences auxquelles satisfaisait la patente et que M. Mireaux énonçait ainsi, le 8 novembre 1924, à une conférence faite à la *Réforme Economique* : « La première : réduire au minimum les contacts entre le fisc et les contribuables; la seconde : soustraire les recettes du Trésor aux vicissitudes de la vie économique » (1).

Pour assurer la première exigence on établissait un impôt basé sur les signes extérieurs capables de déceler le bénéfice probable. On faisait une première discrimination entre les professions, puis on les différenciait, tout au moins pour le tableau A, par l'importance des débouchés possibles en faisant état de la population de leur résidence. C'est ainsi

(1) La *Réforme Economique*, n° 27 du 10 novembre 1924, p. 474.

qu'était composé le droit fixe pour lequel on ne demandait pas de déclaration au contribuable et que M. Allix définit ainsi : « Le droit fixe (qu'il eut été préférable d'appeler droit professionnel, car il était souvent composé d'éléments à base variable) avait pour but d'établir, en quelque sorte, la hiérarchie fiscale des professions, les diverses professions étant susceptibles par leur nature et par leurs conditions d'exercice (population du lieu, importance de l'outillage, etc...) de fournir des profits différents » (1).

Mais ces facteurs ne permettaient pas de serrer d'assez près les résultats des entreprises.

Il fallut alors recourir à de nouveaux indices ne mettant pas aux prises le fisc et le contribuable. C'est ainsi que fut créé, dès l'an VII, le droit proportionnel qui « avait pour objet de proportionner l'impôt à la situation individuelle de chacun des contribuables placés au même échelon professionnel » (2) et qui était assis sur la valeur locative de l'habitation du patentable et de ses locaux professionnels, signes extérieurs de l'importance et du rendement de l'entreprise.

La seconde exigence était satisfaite par une évaluation renouvelée à des périodes assez éloignées (évaluation décennale pour l'industrie) et ainsi, comme le fait remarquer M. Lecerclé dans son intéressant ouvrage sur l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux : « que l'année soit bonne ou mauvaise, l'impôt ne varie pas : cette conséquence est, il est vrai, de l'essence même du forfait et l'on peut ajouter qu'elle offre certains avantages, mais elle

(1) *Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française*, par Edgar Allix, Paris, 1921, pp. 500 et 501.

(2) Allix, *op. cit.*, p. 501.

ne se concilie pas avec la notion de proportionnalité et de justice » (1-2).

La réforme de 1917, annoncée pour ainsi dire en 1914 par l'établissement de l'impôt général sur le revenu, a eu au contraire pour principal but de frapper chaque contribuable d'après le montant exact de son revenu.

Autrement dit, les partisans du nouveau système ont voulu serrer de plus près la réalité en frappant le revenu lui-même et non les signes extérieurs de ce revenu.

Sans vouloir procéder à une étude historique de tous les essais tentés pour introduire en France l'impôt sur le revenu, il convient néanmoins de rappeler que le premier projet de

(1) Marcel Lecerclé, *L'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux*. Paris, Imprimerie nationale, 1922.

(2) M. Jacques-Louis Dumesnil, député, dans son rapport n° 3034 de 1917 à la Chambre des députés, abondait dans ce sens en signalant ainsi les vices du système des patentes :

« Ces modifications (lois des 17 juill. 1899 et 19 avr. 1905), qui ne visent que des cas spéciaux, n'ont remédié que très modérément aux graves défauts que présente l'assiette de la contribution des patentes, défauts qui résultent principalement du fait que les bénéfices étant évalués uniquement d'après des signes extérieurs, incertains et trompeurs, ils ne correspondent presque jamais à la réalité...

» Quelques exemples feront apparaître le vice du système :

» A Paris, un chirurgien, dont le revenu est de 500.000 francs, ne paie que 1.100 francs de patente, c'est-à-dire plusieurs centaines de francs de moins qu'un commerçant détaillant qui paie 1.474 francs de patente pour un revenu de 60.000 francs.

» Et à coté d'eux, un entrepreneur de maçonnerie, ayant également 60.000 francs de revenus, paie 195 francs de patente, tandis qu'un charcutier paie une patente de 188 francs pour un revenu de 10.000 francs ».

(Rapport fait au nom de la Commission de législation fiscale chargée d'examiner les projets de loi portant suppression des contributions personnelles-mobilières, des portes et fenêtres et des patentes, tendant à l'établissement d'un impôt sur les revenus, par M. Jacques-Louis Dumesnil, député, 1917).

ce genre fut déposé en 1848, le 23 avril, par M. Goudchaux, ministre des Finances. Il devait être suivi, par la suite, des projets Cochery et Doumer, 1896, Peytral, 1898, 1^{er} projet Caillaux de 1900, puis Rouvier 1903 et enfin, en 1907, du 2^e projet Caillaux qui a servi de base à la refonte complète de notre système fiscal.

L'édifice, étayé sur les lois du 29 mars 1914, du 15 juillet 1914 et du 31 juillet 1917, englobe tous les revenus sous deux rubriques :

1° L'impôt cédulaire atteint le revenu à sa formation par espèce ;

2° L'impôt global frappe les différentes sortes de revenus du contribuable dans leur ensemble.

Afin de les taxer au cédulaire, le législateur a divisé les revenus du contribuable en plusieurs catégories ou cédules qui ont chacune leurs règles d'imposition. Ce sont :

- 1° Revenu des propriétés bâties ;
- 2° Revenu des propriétés non bâties ;
- 3° Revenu des valeurs et des capitaux mobiliers ;
- 4° Revenu des créances, dépôts et cautionnements ;
- 5° Bénéfices industriels et commerciaux ;
- 6° Bénéfices des exploitations agricoles ;
- 7° Traitements publics et privés, indemnités, émoluments et salaires, rentes et pensions viagères ;
- 8° Bénéfices des professions non commerciales (1).

(1) Le législateur n'a pas établi la liste des cédules au sein de la loi du 31 juillet 1917 ; nous avons cru nécessaire toutefois d'adopter la nomenclature ci-dessus, qui est donnée d'ailleurs par M. Allix dans son *Traité élémentaire de science financière*, et qui a l'avantage de grouper les revenus du capital, puis les revenus mixtes et enfin ceux du travail.

Le législateur a en outre frappé plus ou moins lourdement chacune de ces classes, en différenciant les revenus du capital (les quatre premières catégories au taux de 10 0/0 le 25 juin 1920 et 12 0/0 depuis la loi du 22 mars 1924); les revenus mixtes (bénéfices industriels et commerciaux à 8 0/0 en 1920 et 9,6 0/0 depuis le 22 mars 1924) et enfin les revenus du travail (bénéfices des exploitations agricoles, des professions non commerciales, traitements et salaires) grevés seulement du taux de 6 0/0 devenu 7,2 0/0 depuis la loi du double décime.

Bien que plusieurs de ces impôts cédulaires, tels que le foncier bâti et non bâti pour les usines, ainsi que les revenus des capitaux et valeurs mobilières pour les dividendes distribués par les sociétés anonymes et les intérêts payés, atteignent le commerce et l'industrie, nous ne nous occuperons ici que de la cédule visant particulièrement la production, c'est-à-dire l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux.

Après avoir aboli l'impôt sur les patentes (1), tout au moins en ce qui concerne la part de l'État, la loi du 31 juillet 1917 crée par son article 2: « Un impôt annuel sur les bénéfices des professions commerciales et industrielles réalisés pendant l'année précédente ou dans la période de douze mois dont les résultats auront servi à l'établissement du dernier bilan, lorsque cette période ne coïncide pas avec l'année civile ».

(1) Par suite de la loi du 31 juillet 1917, l'impôt des patentes a cessé d'être perçu en ce qui concerne la part revenant à l'État. Les centimes additionnels basés sur un principal devenu fictif n'en subsistent pas moins pour alimenter les budgets des départements et des communes. C'est ce qui explique que dans les statistiques actuelles on trouve encore une rubrique « des patentes ».

Elle fixe ensuite que la taxe sera établie au nom de chaque exploitant pour l'ensemble de ses entreprises exploitées en France, au siège de la direction de ses entreprises ou, à défaut, au lieu du principal établissement.

« Dans les sociétés en nom collectif, chacun des associés sera personnellement imposé pour la part des bénéfices sociaux correspondant à ses droits dans la société.

» Dans les sociétés en commandite simple, l'impôt sera établi au nom de chacun des commandités pour sa part respective de bénéfices et, pour le surplus, au nom de la société » (1).

Les articles suivants modifiés en partie en 1920, 1923 et 1924 quant à la date des déclarations (1^{er} avril ramené au 1^{er} mars) et au taux porté à 8 0/0 en 1920 et à 9,6 0/0 le 22 mars 1924, prévoient le fonctionnement de la taxe suivant deux méthodes :

1° L'imposition du revenu réel;

2° L'imposition forfaitaire (2).

1° *L'imposition du revenu réel.* — Les sociétés dont les bilans sont obligatoirement communiqués à l'enregistrement (et par là, il faut entendre toutes les sociétés par actions) et

(1) Le texte que nous donnons est celui de la loi de 1917, modifiée par l'article 11 de la loi du 30 juin 1923 en ce qui concerne ces deux derniers paragraphes qui ont été ajoutés dans le but de faire bénéficier les membres des sociétés de personnes des dégrèvements pour charges de famille; mais ces deux petits passages retiendront notre attention au moment de la discussion de l'imposition des réserves, car elles semblent former une brèche dans la personnalité juridique des sociétés, atteinte dont nous verrons plus loin toute l'importance.

(2) Nous entendons ce terme d'imposition forfaitaire dans le sens qui lui a été donné à la suite de la loi de 1917 et non dans le sens du forfait de la loi de 1924 pour le petit commerce.

les contribuables qui auront volontairement (1) remis au contrôleur des contributions directes avant le 1^{er} mars (1^{er} avril pour les personnes ou les sociétés ayant clos leur exercice comptable au mois de décembre) le résumé de leur compte de profits et pertes, sont imposés sur leur bénéfice net, *après déduction de toutes les charges « y compris la valeur locative des immeubles affectés à l'exploitation et les amortissements généralement admis d'après les usages de chaque nature d'industrie ou de commerce »* (2).

Les contribuables par le fait même de la remise de leur compte de profits et pertes s'engagent à fournir toutes les justifications nécessaires (3).

2° *L'imposition forfaitaire.* — Les autres contribuables sont cotisés d'après une évaluation forfaitaire de leurs bénéfices calculés au moyen de leur chiffre d'affaires.

(1) Le projet de budget de 1925, par son article 3, rendait obligatoire l'imposition d'après le revenu réel pour les contribuables faisant un chiffre d'affaires supérieur à 300.000 francs. Cette disposition votée par la Chambre a été disjointe par la Commission des finances du Sénat.

(2) Texte même de la loi de 1917. Nous avons toutefois écarté la disposition visant les assujettis à la contribution sur les bénéfices de guerre qui n'a plus qu'un intérêt rétrospectif.

(3) A ce sujet, il est intéressant de rappeler le rapport supplémentaire n° 349, fait au nom de la Commission chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant suppression des contributions directes et établissement d'un impôt général sur les revenus et d'un impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu, par M. Perchot, sénateur, p. 36 : « Il est évident aussi que des sommes pouvant être mises en réserve, bien que soumises à l'impôt, sans qu'il en résulte forcément une inscription au compte de profits et pertes, le contrôleur peut être amené à demander des explications à cet égard et, par suite, communication de tout ou partie de la comptabilité », et de faire un parallèle avec la situation créée par l'article 32 de la loi de finances du 25 juin 1920 que nous trouverons lors de l'application des coefficients.

Suivant que le montant des affaires qu'ils ont réalisées pendant l'année servant de base à l'imposition dépasse ou non 50.000 francs, les contribuables doivent d'eux-mêmes ou après réquisition du contrôleur déclarer le montant total de leur chiffre d'affaires.

Le bénéfice imposable est alors calculé en appliquant au chiffre déclaré un coefficient fixé par une Commission nommée d'après l'article 8 de la loi du 31 juillet 1917, et comprenant des membres choisis sur présentation des présidents de Chambres de commerce, des organisations syndicales des divers commerces et industries, etc... Par profession et même par catégories dans la même profession la Commission détermine, soit un coefficient unique, soit un coefficient maximum et un coefficient minimum. Le contrôleur a alors la latitude de fixer un coefficient entre ces limites et même de dépasser le maximum sous réserve du renversement de la charge de la preuve qui incombe alors à l'Administration.

D'après la lettre et l'esprit de la loi de 1917, l'Administration ne pouvait exiger des contribuables que la justification du chiffre d'affaires déclaré. Toutefois, une circulaire du directeur des contributions directes en date du 14 février 1921, relative à l'application de l'article 32 de la loi du 31 juillet 1920 (1), montre les pouvoirs que l'Administration prétend tirer de ce texte.

(1) *Article 32 de la loi du 31 juillet 1920.* — « Pour permettre le contrôle des déclarations d'impôts et la recherche des omissions ou des fraudes qui auraient pu être commises dans le délai de prescription, tout commerçant faisant un chiffre d'affaires supérieur à 50.000 francs est tenu de représenter à toute réquisition des agents du Trésor ayant au moins le grade de contrôleur ou d'inspecteur-adjoint, les livres dont la tenue est prescrite par

« Dès l'instant, dit cette circulaire, où le chiffre d'affaires d'un contribuable (particulier ou société) dépasse 50.000 francs, les contrôleurs pourront se prévaloir de l'article 32 de la loi du 31 juillet 1920 pour réclamer la communication de toutes les pièces de comptabilité qu'ils jugeront utile de consulter en vue de la fixation des bases d'imposition.

» Dans les termes où il est conçu, cet article a une portée générale. Par suite, lorsqu'il s'agira d'un contribuable ayant opté pour l'évaluation de ses bénéfices d'après son chiffre d'affaires, le droit d'investigation du contrôleur *ne sera pas limité* à la consultation des documents nécessaires à la détermination de cet élément, ainsi qu'il était indiqué dans l'instruction du 30 mars 1918. Il pourra étendre son examen à toutes les parties de la comptabilité et y relever les données susceptibles de servir à la fixation du bénéfice imposable » (1).

Sans vouloir entamer ici une discussion qui sortirait du cadre déjà vaste de cette étude, il convient de signaler, qu'à notre avis, l'Administration s'adjuge ainsi un pouvoir que le législateur n'a jamais voulu lui donner. L'article 32, en effet, avait été conçu en vue de l'application de la taxe sur le chiffre d'affaires, mais les discussions des deux assemblées modifièrent bientôt la disposition matérielle des articles (suppression de quelques-uns, disjonction d'autres) à tel point que

le titre II du Code de commerce ainsi que tous les livres et documents annexes, pièces de recettes et de dépenses.

» Le refus de communiquer les livres ou leur destruction avant le délai fixé à l'article 44 du Code de commerce sera constaté par un procès-verbal et soumis aux sanctions établies par l'article 3 de la loi du 17 avril 1906 ».

(1) Extrait tiré de *l'Annuaire de l'Union des syndicats patronaux des industries textiles de France*, 1924-1925, p. 347.

l'on peut tirer argument de sa position pour en faire une arme d'inquisition.

On peut croire, en effet, que le contrôle est indispensable dans un système fiscal basé sur la déclaration, mais il nous semble que le détournement ainsi fait de l'article 32 crée une inquisition intolérable, contraire à l'esprit du législateur qui a voulu laisser au contribuable le libre choix entre le bénéfice forfaitaire et le bénéfice réel.

L'Administration avoue ainsi tacitement qu'elle supprimera le forfait en cherchant par tous les moyens à connaître le bénéfice réel pour déterminer quel coefficient elle appliquera.

Le système du forfait est pourtant indispensable en France si l'on veut obtenir une base d'évaluation des bénéfices pour de nombreux petits commerçants dont la comptabilité rudimentaire ignore bien souvent les prescriptions du livre II du Code de commerce et pour lesquels le chiffre d'affaires seul peut être déterminé assez facilement.

Nous devons néanmoins, pour finir ce rapide aperçu de notre impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, rappeler que la loi du 16 avril 1924 a admis la détermination du bénéfice imposable d'après le forfait du chiffre d'affaires pour certaines catégories de commerçants.

Votée sous l'impulsion de M. de Lasteyrie, cette loi marque évidemment un pas dans l'histoire de notre impôt cédulaire. L'ancien ministre des Finances faisait remarquer à une conférence qu'il présidait à la *Réforme Économique* (1), qu'il faut obligatoirement évoluer vers le forfait ou vers le contrôle en vue d'une application plus juste de l'impôt.

(1) Conférence citée du 8 novembre 1924.

De ces deux modes d'imposition, nous ne retiendrons au cours de cette étude que l'imposition d'après le revenu réel. Elle seule soulève les problèmes que nous nous efforcerons, sinon de résoudre, du moins d'exposer.

L'imposition forfaitaire, par son essence même, n'implique en effet aucune difficulté en ce qui concerne les réserves, l'amortissement ou le report à nouveau, car le bénéfice calculé par l'application du coefficient est un bénéfice net, toutes les charges étant supposées déduites.

Nous nous trouvons sur ce point en complet accord avec l'Administration qui, d'après une réponse faite par le ministre des Finances à M. Vincent Auriol, député, précise que l'impôt acquitté au titre de l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux n'est pas à déduire du total des revenus déclarés au titre de l'impôt général sur le revenu lorsqu'il est établi sur la base du chiffre d'affaires (1).

L'Administration s'appuie sur le fait que les impôts sont des frais supposés déduits, de même que les autres charges d'exploitation, du bénéfice net calculé grâce au coefficient.

L'imposition sur le bénéfice réel, au contraire, fait ressortir le caractère véritable de la réforme de 1917 par opposition au système des patentes.

D'un côté, l'abandon des signes extérieurs permet de serrer de près la réalité et de rendre l'impôt plus juste, mais le système de la déclaration contrôlée fait naître d'autre part des discussions entre le fisc et le contribuable.

Le bénéfice net, base d'imposition, se dégage du bénéfice brut après les déductions des charges grevant l'entreprise.

(1) *J. off.* du 8 avril 1921, Ch. Déb. parlem., p. 1540.

Les contribuables sont donc enclins à surévaluer les charges de l'entreprise alors que le fisc aura tendance, au contraire, à nier ce caractère aux sommes qui diminueraient le montant de l'impôt.

Le but de cette étude est précisément de rechercher les solutions auxquelles devraient aboutir de semblables discussions lorsqu'elles ont trait aux amortissements, aux réserves et au report à nouveau des pertes.

L'examen de ces questions demande toutefois la définition préalable du bénéfice imposable qui devra supporter les déductions que nous déterminerons par la suite.

Quels doivent être, en temps normal, les amortissements des postes immobilisés? Tel sera l'objet de la seconde partie de cette étude où il y aura lieu d'envisager les répercussions de la situation économique et monétaire actuelle tant sur les entreprises que sur la fiscalité, et les méthodes propres à conjurer ces effets néfastes.

La troisième partie sera consacrée aux réserves, à leur formation et à leur caractère.

Enfin, le report à nouveau des pertes complètera l'étude précédente en envisageant non plus les pertes à venir, mais celles du passé. A ce propos, il conviendra de se demander si l'on doit tenir compte des pertes des années précédentes dans le calcul de l'année heureuse qui suit celle où le bilan fut en déficit.

Si toutefois la question des réserves et du report à nouveau se pose au point de vue cédulaire, il ne faut pas oublier qu'elle peut avoir de graves conséquences pour l'application de l'impôt général sur le revenu qui forme le couronnement de notre édifice fiscal.

Nous étudierons donc ces répercussions à chacun de ces deux chapitres. Pour bien en comprendre l'importance, rappelons à ce sujet que la loi du 15 juillet 1914 a établi en France un impôt général sur le revenu (La loi a été modifiée à plusieurs reprises par : 1° l'article 5 de la loi du 30 décembre 1916; 2° les articles 6 à 20 de celle du 25 juin 1920; 3° l'article 8 de celle du 30 mars 1923 et 4° l'article 43 de celle du 22 mars 1924.)

Cet impôt frappe toutes les personnes physiques dont l'ensemble des revenus, déduction faite de déductions pour situation et charges de famille, excède 7.000 francs (1).

L'impôt est établi, suivant l'article 10, d'après le montant total du revenu net annuel dont dispose chaque contribuable et dont il est obligé de fournir une déclaration chaque année.

Le revenu ainsi déclaré est divisé en plusieurs tranches :

La partie inférieure à 6.000 francs est exonérée;

La fraction comprise entre 6.000 et 20.000 francs est comptée pour $1/25^{\text{e}}$;

La fraction comprise entre 20.000 et 30.000 francs est comptée pour $2/25^{\text{es}}$, et ainsi de suite avec augmentation de $1/25^{\text{e}}$ par 10.000 francs jusqu'à 100.000 francs; puis par 25.000 francs jusqu'à 400.000 francs et enfin par 50.000 francs jusqu'à 550.000 francs; la fraction supérieure à 550.000 francs est comptée pour sa totalité.

(1) Ce dégrèvement fixé à 3.000 francs lors du vote de la loi fut porté à 6.000 francs par la loi du 25 juin 1920, article 6, puis à 7.000 francs par la loi du 30 mars 1923. Toutefois, cette somme ne constituait qu'un minimum imposable car le dégrèvement à la base restait de 6.000 francs.

Dans un projet de réforme du taux de l'impôt général sur le revenu, la Commission des finances de la Chambre, en décembre 1924, admettait un dégrèvement à la base de 7.000 francs.

Au revenu imposable ainsi calculé, on applique le taux unique de 60 0/0 (50 0/0 depuis 1920 et 60 0/0, art. 43 de la loi du 22 mars 1924) (1).

L'étude de tous ces problèmes soulevés par l'application de notre nouveau système fiscal et les modifications proposées, telle que l'imposition d'après la moyenne quinquennale, nous permettront enfin de porter un jugement pratique sur la réforme de 1914-1917.

(1) Le projet de budget de 1925 contenait un article modifiant le taux de l'impôt général sur le revenu, mais cette disposition adoptée à la Chambre des députés fut disjointe par la Commission des finances au Sénat.

PREMIÈRE PARTIE

DÉTERMINATION DU BÉNÉFICE IMPOSABLE

M. H.-E. Barrault, dans un article fort intéressant sur la notion de bénéfice annuel dans les Sociétés anonymes (*Revue des Sociétés*, octobre 1924) rappelle que les deux notions distinctes de bénéfices les plus essentielles sont :

1° Le bénéfice par augmentation de valeur d'actif;

2° Le bénéfice d'exploitation.

A chacune des ces deux notions correspond une doctrine spéciale d'imposition à l'impôt cédulaire. Il importe donc d'étudier chacun de ces deux systèmes afin de pouvoir faire application de ces principes au cours des développements particuliers aux amortissements, aux réserves et au report à nouveau.

SECTION I

L'IMPÔT EST BASÉ SUR LE BÉNÉFICE PROVENANT DE L'AUGMENTATION
DE LA VALEUR DE L'ACTIF.

Cette théorie, qui est celle de l'Administration, a été exposée d'une manière fort précise par M. Lecerclé dans son ouvrage déjà cité sur *L'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux* auquel nous ferons souvent allusion au cours de notre étude.

Les caractères principaux du bénéfice imposable seront les suivants :

- 1° Le bénéfice imposable est le bénéfice net;
- 2° Ce bénéfice comprendra tous les produits principaux et accessoires;
- 3° Le bénéfice doit être acquis;
- 4° Le bénéfice imposable est celui qui revient effectivement à l'exploitant;
- 5° L'impôt frappera non seulement les bénéfices prélevés mais encore ceux mis en réserve;
- 6° Ce bénéfice doit être réalisé en France.

Nous ne considérerons ici que les deux premiers caractères du bénéfice imposable parce qu'ils sont les plus importants pour la détermination de la base de l'impôt. Les 3°, 4° et 5° points ne seront traités que lors de l'étude de la question des amortissements et des réserves. Enfin, le 6° sort nettement du cadre de notre travail.

1° « *Le bénéfice imposable s'entend tout d'abord d'un bénéfice net.* — Un bénéfice brut ne saurait manifestement servir de base à l'impôt. Tout impôt qui est basé sur le revenu, écrivait avec raison M. Joseph Chailley, doit frapper le revenu net. Si l'on dit « sur le revenu brut » autant vaut l'impôt sur le capital.

» Toutes les charges grevant effectivement l'entreprise doivent donc, sans conteste, être exclues des bases de la contribution » (1).

Ce premier principe de la déduction des charges est bien conforme à la loi de 1917 qui prévoit dans son article 4 :

(1) Lecerclé, *op. cit.*, p. 62.

« Sont imposés sur leur bénéfice net, *après déduction de toutes charges*, y compris la valeur locative des immeubles affectés à l'exploitation et les amortissements généralement admis.... les sociétés... ». Aussi n'insisterons-nous pas sur ce principe commun aux deux théories. Les développements ultérieurs montreront toutefois qu'il peut exister des divergences de vue sur la qualification des dépenses grevant une entreprise. Mais la scission devient complète entre les deux doctrines, lorsque nous abordons le second caractère que M. Lecerclé expose sans ambiguïté.

2° *Ce bénéfice comprendra tous les produits principaux et accessoires.* — « Mais si toutes les charges d'exploitation doivent sans exception être distraites, de même *tous les produits de l'entreprise, ordinaires ou extraordinaires, principaux ou accessoires, doivent être retenus.* Tous ces gains, quelle qu'en soit l'origine, viennent se fondre dans le bilan et concourent à la détermination du bénéfice » (1).

Les partisans de cette doctrine s'appuient sur les déclarations de M. le Sénateur Touron à la séance du Sénat du 14 juillet 1914, lors de la discussion de l'article 10 de la loi du 15 juillet 1914 sur l'impôt général sur le revenu. Les deux articles 12 et 13 du texte voté primitivement par la Chambre des députés avaient été condensés par la Haute Assemblée en un seul article qui revint à la Chambre. Il fut alors adopté, sous sa forme définitive, après de longues explications (2) au cours desquelles M. Jaurès avait mis en cause M. le Sénateur Touron, auteur d'un amendement

(1) *Op. cit.*, p. 62.

(2) Chambre des députés, 1^{re} séance du 12 juillet 1914. Annales de la Chambre des députés, Débats parl., p. 715 et suiv.

adopté par le Sénat où l'on prévoyait la déduction « des pertes résultant d'un déficit d'exploitation dans une entreprise agricole, commerciale ou industrielle ».

Lors du nouveau retour au Sénat de l'article 10, M. le Sénateur Tournon répondait ainsi au discours de M. Jaurès :

» S'agit-il seulement de pertes de revenu ? Les pertes de capital doivent-elles également être comprises dans les déductions permises ?

» Voilà la question que se posent M. le rapporteur de la Chambre et la Chambre tout entière.

» Eh bien ! Quand on dit, comme je l'ai fait dans mon amendement : « Pertes résultant d'une exploitation industrielle, commerciale », il est bien évident que c'est le solde de l'inventaire annuel que l'on envisage. Il n'y a pas à rechercher si ce solde fait apparaître une perte en capital ou en revenu.

» Le solde d'un bilan ne spécifie pas ; il ne s'agit ni de perte en capital ni de perte en revenu ; il fait apparaître ce que nous appelons, nous autres praticiens, « une perte » tout court. En d'autres termes, lorsque l'inventaire se soldera par une perte, on aura le droit de déduire cette perte de l'ensemble des revenus tirés de toutes les sources de revenu » (1).

On peut dès lors déduire de cette affirmation et de l'acquiescement du ministre des Finances que ce qui est vrai pour les pertes l'est aussi pour les bénéfices. La discrimination des bénéfices ou pertes en capital et des bénéfices ou pertes en revenu est par suite sans fondement et le bilan ne fait ressortir que des bénéfices ou des pertes.

(1) Séance du Sénat du 14 juillet 1914, Annales du Sénat, 1914, Débats parl., Sessions ordinaires et extraordinaires, p. 1291.

Au surplus, et conformément à l'avis de M. Quesnot suivant lequel « le bénéfice ne devrait théoriquement être fixé qu'à l'époque de la dissolution de la société, une fois écartées toutes éventualités de pertes et exécutés tous les engagements gagés sur les produits de l'exploitation » (1), il semble qu'il n'y a qu'une seule méthode pour obtenir exactement les bénéfices réalisés par une entreprise, c'est de considérer les deux points extrêmes de son existence, sa naissance et sa mort.

En effet, à la formation de toute entreprise individuelle ou sociétaire, il est établi un bilan d'entrée qui indique le montant du capital apporté tant en espèces qu'en nature et qui donne la situation nette de l'entreprise au moment où elle va commencer ses opérations.

A sa mort, c'est-à-dire lorsque son exploitation cesse, il est dressé un inventaire général de tous les biens de l'affaire. Le bilan de liquidation réunit ainsi toutes les valeurs de réalisation de l'actif diminué des charges du passif liquidé.

A ce moment, le bilan de liquidation indiquera en sus de la totalité des valeurs portées au bilan d'entrée, un solde qui représentera exactement le bénéfice net réalisé par l'entreprise si, bien entendu, il n'y a eu aucune répartition de bénéfices pendant toute la durée de l'entreprise.

Nous nous plaçons évidemment dans un cas abstrait et purement idéal. En pratique, il n'y a aucun entrepreneur ni aucun capitaliste porteur d'actions de sociétés anonymes ou de parts d'intérêt qui consentirait, en effet, à attendre la fin de la société pour toucher un bénéfice. L'État lui-même

(1) Quesnot, *Administration financière*.

ne pourrait différer le paiement de l'impôt sur les bénéfices jusqu'à la liquidation dans un temps plus ou moins éloigné.

Si nous revenons maintenant aux réalités de la vie courante, nous nous apercevons que ce bénéfice, que nous pouvons appeler le bénéfice de liquidation, s'est produit petit à petit. Grâce à l'établissement de l'inventaire et du bilan, il sera possible de déterminer la part de bénéfices totaux qui a été réalisée pendant l'année écoulée.

La comptabilité, en effet, consiste à noter les diverses opérations d'une entreprise en les groupant par comptes dont l'ensemble donnera la situation globale de l'exploitation toutes les fois que l'entrepreneur le désirera.

Chaque année par conséquent, puisque telle est la volonté de notre Code de commerce (1), le commerçant fera un inventaire de tous ses biens mobiliers et immobiliers actifs et passifs. Cet inventaire servira à mettre sa comptabilité en rapport exact avec les faits, dans le cas où elle n'y serait pas déjà, et le solde de chacun des comptes permettra l'établissement du bilan.

Il est bien évident toutefois que les bilans établis au cours de la marche des entreprises font ressortir des bénéfices qui ne sont pas encore réalisés. M. Celle, secrétaire, membre de la Chambre de commerce de Lyon, rappelait d'ailleurs à ce sujet dans un de ses intéressants rapports établis au nom de la Commission de législation fiscale et sociale de cette

(1) Livre I du Code de commerce, art. 9 : « II (le commerçant) est tenu de faire, tous les ans, sous seing privé, un inventaire de ses effets mobiliers et immobiliers, et de ses dettes actives et passives, et de le copier, année par année, sur un registre spécial à ce destiné ».

compagnie, « que les bénéfices apparents sur un inventaire annuel ne peuvent être considérés comme assurés. Ils ne sont, en effet, que le résultat provisoire d'opérations commerciales incomplètement terminées et ils sont représentés, le plus souvent, par des valeurs, créances ou marchandises dont la réalisation est essentiellement aléatoire. Une opération commerciale est une longue suite d'opérations plus ou moins liées les unes aux autres et le rendement précis n'est bien connu qu'après la liquidation définitive » (1).

D'autre part, les valeurs engagées à long terme sont généralement portées à l'actif pour leur prix de revient, alors que leur montant (nous y reviendrons au sujet des amortissements) est essentiellement variable. Le bilan ne fera donc pas mention de ces variations et leur valeur reprise constamment en compte chaque année ne ressortira exactement qu'au moment de la liquidation. On peut donc dire que les bénéfices apparaissant aux bilans ne seront que des bénéfices provisoires et que tous les exercices sont liés entre eux par un principe de solidarité qui ne devra jamais être perdu de vue pour le calcul exact du bénéfice imposable.

Le bilan annuel en quelque sorte fera état de bénéfices qui ne sont pas encore assurés, mais, par contre, négligera certains bénéfices qui, quoique effectifs, ne sont pas encore réalisés.

Il en sera ainsi des plus-values, car ces dernières, suivant cette théorie, doivent être imposées d'après le principe de la non-discrimination des bénéfices en revenu et en capital.

Nous avons vu, en effet, précédemment, que les produits de l'entreprise, quels qu'ils soient, doivent entrer dans le

(1) Chambre de commerce de Lyon, Séance du 19 octobre 1922.

bénéfice imposable. Si donc l'industriel aliène un actif quelconque moyennant un prix supérieur à celui auquel il l'a acheté ou auquel il est porté au bilan, la différence entre les deux prix sera imposée en tant que bénéfice de plus-value de réalisation. Il est bien entendu que seule la réalisation peut faire apparaître ce bénéfice qui ne pourra être taxé qu'à ce moment.

Or, cette réalisation peut se produire soit en cours d'exploitation soit au moment de la liquidation devenant ainsi un « boni de liquidation ».

Arrivés à ce point, nous sommes obligés de signaler que les partisans de cette doctrine font état de la loi du 1^{er} juillet 1916 et de la jurisprudence établie lors de l'application de cette loi.

MM. Houpin et Maguéro estiment dans leur *Commentaire théorique et pratique* que « le bénéfice net de la période normale ou de la période imposable doit s'entendre des produits ordinaires ou extraordinaires de la société, déduction faite des frais généraux... » et que « le compte de profits et pertes comprend non seulement les bénéfices normaux réalisés par la société, mais encore les bénéfices extraordinaires résultant de l'apport à une autre société, ou de la vente d'un bien meuble ou immeuble, corporel ou incorporel, faisant partie de l'actif social et réalisé moyennant un prix supérieur à celui pour lequel il figure au précédent bilan. Ces bénéfices extraordinaires doivent, aussi bien que les bénéfices ordinaires, être comptés pour le calcul du bénéfice supplémentaire imposable des sociétés » (1).

(1) *Contribution sur les bénéfices de guerre*, Houpin et Maguéro, Paris, 1917, p. 68 et 69.

Néanmoins d'après eux cette règle n'a pas une portée générale. Elle s'applique seulement aux bénéfices réalisés en cours d'exploitation. En effet, « précisément parce que la loi a donné le bilan pour base de la matière imposable qu'elle voulait atteindre, on ne doit pas aller au delà des bénéfices ou des pertes ordinaires ou extraordinaires figurant au bilan, ni faire rentrer dans le cadre de l'impôt le bénéfice de liquidation qui constitue une *recette hors bilan* » (1).

Tous les partisans de cette doctrine ne sont pas d'accord sur ce point avec les auteurs précités et M. Lecerclé notamment se refuse à admettre cette distinction, car il estime que la plus-value est due aux mêmes circonstances dans l'un et l'autre cas.

La Commission supérieure a admis le 7 juillet 1917 (2) le principe, non contesté d'ailleurs par l'intéressé, de l'imposition de l'excédent du prix de vente d'un fonds de commerce cédé sur la valeur de ce fonds au 1^{er} août 1914. Le 25 octobre 1918, tranchant le même principe mis cette fois en discussion, la Commission supérieure a décidé que la loi du 1^{er} juillet 1916 s'applique à l'ensemble des bénéfices réalisés par les contribuables pendant la durée de l'application de la loi; qu'aucune des dispositions de cette loi ne permet de faire, au point de vue de la contribution, la distinction entre les bénéfices en capital et les bénéfices d'exploitation. Au contraire, le bilan pris comme base d'imposition comprend nécessairement le bénéfice en capital. D'autre part, la loi ne distingue pas non plus entre le bilan

(1) Houpin et Maguéro, *op. cit.*, p. 71 et 72.

(2) *Revue des Sociétés*, 23 mai 1924, p. 475; *Revue sur la contribution des bénéfices de guerre*, n° 139.

d'exploitation et le bilan de liquidation, et « le bilan de liquidation doit d'autant plus être retenu pour le calcul de l'impôt, qu'il exprime une situation dégagée de toute incertitude et par conséquent plus exacte » (1). Le Conseil d'État saisi d'un recours en annulation pour excès de pouvoir de cette décision de la Commission supérieure a rejeté la requête et déclaré imposable à la contribution extraordinaire les bénéfices en capital pour les motifs suivants (2) :

« Considérant qu'il résulte des termes aussi bien que des travaux préparatoires de la loi du 1^{er} juillet 1916, que le législateur a entendu frapper d'une contribution extraordinaire tous les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés dans leurs entreprises par les assujettis pendant la durée d'application de la loi ; que l'article 1^{er}, en effet, qui détermine les bénéfices imposables, ne contient aucune disposition en exceptant les bénéfices en capital ; que l'article 3 spécifie que le produit net, en période de guerre, sera calculé d'après le bilan ; que cette dernière disposition, qui fait des données fournies par le bilan, sauf le redressement qu'y peuvent apporter les Commissions, la base de l'imposition, implique nécessairement l'entrée en compte des bénéfices en capital, lesquels sont compris dans les bilans au même titre que les produits d'exploitation ; qu'aucune distinction ne saurait être faite, d'autre part, entre les bénéfices provenant de l'aliénation d'éléments isolés du capital et les bénéfices résultant de la réalisation de l'intégralité de celui-ci ; qu'il résulte de ce qui précède que la société requérante n'est pas fondée à soutenir que la décision par laquelle la

(1) *Revue de la contribution sur les bénéfices de guerre*, 1920, n° 520, p. 77.

(2) *Revue des impôts*, 1922, n° 858, p. 15 et suiv.

Commission supérieure des bénéfices de guerre l'a déclarée imposable en capital afférent à la vente de sa flotte est entachée d'excès de pouvoir ».

Ainsi donc l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux comme l'impôt sur les bénéfices de guerre est applicable à toutes les sommes formant le solde de l'actif sur le passif, aussi bien à chaque exercice (à titre provisoire) qu'au moment de la liquidation, époque à laquelle l'imposition devient définitive.

L'Administration fait une application un peu particulière de cette théorie. Nous reviendrons plus tard sur ce point à propos de l'étude du report à nouveau. Nous devons toutefois signaler dès à présent qu'une des conséquences logiques de l'imposition des plus-values serait de faire état des moins-values, comme le fait remarquer M. Lecerclé (1). Or l'Administration n'admet pas le report à nouveau des pertes d'un exercice déficitaire à l'exercice suivant et, par suite, refuse de reconnaître des moins-values.

Il convient, toutefois, avant d'envisager la doctrine opposée, de faire des réserves sur l'application de ces principes. Il importe, en effet, de rappeler que si l'on écarte de la discussion le principe de l'assujettissement des plus-values à l'impôt sur le revenu et que l'on examine comment doit et peut fonctionner une taxe de la sorte, tout le monde est d'accord pour déclarer que *seules sont imposables les plus-values réalisées*.

Or ce mot « *réalisées* » signifie deux choses :

a) Les biens qui ont été l'objet d'une plus-value doivent

(1) *Op. cit.*, n° 98, p. 66.

avoir été vendus ou apportés à une autre entreprise (ce qui revient au même) et le prix fixé doit en avoir été touché.

b) Le contribuable doit être en possession d'un profit réel par suite de cette aliénation.

Le premier élément est facile à vérifier, mais le second, au contraire, est souvent mis en échec dans les convulsions économiques et monétaires actuelles.

La doctrine de l'imposition de tous les profits à l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux ne pourrait donc être acceptée que sous la condition expresse de la non-imposition des plus-values apparentes.

Néanmoins, cette réserve n'est pas la seule qu'il convient de formuler, car on peut opposer à cette théorie de sérieuses objections.

SECTION II

LE BÉNÉFICE D'EXPLOITATION, BASE D'IMPOSITION.

Malgré les arguments invoqués en faveur de la thèse de l'Administration que nous venons d'exposer, il semble que la seconde notion de bénéfice d'exploitation est plus conforme à l'esprit de la réforme de 1917.

L'étude de l'assiette de l'impôt sur le revenu net professionnel et la critique de la théorie précédente demandent l'examen des questions suivantes :

1° Comment le bénéfice d'exploitation se conçoit-il ?

2° Peut-il être déterminé facilement par la comptabilité des entreprises ?

3° Quelles ont été les intentions du législateur en procédant à la réforme de nos impôts directs ?

4° Doit-on faire, en matière d'impôt cédulaire, application des règles propres aux bénéfices de guerre?

5° Quels arguments peut-on opposer à la thèse de l'imposition de tous les profits.

1° *Comment le bénéfice de l'exploitation se conçoit-il?*

A première vue cette question est très simple. Un commerçant prélève sur sa fortune personnelle une certaine somme; il loue un magasin, achète des marchandises, des tissus de coton par exemple, et les revend petit à petit. Au bout de la première année de l'exercice de son commerce, il va se trouver en possession de recettes de vente s'élevant à un chiffre de X francs et il aura dépensé, en vue de l'acquisition et de la vente de ses produits, c'est-à-dire ses frais généraux, Y francs. Le bénéfice net d'exploitation sera égal à la différence : $A = X - Y$ (1). Rien de plus simple. Jusqu'ici tout le monde est d'accord; mais il nous faut aller du simple au composé et les difficultés vont surgir.

Ce même négociant, devant les résultats de son commerce, s'aperçoit qu'il aurait intérêt à fabriquer lui-même tous les tissus qu'il cède à sa clientèle et se met en rapport avec diverses personnes afin de former une société qui sera à même de réaliser ses projets.

Cette société se fonde alors à un capital déterminé, 10 millions par exemple, qui vont servir à l'établissement de filatures, tissages, ateliers de blanchiment, teintureries, apprêts, etc..., etc.... et à l'achat des stocks de coton nécessaires à l'approvisionnement de ses diverses usines. Elle

(1) Nous supposons que toutes les marchandises achetées ont été revendues.

possède ainsi la matière première et les moyens de transformation. Nous pouvons suivre alors le coton depuis son arrivée en balles jusqu'à sa sortie des usines sous la forme de cotonnade. A partir de ce moment, le produit fini va être vendu, comme dans notre exemple précédent, et le montant de ces ventes va figurer en recettes sur le livre de caisse ou au débit des clients; l'écriture comptable de la livraison au crédit du compte des produits fabriqués faisant la contre-partie obligatoire de toute opération comptable.

Le bénéfice d'exploitation à la fin de la première année d'exercice ressortira du solde créditeur du compte de pertes et profits dans lequel entrera le montant des ventes, des achats de coton moins le stock existant, ainsi que l'ensemble des frais qui ont grevé la société durant cette période.

Si, à ce moment, nous établissons le bilan de cette société, nous allons voir apparaître ses différents biens comme sur une sorte de photographie de l'entreprise.

A l'actif figureront les valeurs immobilisées à long terme (on entend par là les immobilisations : usines de filature, tissages, etc...), les cautionnements, etc..., puis les valeurs engagées à court terme, les clients, les marchandises et autres comptes débiteurs et enfin les disponibilités en banque et en caisse.

Au passif, nous verrons, à côté du capital apporté, les postes d'amortissement ayant pour but de conserver intactes les valeurs d'actif qui ont été soumises à une usure, les engagements divers, fournisseurs, etc... et enfin, pour équilibrer l'actif, le solde bénéficiaire.

Si nous revenons à l'examen de l'actif, nous pouvons

rechercher ce qu'est devenu le capital engagé dans cette entreprise et nous le retrouvons sous deux aspects différents :

a) Le capital fixe qui est représenté par les valeurs immobilisées ;

b) Le capital circulant qui est soit en caisse ou en banque sous forme d'espèces, soit incorporé aux marchandises ou dans le compte des clients et des débiteurs divers.

Néanmoins, il y aura une partie de l'actif qui en sera détachable sans porter préjudice au capital initial comme un fruit mûr peut être détaché de l'arbre ; c'est le bénéfice d'exploitation.

Le capital fixe est, pour ainsi dire, l'arbre fruitier qui permettra au capital circulant de monter vers les branches sous la forme de sève pour semer la vie créatrice qui donnera naissance aux fleurs, puis aux fruits qui se détacheront d'eux-mêmes.

Peut-on, dès lors, soutenir que le bénéfice d'exploitation ne se conçoive pas ? Nous ne le pensons pas. De même que l'arbre pourra, sous des influences bienfaisantes, voir grossir certaines de ses branches, de même l'entreprise pourra voir son capital fixe augmenter de valeur. Il ne nous semble pas que l'on soit obligé de confondre les branches avec les fruits ni les augmentations du capital fixe avec les bénéfices provenant de l'exploitation.

2° *Le bénéfice d'exploitation peut-il être déterminé facilement par la comptabilité des entreprises ?*

Nous croyons pouvoir répondre affirmativement à cette question.

En effet, les diverses opérations réalisées par l'entreprise vont être notées soigneusement sur le registre journal ou sur

les livres auxiliaires pour être transcrites ensuite sur le journal. Or, chacune des énonciations du journal va se trouver reportée à chacun des comptes généraux mis en cause, puis à la balance générale qui sera vérifiée au moyen de l'inventaire. Les soldes de chacun de ces comptes vont ensuite servir, d'une part, à l'établissement du bilan annuel, sorte de liquidation fictive de l'entreprise, et, d'autre part, au compte Pertes et Profits. Il est donc très facile de faire une ventilation parmi les éléments de ce compte pour en dégager le bénéfice d'exploitation et en écarter toutes les plus-values provenant des postes d'immobilisation.

Nous savons bien que l'on peut nous objecter ici que cette ventilation des éléments du compte de Pertes et Profits sera la source de discussions avec les contrôleurs. Nous pouvons répondre alors que l'Administration se livre actuellement à des recherches du même ordre et que M. Lecerclé lui-même est d'avis que « si les usages de l'entreprise forment la base du débat, le rôle essentiel du contrôleur consistera à pénétrer le sens des énonciations du bilan, à découvrir la nature véritable de la somme en discussion sous la qualification que lui donne la comptabilité » et « qu'il convient de reconnaître au fisc une faculté d'appréciation, donc un pouvoir de redressement... ».

3° Quelles ont été les intentions du législateur lorsqu'il a procédé à la réforme de nos impôts directs?

Nous ne nous étendrons pas longtemps sur ce point, que nous avons déjà envisagé dans notre introduction générale, si ce n'est pour insister sur le fait que la réforme a eu pour but de remplacer la taxation sur les signes extérieurs par l'établissement d'un *impôt sur les revenus* du contribuable.

« Un des grands principes, disait M. J.-L. Dumesnil dans son rapport à la Chambre des députés, sur lesquels s'appuient nos institutions, c'est que les charges soient égales pour tous; elles ne le seront réellement que si chacun y contribue en proportion de ses ressources réelles ».

Or, la loi n'a envisagé des méthodes d'imposition différentes qu'en vue de faciliter l'application de l'impôt. Il était impossible, en effet, de taxer tous les revenus quels qu'ils soient de la même manière, chaque catégorie demandant un traitement particulier, mais aussi ce serait fausser l'esprit même de la réforme que de vouloir soumettre des profits à l'impôt qui, par ce fait même, serait transformé en une taxe sur le capital.

Les accroissements de capitaux ne sont taxés nulle part dans les autres cédules; si donc le législateur avait voulu frapper ceux qui peuvent se produire dans le commerce ou l'industrie, il l'aurait clairement indiqué dans la loi. Or, aucune disposition semblable ne figure dans nos textes actuels.

4^e Doit-on, en matière d'impôt cédulaire, faire application des règles propres aux bénéfices de la guerre?

Les partisans de l'imposition de tous les profits réalisés s'appuient sur les règles édictées au sujet de l'impôt sur les bénéfices de guerre.

Nous croyons, au contraire, qu'il y a une distinction essentielle entre cette taxe exceptionnelle et l'impôt cédulaire sur le revenu, et ceci pour plusieurs raisons qui apparaissent clairement en comparant les faits qui ont présidé à l'établissement de ces deux impôts et ensuite leur texte même.

M. Petsche, dans un ouvrage sur « *Les plus-values, base d'imposition* », rappelle ainsi les faits qui ont donné nais-

sance à la loi du 1^{er} juillet 1916. « La guerre est venue faisant de l'État le plus important des consommateurs : l'impossibilité d'établir dans des contrats, souvent mal étudiés, des prix de revient équitables, le besoin absolu de rapides productions lui ont fait consentir aux fournisseurs des bénéfices souvent excessifs. L'opinion publique s'émue de voir s'édifier des fortunes au temps où s'accumulaient des ruines immenses. Il lui semblait assister à un énorme déplacement de richesses qui faisait passer une grande partie des ressources du pays entre des mains privilégiées et il lui paraissait en conséquence légitime, avant d'exiger de la collectivité de nouveaux sacrifices pécuniaires, de prélever sur ces enrichissements de guerre tout ce qu'il était possible de prendre. C'est à ce besoin élémentaire de justice que voulut répondre tout d'abord le législateur en taxant les bénéfices de guerre » (1). Il émettait en outre l'avis que « les impôts sur les bénéfices de guerre constituent bien par eux-mêmes une tentative nouvelle de taxation de la plus-value, mais ils n'ont jamais eu cette portée dans l'esprit du législateur qui ne les a considérés que comme un instrument fructueux de redressement social » (2).

Nous référant à cet avis et à l'étude de M. Allix qui classe cette taxe avec les impôts sur les gains de fortune et l'imposition des plus-values foncières et de l'enrichissement (3), nous sommes fondés à penser qu'il y a une différence essentielle entre cet impôt extraordinaire institué

(1) Maurice Petsche, *Les plus-values, base d'imposition*, Paris, 1919.

(2) *Op. cit.*, p. 382. V. le projet de loi Ribot, Chambre des députés, 1916; J. O., Doc. parl., n° 1655.

(3) Allix, *Traité élémentaire de Science des finances et de Législation financière française*, Paris, 1921.

d'après son article 1^{er} « sur les bénéfices exceptionnels ou supplémentaires réalisés depuis le 1^{er} août 1914 jusqu'à l'expiration du douzième mois qui suivra la cessation des hostilités » et l'impôt cédulaire *qui est permanent* et destiné non pas à un redressement social mais à *fournir au Trésor les ressources permanentes* qui lui sont indispensables.

Si nous abandonnons, à présent, les caractères généraux des deux taxes que l'on veut assimiler, et que nous passions à leur comparaison effective, nous sommes amenés à chercher quels sont les bénéfices taxables.

D'après l'article 3 de la loi du 1^{er} juillet 1916 : « Le produit net en période de guerre est calculé en établissant le bilan, pour chaque entreprise, suivant les règles antérieures propres à cette entreprise, notamment en déduisant, s'il y a lieu, la somme nécessaire à la réserve légale et celles qui sont habituellement réservées à l'amortissement des bâtiments et du matériel ». Si nous nous reportons d'autre part à la loi du 31 juillet 1917, nous voyons que « sont imposés sur leur bénéfice net, après déduction... les sociétés dont les bilans sont obligatoirement communiqués à l'Administration de l'enregistrement, les contribuables qui auront déclaré le chiffre de leurs bénéfices réels, en vue de l'assiette de la contribution extraordinaire sur les bénéfices supplémentaires réalisés pendant la guerre, tant qu'ils seront assujettis à cette contribution, *ainsi que les personnes ou sociétés qui auront, avant le 1^{er} mars, remis au contrôleur des contributions directes un résumé de leur compte de profits et pertes de l'année précédente, en prenant l'engagement de fournir à l'appui, s'il y a lieu, toutes justifications nécessaires* ».

La loi de 1916 fait donc état du bilan et décide que tout

supplément de l'actif sur le passif formera un bénéfice exceptionnel. On peut conclure en outre que les différentes valeurs du capital engagé qui se retrouvent dans l'actif influenceront sur le solde bénéficiaire imposable.

Dans la loi de 1917, au contraire, c'est le compte de pertes et profits qui interviendra, car le texte de la loi relative aux sociétés dont les bilans sont obligatoirement communiqués à l'enregistrement pourrait être remplacé par « les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions » (1). Quant à la phrase relative aux assujettis à la contribution sur les bénéfices de guerre, n'oublions pas que la contribution extraordinaire n'est plus établie depuis 1920.

Au surplus, comme le fait justement remarquer M. Colin, « il n'y a là qu'une mesure de contrôle, propre à fournir à l'Administration des documents susceptibles de permettre la vérification des déclarations, mais il ne résulte pas de ces dispositions que les résultats de ces pièces doivent être

(1) Cela résulte de l'instruction de la Direction des contributions indirectes du *Bulletin des Contributions directes*, Bénéfice réel (loi, art. 2, 4 et 5). La communication des bilans n'est, à vrai dire, prescrite spécialement par aucune disposition législative ou réglementaire; les termes dont le législateur s'est servi dans la circonstance désignent en réalité les sociétés soumises à la double obligation de déposer, d'une part au bureau de l'enregistrement de leur siège social ou administratif, pour la perception de l'impôt sur le revenu des valeurs mobilières, les comptes rendus ou extraits des délibérations de leurs conseils d'administration ou de leurs assemblées d'actionnaires (loi du 29 juin 1872, art. 2) et de présenter, d'autre part, sur réquisition des agents de l'enregistrement, chargés de s'assurer de l'exécution des lois sur l'enregistrement et le timbre, leurs livres, registres, titres et pièces de recettes, de dépenses et de comptabilité (lois des 23 août 1871, art. 22, et 21 juin 1875, art. 7). Ce sont donc, en définitive, les sociétés anonymes et les sociétés en commandite par actions que vise le texte de la loi.

nécessairement pris pour base de l'impôt cédulaire » (1).

Nous croyons être ainsi en mesure de résumer cette comparaison de la façon suivante, à savoir que la contribution sur les bénéfices de guerre est un impôt sur l'enrichissement alors que la loi du 31 juillet 1917 a établi un impôt sur les revenus, et que la contribution sur les bénéfices de guerre est établie d'après le résultat du bilan faisant état de toutes les valeurs d'actif, alors que l'impôt cédulaire est basé sur le compte de profits et pertes et ne doit connaître que des résultats d'exploitation. Nous pouvons donc conclure que ces deux lois ont des objets différents et que les règles exactes pour la première ne le sont pas forcément pour la seconde.

5° *Quels arguments peut-on opposer à la thèse de l'imposition de tous les profits?*

Si nous écartons les arguments tirés de l'application de la loi sur les bénéfices de guerre, nous nous trouvons alors en face de l'affirmation de M. Touron à la séance du Sénat du 14 juillet 1914 (2).

Nous estimons, quant à nous, que les partisans de l'imposition des profits et l'Administration ne peuvent tirer de cette explication parlementaire un argument efficace pour imposer les gains en capital.

La discussion portait en effet sur les déductions à admettre en matière d'impôt général sur le revenu. Si M. Touron a émis alors l'opinion que le solde du bilan ne se spécifie pas et qu'il n'existe pas de perte en capital, mais une perte tout court, le ministre des Finances s'était déclaré d'accord

(1) C.-A. Colin, *La Notion du revenu en matière de législation fiscale*, Paris, 1924, p. 112.

(2) V. p. 21.

l'avant-veille à la Chambre avec M. René Besnard lorsque ce dernier faisait remarquer « qu'il ne peut s'agir en aucun cas des pertes en capital (1), et l'on pourrait en tirer, *a contrario*, un argument opposé à celui de l'Administration.

Toutefois nous croyons que ce serait s'abuser en la matière que de vouloir ériger en principe des interventions parlementaires, et que des affirmations telles que celles de M. Touron ne peuvent être retenues en ce qui concerne les pertes et ensuite *a contrario* pour taxer des bénéfices.

Nous reverrons d'ailleurs cette question dans le courant de l'étude du report à nouveau qui fera l'objet d'un chapitre séparé.

Toutefois, nous devons indiquer que les deux théories ont un point commun : le principe de la solidarité des exercices.

Si nous n'admettons pas, en effet, comme le fait M. Lecerclé, l'imposition de tous les profits, mais seulement du revenu net de l'entreprise qui, à nos yeux, se distingue des accroissements de capital, nous croyons néanmoins que l'arrêt des comptes à date fixe est purement conventionnel. Le revenu net tiré véritablement de l'entreprise est celui qui apparaîtrait après la réalisation de la dernière opération commerciale ou industrielle. Et ceci se trouve démontré en pratique par le fait qu'on a pu observer souvent qu'un exercice est déficitaire pendant les trois quarts de l'année, puisque son solde change de signe avec un trimestre de prospérité; or, ce qui est vrai pour un temps restreint l'est encore si l'on envisage l'ensemble de plusieurs années. Au surplus, un exercice que

(1) Chambre des députés, 12 juillet 1914, *Annales de la Chambre des députés*, Débats parl., p. 717.

l'on croyait bénéficiaire peut soudain se transformer en déficitaire réel par suite de la défection de plusieurs débiteurs. L'imposition de chaque année ne saurait donc être considérée comme définitive et sans influence sur l'avenir.

Nous devons mentionner enfin ici les intéressants articles de M. Barrault relatifs à « *la notion de bénéfice annuel dans les sociétés anonymes* » (1), et à « *la plus-value du capital et la réalisation du bénéfice dans le bilan annuel* » (2).

(1) *Revue des sociétés*, octobre 1924.

(2) *Recueil juridique des sociétés*, févr. 1924, p. 59 et suiv.

DEUXIÈME PARTIE

LES AMORTISSEMENTS INDUSTRIELS

CHAPITRE I

Position générale de la question.

Le terme d'« amortissement », au point de vue économique, correspond à deux actions différentes : d'une part, le fait de tenir compte de l'usure et de la vétusté dans l'évaluation des valeurs et, d'autre part, l'anéantissement progressif de dettes par le jeu des intérêts composés.

Nous ne traiterons ici que de la première de ces deux acceptions.

L'entreprise ayant acquis pour son fonctionnement des immeubles et un outillage va se servir de ces immeubles qui, à plus ou moins brève échéance, malgré leur entretien, menaceront ruine, et de ce matériel qui deviendra inutilisable.

Autrement dit, l'usure et le temps vont en fait anéantir les valeurs immobilisées et l'amortissement consistera à faire état de cette atteinte aux valeurs.

Nous voyons donc ici la liaison entre la première et la

seconde notion, car « si l'amortissement a pour but de compenser des usures, dépérissements, dépréciations, il consiste à les faire en quelque sorte rembourser par la société » (1).

La comptabilité, qui enregistre tous les faits survenant au cours de la vie de l'entreprise, fait état de ces diminutions de valeur sous la forme de l'amortissement. Nous devons donc rechercher les caractères que doivent présenter les comptes d'amortissement.

a) En premier lieu, nous trouvons *l'obligation*.

Les faits, qui motivent l'amortissement, l'usure et le temps, sont des facteurs permanents, existant en dehors de la volonté des entrepreneurs. L'amortissement est par suite *obligatoire* quels que soient les résultats de l'entreprise. Sur ce point, tout le monde est d'accord, doctrine et jurisprudence (2), et il est certain qu'un dividende distribué en l'absence d'amortissement constituerait une distribution de dividendes fictifs.

C'est ce principe même de l'obligation qui différencie les amortissements des réserves. Ces dernières, au contraire, et abstraction faite des sociétés par actions qui sont soumises à un texte spécial, sont facultatives. Elles sont prélevées sur le bénéfice net et ont pour but de faire face à des dépenses éventuelles. On peut rappeler à ce sujet les diverses phases par lesquelles passe le bénéfice.

(1) *Bilans et impôts nouveaux*, René Cain, Paris, 1918, p. 12.

(2) V. à ce sujet, Lyon, 31 juillet 1917 : « Tout commerçant, s'il veut faire un inventaire sincère et régulier, doit tenir compte de la dépréciation que subissent son matériel, ses marchandises et ses immeubles ; ... un semblable amortissement est de droit et n'a pas besoin d'être prévu par le pacte social ». — De même Cass., 2 juillet 1901, D. 1903.1.169 ; — Lyon, 20 février 1903, D. 1904.2.17.

Le bénéfice brut provenant des ventes devient le bénéfice net, après déduction des charges et de l'amortissement. Enfin le bénéfice distribuable découle du précédent lorsque, sur son montant, on a prélevé les réserves et les emplois spéciaux prévus par les statuts ou par les assemblées d'actionnaires...

b) *L'exactitude.* — Ce terme signifie que les sommes, sur lesquelles porte l'amortissement, doivent correspondre exactement à la dépréciation subie par le poste à amortir, le surplus des amortissements n'étant alors qu'une réserve déguisée.

Ces deux caractères dégagés, il nous reste à examiner l'influence de l'amortissement dans le fonctionnement de l'impôt cédulaire.

Le législateur de 1917 a implicitement prescrit dans l'article 4 de la loi du 31 juillet que « sont imposées sur leur bénéfice net, *après déduction de toutes charges, y compris la valeur locative des immeubles affectés à l'exploitation et les amortissements généralement admis d'après les usages de chaque nature d'industrie ou de commerce....* les sociétés... ».

L'Administration, commentant la loi de 1917, énumère d'ailleurs ainsi qu'il suit les postes à amortir et pour quel montant (page 26 de l'instruction du 30 mars 1918):

Amortissements. — « 13. La plupart des éléments corporels que comprend l'actif d'une entreprise (immeuble, matériel, mobilier, etc...) diminuent de valeur avec le temps et l'usage. Leur dépréciation constitue une perte réelle qui réduit jusqu'à due concurrence le bénéfice de l'exploitant et à laquelle est donné le nom d'amortissement.

» En raison des difficultés que présenterait une estimation exacte de la perte subie, il est d'usage de les évaluer forfaitairement chaque année à une somme fixée pour chaque élément d'actif, d'après la durée probable de son utilisation, suivant un plan préalablement établi.

» En dehors de ces amortissements normaux, il peut être également pratiqué des amortissements exceptionnels justifiés par les circonstances et les événements extraordinaires qui auraient eu pour effet de hâter la dépréciation des objets mobiliers dont la valeur est en cause.

» 14. — Les éléments incorporels qui entrent dans la composition de l'actif sont parfois eux-mêmes sujets à un amoindrissement de valeur motivant un amortissement.

» Les brevets d'invention dont l'exploitation est destinée à tomber dans le domaine public à l'expiration d'un nombre d'années limité, fournissent l'exemple d'amortissements de ce genre. Il en est de même des frais de premier établissement. Les dépenses engagées pour la création ou l'extension d'une entreprise ne sont point, en général, traitées comme de simples dépenses d'exploitation auxquelles doivent faire face les recettes de l'exercice pendant lequel elles ont été effectuées. Etant appelées à porter leur fruit pendant les exercices ultérieurs, elles sont considérées comme un élément d'actif dont la valeur est toutefois aléatoire et comportant, elles aussi, un amortissement indispensable.

» Les créanciers, de leur côté, s'il est vrai qu'ils ne subissent pas de dépréciation continue, sont susceptibles de perdre tout ou partie de leurs valeurs en cas de refus de paiement ou d'insolvabilité du débiteur. La constatation de leur irrécouvrabilité totale ou partielle justifie encore un amortissement.

» 15. — Il faut observer que le bénéfice n'est légitimement diminué du montant d'un amortissement qu'autant que celui-ci correspond à une perte certaine actuelle.

» Un prélèvement opéré sur le bénéfice, en prévision d'une perte future et seulement éventuelle, n'est plus un amortissement véritable, mais bien une mise en réserve qui ne diminue pas l'importance du bénéfice réalisé.

» Ainsi, la valeur d'un fonds de commerce, qui loin de diminuer en général s'accroît avec le temps, ne comporte pas d'amortissement effectif, sauf dans le cas particulier où elle serait soumise à des causes véritables et spéciales de dépréciation.

» 16. — Une déduction pour amortissement, alors même que le principe en est incontestable, ne peut être admise au surplus que dans la mesure où l'amortissement pratiqué a pour effet de ramener, au moins approximativement, à son expression réelle, la valeur précédemment attribuée aux éléments d'actifs qu'il concerne. Au delà de cette limite, en effet, l'amortissement n'est plus, en fait qu'une réserve dissimulée.

» Les amortissements opérés sans avoir égard à cette règle, et notamment ceux calculés au prorata des bénéfices annuels, doivent subir, par suite, les corrections convenables lorsqu'on se propose de déterminer le chiffre du bénéfice effectif ».

Ces prescriptions, en ce qui concerne les postes à amortir, nous semblent tout à fait justes et nous croyons que tout le monde est d'accord sur ce point.

La détermination de la quotité à admettre fait, au contraire, surgir les difficultés, en ce qui concerne :

A. Les méthodes de calcul de l'amortissement;

B. Les valeurs sur lesquelles on doit appliquer ces méthodes.

A. *Les méthodes de calcul.* — Le législateur, la doctrine et la jurisprudence n'ont pas adopté des règles fixes pour l'amortissement, laissant aux entrepreneurs un large pouvoir d'appréciation.

Toutefois, l'amortissement est pratiqué d'après l'un des deux systèmes suivants :

a) Le premier consiste à diminuer chaque année le montant des éléments de l'actif d'une somme fixe basée sur leur durée probable.

Dans le cas où l'on estimerait qu'un outillage peut servir pendant dix années, par exemple, on procédera chaque année à un amortissement de 10 0/0, soit en diminuant la valeur de l'actif de 10 0/0 que l'on porte au débit de pertes et profits, et dont l'écriture comptable sera

Pertes et Profits à Outillage,

soit en laissant figurer à l'actif le poste à sa valeur initiale et en créant un compte d'amortissement dont le solde se trouvera au passif

Pertes et Profits à Amortissement,

telle sera l'écriture passée au Journal.

Les comptes à amortir figureront toujours à l'actif pour leur valeur initiale et l'on pourra suivre les amortissements si l'on a eu soin de créer un compte d'amortissement pour chaque poste de l'actif.

b) Le second système consiste, au contraire, à réduire petit à petit les valeurs à amortir. Il ne permettra que

difficilement la recherche des amortissements antérieurement pratiqués.

Il tient compte du fait qu'au bout de la durée probable d'usage, le poste à amortir, sauf en ce qui concerne des éléments spéciaux tels que les frais de premier établissement, aura encore une certaine valeur.

A la fin de chaque exercice, l'outillage ne vaut plus ce qu'il valait l'année précédente; il s'est usé et démodé. Puisque chaque année on ramène le poste à amortir à sa valeur réelle grâce à l'amortissement, c'est cette dernière valeur qu'il faudra amortir, et ainsi de suite. Si nous supposons un outillage acheté avant guerre 500.000 francs et devant servir dix ans, la première année on fera un amortissement de $\frac{500.000}{10} = 50.000$ francs. La valeur réelle sera ainsi ramenée à $500.000 - 50.000 = 450.000$ francs. La seconde année, l'amortissement sera de $\frac{450.000}{10} = 45.000$ francs et le poste figurera alors à l'actif pour 405.000 franc. La troisième année, il faudra prélever $\frac{405.000}{10} = 40.500$ francs et ainsi de suite pendant dix ans, de telle manière qu'au moment de la revente de cet outillage, la comptabilité ne fera plus état que d'un actif de 174.340 francs, tandis que dans le système précédent la valeur serait nulle.

B. Valeurs sur lesquelles on doit appliquer ces méthodes de calcul.

Nous allons examiner maintenant le véritable problème de l'amortissement.

La détermination des valeurs doit être faite en tenant compte des facteurs économiques. Nous envisagerons donc

la question, d'abord en période normale, puis dans les circonstances économiques actuelles. Ces dernières feront d'ailleurs l'objet du chapitre suivant.

En temps normal, les diverses immobilisations des entreprises sont évaluées grâce à une commune mesure, l'unité monétaire dont la valeur est stable et les variations limitées entre les deux points d'entrée et de sortie de l'or.

Si un industriel fait l'acquisition de métiers à tisser, par exemple, un acte de sage administration de sa part consistera à faire figurer son acquisition dans deux sortes de comptes.

D'une part, il fera état de la livraison des machines dans sa comptabilité ordinaire au moyen du compte outillage avec contre-partie à caisse, à fournisseurs ou à effets à payer d'après le prix payé. D'autre part, il inscrira son achat dans une comptabilité en nature. Les mentions « en nature » transcrites à un livre journal feront ainsi état numériquement de tous les métiers à tisser que possède l'entreprise, puis un compte spécial d'atelier permettra une ventilation suivant la répartition des métiers.

Cette comptabilité « en nature » sera d'ailleurs de la plus grande utilité pour l'entrepreneur qui l'aura tenue régulièrement. Elle lui permettra, notamment, de contrôler les différents rendements des ouvriers sur des machines semblables, ainsi que le rendement pratique des derniers perfectionnements par suite des changements de machines dans le même atelier, etc...

Or, que se passe-t-il en période normale comme avant la guerre? Les deux comptabilités, en francs et en nature, coïncident, c'est-à-dire que les mêmes dépenses vont donner lieu aux mêmes entrées dans la comptabilité nature.

Ainsi, un industriel qui a acheté plusieurs métiers pour 100.000 francs pourra se procurer le même nombre de métiers pour la même somme. Autrement dit, une somme déterminée de francs lui procurera sensiblement le même pouvoir d'achat.

Les évaluations en francs faites sur la base du prix de revient pour des valeurs ne subissant pas de grosses fluctuations sont donc réelles.

Il est donc logique de les prendre comme base de calcul des amortissements qui seront effectués, eux aussi, en francs stables représentant une commune mesure entre les postes de l'actif et ceux du passif.

Lors du remplacement du matériel amorti, l'industriel, grâce au pouvoir d'achat accumulé, pourra se procurer un outillage identique qui viendra se substituer au précédent dans la comptabilité en nature et tout se passera comme si nul changement n'était intervenu dans la marche de l'entreprise.

En comptabilité en nature l'opération s'équilibrera ainsi :

Métiers à tisser hors d'usage à métiers à tisser en exploitation.....	20	20
Dépose de l'ancien matériel.		
Métiers à tisser en exploitation à métiers à tisser en réserve.....	20	20
Remplacement du vieux matériel.		

et en comptabilité valeur :

Caisse.....	10.000	
Amortissement.....	140.000	
à outillage		150.000
Réalisation vieux matériel :		
Outillage.....	150.000	.
à caisse.....		150.000
Remplacement de l'ancien matériel :		

Avant la guerre d'ailleurs, le système d'impôt sur le revenu n'était pas en vigueur et les répercussions de l'amortissement étaient bien moindres qu'à présent. La valeur de remplacement et le prix de revient étant sensiblement les mêmes, les industriels pouvaient sans aucune conséquence fâcheuse procéder à la formation de provisions pour remplacement de matériel lorsque les prix d'acquisition tendaient vers la hausse.

Malheureusement aujourd'hui les circonstances économiques ont évolué. On peut même dire que si la France n'a enregistré qu'une sensible évolution des prix, d'autres pays, tels que l'Allemagne, la Pologne et l'Autriche ont subi une véritable révolution dans les prix et les valeurs par suite de la chute catastrophique des pouvoirs d'achat de certaines monnaies.

Nous sommes ainsi conduits à comparer les bases actuelles et d'avant-guerre des évaluations, c'est-à-dire ce qu'était le franc avant 1914, puis ce qu'il est maintenant et enfin les diverses influences de la baisse du franc.

CHAPITRE II

La fiscalité et le milieu économique d'après-guerre.

SECTION I

LA RÉVOLUTION MONÉTAIRE.

Avant la guerre, la France vivait sous un régime monétaire bi-métalliste, bâtard pourrions-nous dire.

En effet, après les émissions malheureuses des assignats, la loi du 7 germinal an XI a reconnu comme unité monétaire le franc d'argent à la parité de 1 à 15 1/2, ce rapport signifiant que l'on pouvait toujours échanger un gramme d'or contre quinze grammes et 1/2 d'argent.

Il y avait donc en réalité, comme le faisait remarquablement ressortir M. Germain Martin dans son cours de doctorat, deux étalons monétaires ; d'une part, le franc-argent et, d'autre part, le franc-or équivalant au vingtième de la pièce de vingt francs.

Ce système monétaire fonctionnait sur le marché mondial suivant deux modes différents, l'un pour les pays d'Union latine et l'autre pour les pays mono-métallistes or comme l'Angleterre.

Dans nos relations avec les pays d'Union latine, une unité franc-or non frappée était constituée par le vingtième de la

pièce d'or, identique dans tous les pays de l'Union. Nous avions, de plus, la possibilité de règlements en pièces de cinq francs, sous réserve de quelques restrictions intervenues, notamment entre la France et l'Italie.

Avec les autres pays mono-métallistes or la parité de 1 à 15 1/2 ne pouvait être maintenue par l'échange de pièces de cinq francs. Le rapport des valeurs de l'or et de l'argent ayant haussé dans de notables proportions (il a fallu plus de 35 grammes d'argent pour acquérir un gramme d'or), les pièces de cinq francs ne représentaient guère, en effet, que la moitié de leur valeur au moment de la déclaration de guerre.

Comment pouvait dès lors fonctionner notre système monétaire?

Grâce à l'appui de la Banque de France qui ne refusait jamais d'échanger quatre pièces de cinq francs contre une pièce d'or de vingt francs, les nations étrangères acceptaient la pièce de cinq francs pour sa valeur nominale, le plus grand écart de change possible étant le coût de rapatriement en France des pièces de cinq francs. De plus, tout le monde savait qu'en versant ces pièces d'argent à la Banque de France, on obtenait le créditement de son compte d'une somme en francs convertible en métal jaune.

Ainsi le bi-métallisme français était incomplet et si la parité de 1 à 15 1/2 a toujours été respectée, c'est qu'en réalité il existait une unité de compte : le *franc-or*.

Outre cette monnaie métallique, il y avait en circulation un certain nombre de billets émis par la Banque de France et dont la valeur était surtout soutenue par l'or conservé dans les caisses de notre grand établissement national et aussi par la production des richesses.

Ces billets avaient une valeur stable dont les écarts ne pouvaient dépasser les points d'entrée et de sortie de l'or. Leurs porteurs, en effet, à la suite d'opérations commerciales, pouvaient obtenir, en banque, des inscriptions en francs qu'il leur était toujours possible de réaliser contre du métal. Tel était notre système monétaire d'avant-guerre.

Pour couvrir les dépenses formidables que la guerre a entraînées, les divers gouvernements ont emprunté, notamment à la Banque de France, dans des proportions inusitées. Le compte des avances à l'État est ainsi passé de deux cents millions de francs en 1914 à six milliards par la convention du 24 septembre 1914, puis à 12, 15, 18, 21, 24 et même 27 milliards ; ramené à 25 milliards le 31 décembre 1920, il a oscillé autour de ce chiffre pendant ces dernières années.

Ces avances de la Banque ont été effectuées sous forme de remise à l'État de billets de banque. Ceux-ci furent bientôt mis en circulation dans le pays et à l'étranger et créèrent ainsi un pouvoir d'achat factice qui n'était pas en rapport avec les besoins du pays.

Au mois de juillet 1914, par suite de l'établissement du cours forcé, le billet de banque, ne pouvait dès lors être soutenu que par le crédit de l'État et la véritable unité monétaire française devenait ainsi le *franc-crédit* ou *franc-papier*, sujet à des variations continuelles et dont la valeur étayée un moment par les accords interalliés est tombée de plus en plus bas depuis 1919.

Sans vouloir rechercher tous les facteurs qui ont contribué à la chute de notre monnaie à l'extérieur, il faut rappeler néanmoins la diminution du crédit de l'État par suite des

charges écrasantes qu'il a assumées, et qui comprennent notamment : le service des emprunts de guerre qui grève lourdement notre budget, la charge des réparations qui devaient être payées par l'Allemagne mais qui sont financées par la France ; les dépenses nécessaires au paiement des pensions de guerre, « créances sacrées pour la France », mais qui le semblent beaucoup moins pour l'Allemagne, etc..... Il faut citer enfin le déficit de la balance des comptes et de notre balance commerciale, surtout en 1919, qui a laissé entre les mains des étrangers une masse flottante de francs qui viennent influencer sur le cours de notre devise nationale.

A l'intérieur, la mise en circulation de cette masse de billets a créé un pouvoir d'achat factice au moment de l'invasion de nos régions industrielles du Nord-Est, de la mobilisation de la majeure partie de la population active et de l'arrêt de notre production qui devait s'adapter aux besoins de la guerre.

Un accroissement de la demande coïncidant avec une restriction des offres a entraîné alors une hausse des prix qui s'est accordée avec la dépréciation de la monnaie entraînée par ce déséquilibre.

D'autre part, les achats de matières premières étrangères qui résultent de ce fait que l'économie de la France n'est point une économie fermée, contribuaient encore à la hausse des prix. Au moment de solder ces achats, nous étions en effet dans l'impossibilité de le faire avec des devises et l'étranger qui nous donnait des moyens de paiement ne le faisait qu'en tenant compte des divers facteurs d'appréciation de notre monnaie nationale. Il s'ensuivait une

répercussion inévitable sur les prix et les changes (1).

Si cette étude de nos deux systèmes monétaires, celui d'avant-guerre et celui d'aujourd'hui, n'a pu dans sa brièveté englober tous les facteurs qui ont joué réellement pendant ces dix dernières années, elle permet néanmoins de comprendre et de comparer la situation monétaire au début et à la fin de cette période.

En 1914, nous étions sous le régime du franc-or où la monnaie saine et stable avait une puissance d'achat fixe tant en France qu'à l'étranger et permettait des évaluations réelles et valables dans le temps; alors qu'en ce moment nous sommes sous le régime du *franc-crédit* ou *franc-papier* dont la puissance d'achat, variant continuellement, rend caduque, chaque jour, l'évaluation des richesses faite la veille.

Ayant ainsi montré la révolution monétaire actuelle, il nous reste à considérer les divers éléments et l'importance de la dépréciation du franc.

Cette chute du pouvoir d'achat de la monnaie peut être envisagée sous deux aspects différents :

- a) Le pouvoir d'achat extérieur du franc;
- b) Le pouvoir d'achat du franc à l'intérieur du pays.

(1) Nous arrivons ainsi à une définition de l'inflation identique à celle donnée par M. Germain Martin à son cours :

« L'accroissement relativement à la masse des produits et des services achetés d'une collectivité donnée, de la masse du pouvoir nominal d'achat dont dispose cette même collectivité, les instruments de paiement d'une valeur nominale fixe étant constitués soit par de la monnaie proprement dites : espèces métalliques ou monnaie de papier, ayant cours légal ou forcé, et, de plus, par tous papiers : chèques ou billets donnant à tout moment un droit immédiat, sur simple présentation, à un nombre fixe d'unités monétaires ayant cours légal ».

a) — Le franc donne chaque jour à son porteur la possibilité de l'échanger contre une certaine quantité de monnaie étrangère équivalente à l'or, si l'on prend le dollar comme base de comparaison ; il suffira donc, dès lors, de suivre les fluctuations du change pour connaître exactement le montant de devises américaines que l'on peut se procurer avec notre monnaie nationale.

b) — A l'intérieur du pays, le porteur d'un certain nombre de francs peut les échanger contre des produits, mais cette quantité d'objets que l'on peut ainsi se procurer peut rester constante alors que le nombre de francs correspondant varie. Sous réserve des différences de valeur-or de ces produits, on peut dire que le pouvoir d'achat intérieur de la monnaie varie en raison inverse de l'augmentation du nombre de francs nécessaires à leur achat.

Ces deux pouvoirs d'achat, intérieur et extérieur, ne coïncident pas toujours. Généralement le premier est supérieur au second par suite de la confiance dont jouit la monnaie nationale et aussi ne serait-ce qu'en raison de son utilité pour éviter le troc. On en a eu un exemple en Allemagne au début de l'évolution monétaire, quoiqu'il faille reconnaître qu'en octobre-novembre 1923, au moment de la chute catastrophique du mark, les prix atteignaient quelquefois la valeur correspondant à la dépréciation future que l'on pouvait prévoir pour l'époque de l'échéance.

Quoi qu'il en soit, le franc subit deux dépréciations, l'une monétaire par rapport à l'or et l'autre intérieure par rapport aux marchandises.

En vue de l'établissement de certaines évaluations au bilan, on peut en donner un tableau succinct faisant ressortir

à la fois les cours du dollar et les parités du pouvoir d'achat du franc par rapport à ce dollar.

Le professeur Cassel, dans son « Memorandum sur les problèmes monétaires du monde » (1) a envisagé des méthodes de calcul qui ont été suivies par le Bureau International du Travail dans l'établissement d'un tableau et que l'on peut résumer ainsi :

Le calcul de la parité est établi grâce aux indices des prix de gros des deux pays à la même date; leur rapport donne le coefficient à appliquer à la parité métallique d'avant guerre pour obtenir dans une monnaie (ou dans l'autre en inversant ce rapport) la parité du pouvoir d'achat de l'autre devise.

Exemple : sur la livre :

Indice de gros français 465

Indice de gros anglais 179

$$\text{Rapport } \frac{465}{179} = 2,6$$

La parité des pouvoirs d'achat sera alors de

$$25,221 \times 2,6 = 65,57$$

Parité du pouvoir d'achat et cours du dollar en France.

DATES	PARITÉ DES POUVOIRS d'achat	COURS du dollar
—	—	—
Avant-guerre :		
Parité métallique	5,18	5,18
1914 décembre	5,66	5,17
1915	7,70	5,85
1916	7,10	5,84
1917	8,70	5,70
1918	9,10	5,45

(1) Conférence financière internationale, Bruxelles, 1920, t. V, Documents de la conférence Memoranda d'experts en matière économique, Londres, p. 44 et 45.

DATES		PARITÉ DES POUVOIRS d'achat	COURS du dollar
1919	mars.....	8,95	6,00
	juin.....	8,47	6,58
	septembre.....	8,92	8,45
	décembre.....	9,88	11,00
1920	mars.....	12,39	14,33
	juin.....	10,58	11,92
	septembre.....	12,14	15,08
	décembre.....	12,63	16,87
1921	mars.....	12,05	14,24
	juin.....	11,96	12,25
	septembre.....	12,74	14,08
	décembre.....	12,17	12,49
1922	mars.....	11,31	11,10
	juin.....	11,25	12,04
	septembre.....	11,20	13,22
	décembre.....	12,04	13,91
1923	mars.....	13,84	15,10
	juin.....	13,84	16,32
	septembre.....	14,29	17,17
	décembre.....	15,75	19,62

Enquête sur la production, Rapport général, B. I. T. 1924, p. 745.

Le pouvoir d'achat du franc qui, s'il se stabilisait, devrait être sensiblement le même à l'intérieur et à l'extérieur, était donc en France, fin 1923, compris entre 3 et 4.

Depuis ce moment, ces chiffres n'ont pour ainsi dire pas variés, car s'ils correspondaient en décembre 1923 au début d'une poussée de fièvre des changes étrangers, le retour du dollar à des cours voisins de 16 francs ne fut que de courte durée et la course à la hausse reprenait plus lente ensuite, mais moins sûre, nous voudrions l'espérer.

SECTION II

L'INFLUENCE DE LA DÉPRÉCIATION DU FRANC SUR LES ENTREPRISES.

La dépréciation du franc a des répercussions dans tous les domaines, économiques, financiers, politiques, etc... Nous nous proposons d'étudier ici son action sur les valeurs possédées par les entreprises.

Le bilan faisant état des valeurs des biens des entreprises, nous sommes amenés à rechercher l'incidence de l'inflation sur la comptabilité.

La comptabilité d'une entreprise, peut-on dire, consiste à noter ses diverses opérations en les groupant par comptes dont l'ensemble donnera la situation globale de l'exploitation chaque fois que l'entrepreneur le désire. Or, chaque opération est constituée par un échange de valeurs entre deux comptes, l'un donnant (crédité) et l'autre recevant (débité).

Les variations du pouvoir d'achat du franc servant de commune mesure aux divers éléments d'un compte vont avoir une répercussion sensible sur ses résultats. Elles peuvent même en retirer toute signification. Quelques exemples empruntés à la vie courante feront ressortir l'exactitude de ce fait.

Faisons appel, pour cela, à un souvenir de notre vie d'enfant où les raisonnements les plus simples pouvaient seuls frapper notre intelligence, et rappelons-nous nos premières leçons d'arithmétique, où l'on nous répétait toujours : on n'additionne ou ne soustrait que des unités de même espèce. Avec le problème des parts de gâteaux, ne nous

a-t-on pas inculqué l'obligation de n'additionner que des fractions ayant le même dénominateur en nous initiant déjà aux appellations abrégées du P. G. C. D. et du P. P. C. M. !...

Or quelle est l'influence de l'inflation sur les écritures d'un même compte, tenu sous nos deux régimes monétaires, sinon de nous faire additionner, si nous n'y prenons garde, des fractions ayant des dénominateurs différents.

Nous portons, en effet, dans nos comptes des sommes sans dénominateur, ou plutôt nous le sous-entendons égal à 1. Cela était juste avant la guerre car la puissance d'achat du franc-or était égale à 1 pour toutes les sommes portées. A l'heure actuelle la puissance d'achat du franc-or est au contraire de 3 ou 4 francs-papier. C'est ce chiffre 3 ou 4 que nous devrions porter obligatoirement au dénominateur si nous ne voulons pas commettre l'erreur qu'éviterait dans son devoir d'arithmétique un enfant de dix ans, qui aurait peut-être aussi l'idée de multiplier les chiffres d'avant-guerre par 3 ou 4 pour ramener les données de son addition à une commune mesure.

On peut donc en conclure que tous les bilans faisant simultanément état des valeurs d'avant-guerre et des valeurs actuelles sont plus ou moins erronés.

On pourrait vérifier cette assertion en envisageant tous les postes du bilan, et en recherchant ce qu'ils sont devenus et ce qu'ils représentent exactement maintenant.

Toutefois, afin de rester dans le cadre de cette étude, nous nous bornerons à considérer seulement les valeurs immobilisées.

Leur groupe existe tant à l'actif qu'au passif.

A l'actif, il renferme notamment : les frais de premier

établissement, les frais de constitution de clientèle, le fonds de commerce, les apports divers, les concessions et les brevets, les constructions, le terrain, le matériel, les machines, l'outillage, le mobilier commercial, l'agencement.

L'entreprise qui est antérieure à 1914 en a acquis au moins une partie avant la guerre avec des francs-or, et la valeur de cette fraction est exprimée avec cette même unité. Quant aux achats effectués depuis la guerre, il en est fait état en francs ayant différents pouvoirs d'achat.

Les divers exercices ont pris en charge ces éléments à leur valeur d'achat, correspondant à la partie du capital immobilisé. Or nous avons vu que le pouvoir d'achat du franc est tombé successivement à la moitié, au tiers et maintenant presque au quart de sa valeur; par conséquent, les prix de marchandises semblables ont vu leur ancienne valeur augmenter du double, du triple ou du quadruple suivant leur date d'entrée dans l'actif.

Si la comptabilité ne fait pas ressortir ces changements, elle ne tient pas compte des événements réels survenus au cours de la vie de l'entreprise.

Toutefois, il faut remarquer que le problème ainsi posé n'est pas complet.

En effet, la comptabilité en partie double présente l'avantage de donner toujours une équivalence des postes portés au bilan. La contre-partie des immobilisations se trouvera au passif dans le groupe correspondant des valeurs immobilisées. On pourrait peut-être nous faire remarquer que les biens dont il s'agit peuvent être dus, pour une part encore, à certains fournisseurs, mais ce n'est là qu'une situation de fait temporaire dont nous pouvons faire abstraction.

Or, les valeurs immobilisées du passif comprennent surtout le capital, la réserve légale pour les sociétés par actions, les réserves diverses, l'amortissement des immobilisations et enfin, les dividendes et les coupons atteints par la prescription.

Reprenant un à un ces différents postes, nous voyons que le capital d'avant-guerre a été souscrit en or, tandis que les augmentations auxquelles on a pu procéder ont été souscrites en papier. Quant aux réserves et aux amortissements, ils ont été effectués soit en or, soit en papier, suivant l'époque à laquelle ils ont été constitués.

Si donc, comme dans la très grande majorité des cas, on n'a pas fait état de la dévalorisation du franc, l'ensemble de ces comptes n'a plus de signification précise.

Recherchons, quoique chaque espèce puisse présenter des solutions très différentes et parfois contradictoires, quelle est la situation réelle de la majorité des entreprises.

Le capital, souscrit avant la guerre en francs-or ainsi que les autres postes du passif immobilisé à cette époque, forment, par rapport aux immobilisations, la créance des fondateurs sur l'entreprise. Cette créance, à l'heure actuelle, devrait être la même qu'avant la guerre. En fait, sinon en droit, par suite du principe de la fixité du capital, elle devrait être quadruplée, sauf pour les souscripteurs d'actions nouvelles pour lesquels le montant serait seulement à doubler ou tripler suivant les cas.

En regard et à l'actif, nous voyons les immobilisations. Doivent-elles être augmentées dans la même proportion suivant les dates? Nous ne le pensons pas.

En effet, il ya lieu de distinguer parmi les immobilisations :

Les unes que nous pouvons appeler irréelles ou virtuelles, ne représentent que des dépenses effectuées une fois pour toutes, et dont la valeur ne saurait être contestée. Tels sont les frais de constitution et de premier établissement qui sont irréalisables, et dont la valeur actuelle doit suivre les mêmes règles que le capital.

Les autres, qui sont au contraire réelles, ont une valeur propre actuelle souvent difficile à apprécier, mais qui n'a pas varié dans la même proportion que la dépréciation du franc.

Il en est ainsi pour les immeubles et les terrains dont la valeur est loin d'atteindre les coefficients 4 et même 3 (1).

Abstraction faite de la dépréciation de la monnaie, la situation probable des entreprises peut donc se résumer de la façon suivante :

D'une part, une créance des participants qui correspond à la somme d'or portée en compte au capital, et, d'autre part, une contre-partie n'ayant pas suivi la même courbe de variation, c'est-à-dire représentant une somme d'or inférieure, d'où une perte forcée pour l'entreprise considérée.

SECTION III

L'INFLUENCE DE LA DÉPRÉCIATION DU FRANC SUR LES IMPÔTS.

La diminution du pouvoir d'achat de la monnaie, qui a pour conséquence apparente de faire monter artificiellement tous les prix et de laisser croire que certaines entreprises sont en bénéfice alors qu'elles sont en perte, a encore une grave répercussion sur le fonctionnement des impôts tels

(1) V. l'étude de M. Caziot, p. 74.

que les ont institués nos deux lois organiques fiscales des 15 juillet 1914 et 31 juillet 1917, ainsi que celle du 25 juin 1920, et ceci à deux points de vue différents :

A. — Pour les contribuables;

B. — Pour l'État et sa Trésorerie.

A. *Pour les contribuables*, le problème est complexe et nous sommes obligés de procéder par voie d'éliminations successives dans les diverses questions qui se posent sur les impôts cédulaires et l'impôt général sur le revenu.

Nous allons donc examiner ce que deviennent l'assiette de l'impôt, les sacrifices imposés et les taux des impôts.

L'assiette de l'impôt sur le revenu, auquel sont soumises les entreprises industrielles et commerciales, est constituée par le solde du compte de pertes et profits. C'est, avons-nous dit, le bénéfice d'exploitation provenant des transformations successives du capital circulant. Or, ce dernier, tout au moins pour la part qui représente des marchandises, augmente de valeur avec la dépréciation du franc. Le solde du compte de résultat, étant donné les courts espaces d'indisponibilité du capital circulant, aura augmenté nominalement dans une proportion semblable à celle de la dévalorisation de la monnaie. Par suite, la matière imposable se sera accrue, perdant en qualité ce qu'elle a gagné en quantité.

L'assiette, et par suite le montant de l'impôt, seront donc plus élevés.

On peut croire, toutefois, que le sacrifice consenti par le contribuable n'aura pas changé, puisque la somme versée par lui sera déterminée en francs-papier.

En ce qui concerne l'impôt cédulaire dont le taux est pro-

portionnel, ce raisonnement est juste; mais il est erroné, lorsqu'on envisage l'impôt général sur le revenu dont le tarif est progressif.

Ainsi, le contribuable qui possède un revenu de 100.000 francs-or paiera, lorsque le franc-papier vaudra 0,50 franc-or, sur 200.000 francs, soit 38.496 francs, double décime compris (c'est-à-dire 19,25 0/0). Si le franc-papier tombe à 0,25 et que son revenu reste 100.000 francs-or, soit 400.000 francs-papier : il paiera 122.496 francs (c'est-à-dire 30,63 0/0) au lieu de 77.000 francs environ si l'impôt avait été proportionnel. Le sacrifice supplémentaire sera donc de 52.000 francs environ, soit les deux tiers de l'impôt précédemment acquitté.

Il convient de citer à ce sujet le correctif employé par l'Allemagne. « En ce qui concerne les impôts sur la fortune et le revenu dont les tarifs étaient établis sur des échelles progressives et principalement en ce qui regarde l'impôt sur le revenu, les échelons de ces tarifs ont été espacés à différentes reprises (1).

B. *L'Etat et sa Trésorerie.* — Une correction, pour ainsi dire automatique, s'effectue néanmoins en temps de dépréciation de la monnaie.

En effet, sous le régime de l'impôt sur le revenu, le contribuable paie chaque année l'impôt établi d'après le revenu de l'année précédente. Si donc la première année le contribuable a un revenu de 200.000 francs-papier à 0,50 franc-or,

(1) Matériel pour servir à l'étude de la situation économique, monétaire et financière de l'Allemagne, recueilli par ordre du Gouvernement allemand. Berlin, janvier 1924, p. 90.

il paiera la deuxième année les 38.496 francs-papier ou 19.283 francs-or que nous avons calculés précédemment; mais si le franc, dans cet espace de temps, a perdu une nouvelle partie de sa valeur or (prenons 50 0/0 par exemple), le Trésor ne bénéficiera pas d'un pouvoir d'achat de cette importance, mais seulement de 38.496 francs-papier à 0,25 franc-or, soit 9.641,50 francs-or. Si le taux apparent de l'impôt reste constant son taux réel aura diminué de moitié.

C'est ce que remarquait fort justement un des correspondants du *Frankfurter Zeitung* dans une étude parue en 1923 sur la situation financière du Reich. L'inflation continue, pourrait-on dire, ruine les détenteurs de revenus fixes, et si elle accroît certaines taxes sur la consommation, elle amplifie facticement les cotes des impôts directs en réduisant de plus en plus les revenus réels de l'État.

Le « matériel pour servir à l'étude de la situation économique, monétaire et financière de l'Allemagne, recueilli par ordre du Gouvernement allemand en 1924 » fournit au sujet de l'Allemagne une vivante illustration de l'incidence de l'inflation sur les recettes du Trésor et les mesures qui ont été prises en vue de remédier aux inconvénients ainsi constatés.

Le rendement des impôts allemands, peut-on dire, s'est amoindri entre 1920 et 1923 pour plusieurs raisons :

La première provenait du déplacement de la fortune au préjudice des classes moyennes et des ouvriers qualifiés qui formaient la majorité des contribuables dans un pays où l'industrie est de date assez récente.

Par suite de la fiction admise par les tribunaux et d'après laquelle on considérait un mark déprécié comme s'il avait encore sa valeur originale, les revenus provenant des valeurs

à intérêts fixes, d'hypothèques et de rentes ont été anéantis. Les revenus provenant de dividendes subirent bientôt le même sort par suite de la dépréciation croissante du mark, car les sociétés ne versaient plus qu'un pourcentage or insignifiant et préféraient donner des avantages en capital à leurs actionnaires.

La seconde était motivée par l'émigration anormale des capitaux, par la vente d'actions, de parts d'intérêts et de biens-fonds à des étrangers, ainsi que par la constitution, au profit de ces derniers, d'hypothèques venant en déduction du revenu imposable, sans que les arrérages soient soumis aux impôts allemands.

Une troisième raison peut-on dire, tirait enfin sa source de la complication inextricable entraînée par la dépréciation formidable de la monnaie.

La fiction précédemment expliquée et qui consiste à faire état d'un mark sans se soucier de la dépréciation subie, avait souvent pour résultat de faire apparaître des gains fictifs, masquant en réalité des pertes en capital.

Les milieux économiques allemands s'élevèrent d'une manière véhémement contre ces faits et obtinrent une série d'exemptions. La chute de la monnaie s'accroissant, les ordonnances et les lois fiscales se firent de plus en plus nombreuses, mais les lacunes inévitables dans ces modifications incessantes rendirent impossible un contrôle rigoureux.

L'ouvrage cité plus haut résume d'ailleurs ainsi l'influence de l'inflation sur les revenus du Reich : « La disparition de la vieille fortune facilement saisissable, et contrôlable, l'aversion croissante contre l'impôt, les difficultés de saisir toutes les valeurs imposables, la dépréciation croissante des recettes

entre le moment de l'établissement de l'assiette et celui de l'échéance, ont nécessairement eu pour résultat que, durant l'époque d'inflation, les recettes sont toujours restées au-dessous des dépenses » (1).

Si l'inflation a modifié, comme nous venons de le voir, les revenus et les recettes du Reich, elle n'en a pas moins eu une grande influence sur le régime fiscal lui-même en ce qui concerne les tarifs, l'évaluation et les prescriptions de versements.

a) *Les tarifs*. — Nous avons vu que les tarifs progressifs devinrent beaucoup plus lourds, et que les échelons durent être espacés à différentes reprises, sans préjudice de l'augmentation des tarifs.

En ce qui concerne les impôts à tarif fixe, en particulier les impôts de consommation, l'ouvrage cité nous rapporte que l'on put constater un affaiblissement constant de l'imposition qui aboutit pour quelques cas presque à zéro » (2).

b) *L'évaluation* qui était d'une instabilité extrême fut modifiée, notamment le 20 mars 1923, mais l'on ne pouvait obtenir des évaluations stables basées sur une monnaie s'écroulant sans cesse.

c) *Versement*. — Par suite de la chute accélérée de la monnaie, les contribuables avaient tendance à retarder le paiement de leurs impôts.

On s'efforça, dès lors, de rapprocher la date de l'obligation effective de payer l'impôt, de la date à laquelle l'obligation avait pris naissance et le résultat fut recherché par l'imposition à la source pour l'impôt sur les corporations,

(1) Matériel pour servir.... Berlin, janvier 1924, p. 99.

(2) *Op. cit.*, p. 89.

les revenus des biens meubles et des capitaux, et par la retenue sur les traitements et salaires des ouvriers, employés, fonctionnaires, etc...

Dans tous les cas, où l'assiette de l'impôt était déterminée, grâce à la déclaration du contribuable, le résultat escompté fut recherché par la création d'un système de versements anticipés à dates fixes, sans attendre la déclaration et l'avertissement du fisc.

Enfin la rentrée des impôts échus fut accélérée par la perception d'intérêts de retard calculés d'après un taux très élevé.

La dépréciation croissante de la monnaie rendait toutefois ces mesures inopérantes et la solution pratique du problème fiscal ne fut atteinte que grâce :

1° à l'ordonnance du 11 octobre 1923 prescrivant « la valorisation des impôts qui devaient être portés à la pleine valeur or du jour où l'obligation fiscale avait pris naissance » (1);

2° aux ordonnances fiscales d'urgence du 7 et du 19 décembre 1923, prises dans le même but, la seconde édictant que le mark-or remplaçait définitivement le mark-papier comme base de calcul de l'ensemble du système fiscal allemand.

SECTION IV

L'INFLUENCE DE LA DÉPRÉCIATION DU FRANC SUR LES AMORTISSEMENTS ET LES REMÈDES A Y APPORTER.

Nous venons de voir successivement les atteintes portées à la monnaie, et leurs répercussions sur les recettes des entre-

(1) *Op. cit.*, p. 91.

prises et du fisc qui sont aux prises pour la fixation des impôts directs. Il nous reste donc à examiner la « plus-value » qui s'est produite sur les biens des entreprises, et à rechercher les règles propres à mettre en évidence la valeur réelle de l'actif qui servira de base aux amortissements.

Les immobilisations, avons-nous dit, étaient avant guerre comptabilisées à leur prix de revient en francs. Ces francs ont varié et sont appelés à changer encore de valeur dans l'avenir. La monnaie donnant un pouvoir d'achat qui n'est plus stable depuis la guerre ne peut donc réellement servir de commune mesure à deux évaluations successives. Elle ne doit donc être employée que comme moyen de compte et non comme base d'évaluation.

Nous vivons en effet depuis le décret du 5 août 1914, établissant le cours forcé, sous une fiction par laquelle un franc est un franc. Or cette identité est fausse, dans le temps, nous croyons l'avoir abondamment démontré.

Au point de vue fiscal, elle reste néanmoins à la base des arguments des gouvernements et, par suite, de l'Administration des contributions directes.

On a bien essayé depuis quelque temps de traiter de « défaitiste financier » celui qui attaque cette conception primaire, mais on ne peut vraiment s'arrêter à des arguments de ce genre.

Si l'on est épris de la vérité au point de dire qu'un franc-papier n'est plus un franc, on s'aperçoit que les valeurs actuelles ne peuvent être prises pour base d'une reconnaissance des plus-values; que, d'autre part, les amortissements pratiqués avant guerre ne sont plus les mêmes que ceux d'aujourd'hui à montant nominal égal, et qu'enfin, si on

amortit en francs-papier un actif estimé en francs-or, par l'application d'un pourcentage constant par année, on ne fait plus qu'un amortissement partiel et pour ainsi dire nul.

La détermination exacte des plus-values demande donc un réajustement qui fera ressortir la plus-value réelle qui seule pourrait être taxée, non pas à un impôt sur le revenu, mais à un impôt spécial dont le législateur a proposé, puis abandonné, la création dans le projet de budget de 1925.

M. Bokanowski, dans son rapport général sur le projet de budget de 1924 (1), s'exprimait d'ailleurs ainsi, en ce qui concerne les plus-values réalisées sur les cessions de fonds de commerce : « Tout en persistant à penser que les bénéfices provenant de la vente d'un fonds de commerce sont légalement imposables, M. le ministre des Finances a, de son côté, saisi votre Commission par une lettre du 28 Novembre 1923 (n° 6626) d'un projet de dispositif ayant également pour but d'affranchir ces bénéfices des impôts sur le revenu.

« Votre Commission pense que l'imposition des plus-values réalisées dans la vente des fonds de commerce est en principe justifiée. Mais elle reconnaît que l'application de ce principe comporte, en l'état actuel, des répercussions rigoureuses auxquelles il y a lieu de remédier.

» Tout d'abord, il est incontestablement abusif de taxer, comme plus-value, la différence constatée entre le prix d'achat et le prix de vente d'un fonds, lorsque sa création ou

(1) V. *Revue des impôts*, article 1348, mars 1924, p. 173.

son acquisition remonte à une époque où notre monnaie était au pair. Le commerçant qui cède actuellement pour 300.000 francs le fonds qu'il a acheté 100.000 francs avant la guerre ne réalise certes pas un bénéfice effectif de 200.000 francs. Pour apprécier le bénéfice réellement obtenu, il faut comparer au prix de vente la somme que représente, à l'époque de la cession, le prix d'achat du fonds ».

C'est la reconnaissance officielle de l'inexistence de certaines plus-values apparentes en francs-papier et qui ne sont en réalité, que des moins-values en or.

M. Pierre Caziot, Inspecteur Général du Crédit Foncier de France, dans une étude publiée par la *Journée Industrielle* des 9, 11, 13 et 18 novembre 1924, réunie en une intéressante brochure, résumait ainsi la situation actuelle de la propriété industrielle parisienne :

	EN MILLIONS	
	de francs or.	de francs papier au coefficient de 3,50.
Valeur au 1 ^{er} janvier 1914.....	16.000	56.000
Valeur actuelle.....	6.500	22.800
Moins-values.....	9.500	33.200

La plus-value apparente de :

22.800.000.000 — 16.000.000.000 = 6.800.000.000 fr.,
soit 42,50 0/0 correspond donc à une moins-value réelle de 60 0/0 environ (1).

Si nous considérons les amortissements d'avant-guerre et

(1) *La situation réelle de la propriété industrielle à Paris, 1920-1924*, par Pierre Caziot, p. 18.

ceux de maintenant calculés, d'après le même pourcentage, nous sommes en droit de dire que la partie du compte formée avant la guerre représentait bien des valeurs-or, tandis que depuis 1919, les sommes ainsi portées ne sont plus que des valeurs-papier correspondant effectivement à une fraction de leur montant. Autrement dit, le calcul en francs-papier d'un amortissement d'une valeur en francs-or ne signifie rien.

Malgré ces faits, il résulte d'une réponse faite par le Ministre des Finances à M. J. Maillard, député, que « les seuls amortissements susceptibles d'être admis en déduction pour la détermination du bénéfice servant de base à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux sont ceux qui correspondent à la dépréciation subie, par rapport à leur prix de revient, par les éléments à amortir. Mais il n'y a pas lieu de déduire les sommes affectées à la constitution de provisions destinées à faire face au remplacement des mêmes éléments moyennant un prix supérieur par suite de la hausse des cours » (1).

Malgré l'avis contraire du Ministre de l'époque, et étant donné qu'une semblable thèse a pour effet d'annuler les amortissements, il y a lieu de se demander quelles solutions pourraient être apportées à ce problème dont le résultat doit être le suivant : Comment peut-on ramener les postes d'actifs et les amortissements à une commune mesure ?

Pour cela deux solutions ont été proposées :

- a) La réévaluation d'actif ;
- b) Le système de comptabilité à valeur fixe en or.

(1) Réponse écrite à M. J. Maillard, député ; *J. off.* du 9 mai 1923.

a) *La réévaluation d'actif.* — En ce qui concerne l'évaluation de l'actif de la société, la loi de 1867 n'a pas tracé de règles fixes (1), et la plus grande liberté est ainsi laissée aux sociétés par actions et, à *fortiori*, aux sociétés par intérêt et aux exploitants seuls.

Rien ne leur interdit donc de faire état des valeurs actuelles dans leur bilan, et, par conséquent, d'estimer au cours du jour les biens possédés par leur entreprise, en faisant état de la dépréciation de la monnaie.

Nous devons toutefois pour les sociétés anonymes faire immédiatement une réserve en ce qui concerne la possibilité de distribuer les sommes apparues en faisant état de semblables plus-values apparentes (2).

Mais s'il n'y a pas lieu de distribuer les sommes ainsi déterminées, rien n'empêche de les porter à l'actif du bilan qui tiendra compte ainsi des valeurs effectives au jour de la clôture des comptes. Les immobilisations étant ainsi évaluées compte tenu de la dépréciation du franc, rien ne sera plus simple alors que de continuer à se servir du pourcentage et des règles précédemment admises par l'entreprise et de calculer les amortissements avec la même unité de mesure qui a servi à estimer l'actif à amortir.

Toutefois, la situation ainsi présentée est en quelque sorte boiteuse et nous devons l'équilibrer par une écriture satis-

(1) Sauf pour les sociétés d'assurances sur la vie et les autres sociétés d'assurances qui sont soumises au règlement d'administration publique du 9 juin 1906 et au décret du 8 mars 1922.

(2) V. à ce sujet l'arrêt de la Cour de Paris du 16 avril 1870 (S. 71.2.169) décidant que la simple majoration ou la plus-value évaluée des immeubles sociaux ne peut être portée au crédit du compte de profits et pertes à titre de bénéfices.

faisant à la fois le point de vue juridique et le point de vue comptable. Il nous suffira de dire que nous créerons au passif un poste d'indisponibilité pour plus-value non réalisée pour un montant égal à la réévaluation ainsi constatée.

Un exemple précisera ces explications : une entreprise possède des immeubles achetés avant la guerre 2.000.000 francs et qui réévalués actuellement sont estimés 4.000.000 francs. Le compte immeuble apparaît au débit du compte général « Immeubles » pour 2.000.000. Nous passerons au journal l'écriture suivante :

Immeubles à indisponibilité pour plus-values	2.000.000
non réalisées sur immeubles....	2.000.000

et le bilan verra apparaître ainsi :

Immeubles : 4.000.000. — Indisponibilités... 2.000.000

Les amortissements anciens, s'ils étaient basés sur un pourcentage de 2,5 0/0 ne seraient plus de 50.000 francs mais de 100.000 francs, correspondant bien ainsi à la diminution effective d'actif.

Au point de vue fiscal, qui est la fin même de toutes nos préoccupations ici, nous ne croyons pas que le fisc puisse prétendre asseoir ni l'impôt cédulaire, ni l'impôt général sur le revenu (1) sur les 2.000.000 francs du compte d'indisponibilité, en essayant de soutenir que c'est une plus-value, puisque seules sont imposées d'après sa doctrine les plus-values réalisées et que ce n'est pas le cas. D'autre part, ce poste ne peut être envisagé comme une réserve puisqu'il

(1) Pour les particuliers et les sociétés par intérêt.

n'est pas constitué sur des bénéfices nets, mais sur des bénéfices éventuels.

Néanmoins, il reste quelques doutes sur la thèse que l'Administration soutiendrait et nous ne pouvons à ce sujet que signaler les réponses du ministre des Finances à deux questions écrites.

La première, de M. Charles Bernard, député, demandait : « Si l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux est dû sur les réserves distribuées par une société anonyme sous la forme d'actions nouvelles, lorsque ces réserves proviennent :

» 1° de la valorisation des éléments d'actif portés au bilan pour une valeur inférieure à leur valeur réelle;

» 2° de l'intégralité des amortissements pratiqués antérieurement et si l'Administration serait fondée à assimiler cette valorisation à une réalisation ».

Réponse du Ministre. — « Pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, les réserves doivent, bien que n'étant pas immédiatement disponibles, être considérées dans tous les cas comme des bénéfices au cours desquels elles ont été constituées. Dès lors la circonstance que la société, visée dans la question, a attribué aux actionnaires tout ou partie de ces réserves, reste sans influence sur le montant de l'impôt dont elle peut être redevable.

» Par ailleurs, si elle n'est pas réalisée par une cession, la plus-value résultant d'une nouvelle évaluation de l'actif ne constitue pas un bénéfice effectif susceptible d'être retenu pour l'établissement de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux » (1).

(1) Question du 9 mars 1923, *Recueil des questions fiscales*, août 1923.

La seconde question était posée par M. G. Japy, Sénateur, demandant si « une société en nom collectif qui procède à une nouvelle évaluation des éléments de son actif social (immeubles, matériel, marchandises) et augmente son capital de la plus-value résultant de cette évaluation, doit acquitter l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux sur la plus-value d'actif ainsi constitué, et si les associés doivent supporter l'impôt général sur le revenu sur leur part dans l'augmentation de capital? »

Le Ministre des Finances répondit alors : « Un accroissement d'actif accusé par la comptabilité d'une entreprise doit, en principe, être considéré comme constituant un bénéfice imposable. Au cas où l'accroissement constaté proviendrait de rectifications apportées à divers éléments de l'actif, un examen de chaque espèce particulière permettrait seul de décider s'il y a lieu d'admettre des exceptions à la règle générale » (1).

Si le second paragraphe de la première réponse paraît assez clair, et en faveur de la non imposition du compte créé au passif, la deuxième réponse semble faite « pour dérouter la curiosité des contribuables », comme le fait remarquer M. H.-E. Barrault dans l'intéressant article déjà cité du *Recueil juridique des Sociétés* (2), et nous ne pouvons qu'adopter la conclusion de cet auteur. « En posant, écrit-il, au ministre des Finances la troisième question de savoir comment il concilie les deux premières, croit-on que l'on obtiendrait un résultat.

(1) Question du 22 juin 1922, *Revue des Sociétés*, novembre 1923, p. 487.

(2) *Recueil juridique des Sociétés*, février 1924, p. 68.

» Il serait bon néanmoins que l'Administration ait une doctrine d'ensemble et non pas qu'elle donne une solution d'espèce à la question de savoir si, du point de vue fiscal, elle considère comme bénéfice de l'exercice, le bénéfice qui résulte du compte de profits et pertes ou si elle entend frapper les plus-values de l'actif » (1), et nous ajouterons même, non réalisées.

En résumé, la réévaluation d'actif faisant état de la dépréciation du franc consisterait à ramener toutes les évaluations à leur valeur actuelle.

Pour reprendre l'exemple donné plus haut, on peut dire que l'on ramènerait les valeurs exprimées en or à leur valeur en francs-crédit, en les mettant sous la forme de fractions réduites à un même dénominateur égal à la dépréciation du franc.

Le calcul inverse s'appliquerait aussi bien, en choisissant l'unité comme plus petit commun dénominateur, ce qui reviendrait à exprimer les différentes valeurs en or.

b) *Le système de la comptabilité à unité fixe en or.* — Le problème que l'on essaie de résoudre ainsi est le même que le précédent. Il consiste à rechercher des évaluations stables dans le temps, qui permettent une application exacte et un juste calcul des amortissements. Le principe en est très simple.

Toutes les sociétés civilisées sont parvenues à remplacer le troc en évaluant les richesses grâce à une commune mesure, l'unité monétaire fixée en métal précieux, le plus souvent l'or, pour de nombreuses raisons que nous ne pou-

(1) *Recueil des Sociétés*, article précité, février 1924.

vons envisager ici, mais dont une des plus importantes est certainement la stabilité de valeur.

La France, elle-même, comme nous l'avons vu précédemment, se servait de l'or qui était avant guerre l'étalon réel. Si donc le franc actuel, appelé sans cesse à varier dans le temps, peut à chaque instant être mesuré par rapport à l'or, il semble bien facile, du moins dans les comptes, de se servir encore de cette unité en ramenant les francs-crédit à leur valeur en francs-or.

Les immobilisations effectuées avant la guerre et comptabilisées en francs-or devront continuer à servir de base au calcul des amortissements suivant les règles précédemment admises par les entreprises, mais puisque le bénéfice imposable à déclarer doit être obligatoirement déterminé en francs-papier, il faudra convertir ces francs-or en francs-papier d'après l'équivalence de l'or et du billet de banque.

L'amortissement ainsi pratiqué sera réel et correspondra bien à la dépréciation de vétusté et à l'usure subies par le poste à amortir.

Néanmoins, cette façon de procéder implique au point de vue fiscal un certain nombre de difficultés qui peuvent surgir dans les rapports entre le fisc et les contribuables.

Il y a lieu, en effet, de considérer les deux cas qui peuvent se présenter en pratique :

a) Ou bien le contribuable tient une comptabilité régulière en francs-papier, et c'est le cas de la grande majorité, pour ne pas dire de l'unanimité des entreprises actuelles.

b) Ou bien le contribuable a adopté le système de la comptabilité en francs-or et, au point de vue fiscal, évalue ses bénéfices d'après la valeur actuelle du franc-papier.

a) Si nous envisageons la plupart des entreprises actuelles qui n'ont fait subir aucune modification à leurs bases de comptabilité depuis 1914, nous trouvons à leur bilan, fidèle reproduction de leurs comptes généraux, les postes de l'actif exprimés en francs à divers pouvoirs d'achat et, parmi ces postes, les immobilisations d'avant-guerre (1) qui continuent à être inscrites pour une valeur immuable en francs-or.

Si l'on applique pour la détermination des amortissements une des méthodes de calcul que nous avons exposées, en les basant par exemple sur un pourcentage de 5 0/0, et que l'on transforme ensuite en francs-papier la somme ainsi calculée en or, on va bientôt se trouver en présence d'amortissements dont le montant papier va dépasser la somme portée au bilan en représentation des immobilisations. Dès lors les questions fiscales suivantes vont se trouver posées.

D'une part, en ce qui concerne le pourcentage de fait qui va aussi apparaître supérieur à 5 0/0 et égal environ à 19 0/0 actuellement, nous croyons que la réponse vient d'elle-même à l'esprit. Puisque la somme admise pour les amortissements est égale, par exemple, à 5 0/0 des immobilisations, le pourcentage apparent ne laisse pas moins subsister le pourcentage réel servant de base au calcul.

D'autre part, et cette difficulté nous semble beaucoup plus importante que la précédente, l'amortissement pour la

(1) Nous laissons de côté les immobilisations faites après la guerre en monnaie dépréciée, pour lesquelles un réajustement de prix nous semble indispensable si l'on veut bloquer les immobilisations en un seul compte et conserver à ce dernier une signification quelconque.

portion qui dépasse la valeur à amortir ne va-t-il pas constituer une réserve déguisée qui devrait être réintégrée aux bénéfices nets pour la détermination des impôts cédulaires et quelquefois de l'impôt général sur le revenu.

Cela résulte au surplus de l'Instruction de l'Administration des contributions directes du 30 mars 1918, citée précédemment.

En fait, comme nous le verrons plus loin, nous croyons que lorsqu'une entreprise fait figurer, à son bilan, ses immobilisations pour une valeur déterminée, elle n'est pas en droit de les amortir pour un montant supérieur à cette valeur, mais que l'entreprise peut, d'une part, procéder à un amortissement régulier et indéniable d'après la valeur au bilan de son poste à amortir, puis créer une provision en vue de faire face à la diminution effective et réalisée du franc. Le problème revient donc à savoir si une telle provision doit être comprise ou non dans le bénéfice imposable? Nous envisagerons plus loin la réponse qu'il convient de faire à une semblable question.

b) *La comptabilité de l'entreprise est tenue sur la base or.* — Nous ne croyons pas que, dans la pratique, ce genre de comptabilité puisse fonctionner réellement par suite des difficultés que rencontreraient les commerçants. Néanmoins, il n'est pas douteux que pour la gestion même des entreprises, une vérification de leur situation par l'établissement, chaque année, d'un bilan or, ne soit indispensable, car il est seul en mesure d'éclairer les directeurs des affaires industrielles et commerciales sur le développement de l'entreprise.

M. Delavelle, dans son ouvrage *La Comptabilité en*

francs-or (1), et M. Pierre Bayard (2) ont fait nettement ressortir les avantages de cette sorte de comptabilité d'après des exemples chiffrés.

Si nous supposons toutefois résolues les difficultés pratiques rencontrées, et si l'on admet ainsi comme réalisés les projets de la « ligue pour le franc-or », le problème est fort simple.

Les immobilisations sont portées au bilan pour leur valeur or; l'amortissement se calcule également en or et vient en déduction du solde créditeur du compte de profits et pertes puisqu'il est porté au débit de ce compte. Enfin, ce solde lui-même est calculé en francs-or comme tous les soldes du bilan et il sera converti ensuite en francs-papier qui serviront de base à l'impôt cédulaire et à l'impôt général s'il y a lieu.

Quoi qu'il en soit, nous ne croyons pas que les deux systèmes qui viennent d'être exposés puissent servir de base à la solution du problème que nous cherchons. Dans les circonstances exceptionnelles que nous traversons il y a lieu d'appliquer des mesures exceptionnelles et qui ne sont pas uniformes pour tous les postes du bilan.

La méthode de réévaluation d'actif présente bien des avantages, mais ils sont contrebattus par des inconvénients dont le principal est de déterminer sur quelle base de dépréciation monétaire devra se faire la réévaluation. Quant à la comptabilité en francs-or, étant donné la loi sur le cours forcé, nous n'entrevoions pas la possibilité de la tenir seule et sans double emploi par suite des

(1) *La comptabilité en francs-or*. Nouvelle Librairie Nationale, Paris, 1922.

(2) *Les effets de l'inflation sur le bilan au point de vue fiscal*, Lille, 1924.

difficultés d'évaluer au jour le jour la valeur du franc-papier.

Nous croyons, au contraire, que dans les circonstances économiques et monétaires actuelles, tant qu'une loi ne sera pas intervenue pour dévaloriser la monnaie, il y aurait des inconvénients à ce que les entreprises valorisent leurs immobilisations suivant la dépréciation du franc. Cette révision des valeurs pourrait donner lieu en effet à des « mouillages » des immobilisations. Ainsi apparaîtraient des situations florissantes factices qui pourraient provoquer la lésion de tiers traitant avec les entreprises sous le couvert d'apparences trompeuses : MM. Percerou et Houpin, dans leur discussion juridique sur la constatation des plus-values de l'actif dans les bilans des sociétés par actions et leur incorporation au capital (1), ne perdaient d'ailleurs pas de vue cette grave question.

Au surplus, et étant donné la thèse que nous avons adoptée, à savoir que seuls les bénéfices d'exploitation doivent entrer en ligne de compte pour l'assiette de l'impôt, peu nous importe de rechercher si les immobilisations sont assez évaluées actuellement, puisque cette valeur est essentiellement partie intégrante du capital de l'entreprise, et que notre impôt est basé sur les divers revenus. Mais ce qu'il nous est indispensable de connaître, c'est le montant total et exact de l'amortissement auquel nous devons procéder. Or, il est évident que si nous sommes en droit de prélever les sommes correspondant à la dépréciation effectivement subie, nous sommes également en droit d'affirmer que la

(1) V. à ce sujet : Percerou, *Journal des Sociétés*, 1921, p. 145 et suiv.; Houpin, même *Revue*, article 2977, novembre 1923, p. 481 et suiv.

réci-proque doit être vraie ; c'est-à-dire que la somme de cette dépréciation et de la valeur amortie doit constituer la valeur intégrale de l'objet amorti.

Nous arrivons ainsi à la notion de *la valeur de remplacement*, qui, par suite de la dépréciation de la monnaie, est de trois à cinq fois supérieure à celle d'avant-guerre.

En tenant compte de cette valeur nous obtiendrons un double résultat : rendre à l'amortissement sa fonction économique véritable et faire état de la monnaie actuelle.

Cette conception est d'ailleurs appuyée sur des arguments logiques et sur des précédents législatifs.

Au point de vue logique, il faut remarquer que l'amortissement admis par l'Administration est calculé au moyen d'un pourcentage fixe annuel, par exemple 10 0/0 pour le matériel. Or, ce calcul ne peut rien signifier d'autre que le matériel considéré a une durée normale et probable de dix années, et qu'à l'expiration de ce temps, il sera complètement hors d'usage et à remplacer. La notion même de durée, qui est ainsi placée en avant, implique l'idée de remplacement.

Au point de vue législatif, l'Etat a admis la valeur de remplacement dans la loi du 17 avril 1919 pour la réparation des dommages de guerre. L'Etat calcule en effet la perte subie par le sinistré, c'est-à-dire la valeur en 1914, et applique en cas de remploi un coefficient qui a pour but de donner au sinistré la valeur de remplacement. Il effectue donc ainsi l'amortissement véritable de ce qui existait en 1914, et l'on ne conçoit pas pourquoi ce qui est admis pour les régions libérées ne le serait plus au delà.

Ayant ainsi admis la conception de la valeur de rempla-

comme base de calcul de l'amortissement, nous sommes amenés à examiner son application pratique ainsi que les conséquences qui en découlent.

L'industriel qui calcule ainsi son amortissement a porté au bilan le matériel au prix de revient; il devra donc procéder comme dans le cas que nous avons examiné plus haut à propos de la première évaluation en or. Il inscrira, au compte d'amortissement, le pourcentage calculé sur la valeur du bilan, puis il créera une « provision pour remplacement de matériel » qu'il y a lieu de considérer aux points de vue suivants :

a) *Possibilité de détermination.*

Le calcul de cette provision peut être plus ou moins facile suivant les postes d'immobilisations envisagés, et nous serons obligés de faire état des mesures exceptionnelles dont nous parlons plus haut. Nous pouvons ranger les postes à amortir en plusieurs catégories :

- 1° Les dépenses non productives à amortir ;
- 2° Les immeubles (constructions et terrains) ;
- 3° Le matériel ;
- 4° Le petit outillage.

1° *Les dépenses non productives à amortir.* — Par ce terme nous entendons notamment les frais de première installation, les frais de constitution de sociétés, le prix d'achat des brevets, etc... que l'on est en droit de faire supporter par plusieurs exercices. Ici, la valeur de remplacement est inexistante, il faut le reconnaître, puisque l'on ne saurait se procurer à nouveau les mêmes éléments. Toutefois

la question se présente sous le jour suivant : l'entreprise a fait abandon d'un certain pouvoir d'achat au moment de l'engagement des dépenses que nous considérons ; il faut donc remplacer ce pouvoir d'achat par un pouvoir strictement semblable si l'on ne veut pas faire ce que nous pouvons appeler une perte fictive. Le problème revient donc à rechercher la parité actuelle du pouvoir d'achat de monnaie. Cette recherche est assez délicate, mais possible, car l'Etat nous donne chaque jour l'exemple du commerçant qui ferait ce calcul.

Lorsque l'on envoie un télégramme à l'étranger, les prix sont fixés en francs à la valeur d'avant-guerre et multipliés par un coefficient déterminé le 1^{er} et le 16 de chaque mois suivant les cours du change. Nous avons ainsi une base officielle qui permet le calcul des parités pour n'importe quelle période de l'année, à une quinzaine de jours près.

Il faut toutefois signaler un second procédé qui nous semblerait plus juste quoique moins officiel. C'est celui qui consiste à prendre pour base le calcul de la parité du pouvoir d'achat du franc par rapport à une monnaie saine telle que le dollar (parité que nous avons vue plus haut) (1), car on fait ainsi état de la double dépréciation, intérieure et extérieure, de la monnaie.

Ce calcul, intéressant en théorie, l'est beaucoup moins en pratique, car ces postes n'ont qu'une importance relative et sont amortis assez vite, en général.

2° *Les immeubles.* — Si les terrains ne peuvent faire

(1) V. plus haut p. 59 et 60.

l'objet que d'un amortissement exceptionnel, par suite des phénomènes de population ou des influences économiques qui se développent en dehors de la question de vétusté et d'usure qui n'existe pas pour eux, la dépréciation à leur faire subir n'apparaîtra que le jour où des terrains voisins auront été vendus et, dans ce cas, il s'agira la plupart du temps, selon nous, d'une perte en capital qui ne devrait pas être déduite du bénéfice imposable puisque les plus-values en capital ne devraient pas être imposées.

Les constructions, au contraire, quoique entretenues, sont appelées à disparaître et leur reconstruction s'imposera pour la continuation de l'exploitation. Il y a donc lieu de les amortir et de rechercher quelle peut être la valeur de remplacement.

Cette dernière est assez délicate à déterminer et nous n'en voulons pour preuve que les difficultés rencontrées en ce moment pour l'établissement des évaluations devant servir de base à l'impôt foncier bâti des immeubles industriels pour lesquels on voudrait connaître la valeur vénale actuelle.

Quoi qu'il en soit, il semble qu'en la matière l'Administration et les contribuables pourraient s'entendre chaque année sur un coefficient de remplacement assez voisin de la parité du franc-or suivant une moyenne établie grâce aux coefficients des P. T. T. Les contribuables auraient ainsi une garantie puisque ces coefficients servent de base aux recettes de l'État et, d'autre part, le ministre des Finances ne doit pas ignorer son collègue du commerce. La parité moyenne du pouvoir d'achat du dollar pourrait aussi convenir comme dans le calcul précédent.

3° *Le matériel.* — Ce poste est, semble-t-il, le plus important au point de vue de l'amortissement, car le matériel va se renouveler plusieurs fois pendant la vie des entreprises tandis que les immeubles, s'ils sont loués, ne sont pas amortis puisque la valeur locative tient compte de cette charge incombant au propriétaire, et que, s'ils appartiennent à l'entreprise, les reconstructions sont rares.

La détermination de la valeur de remplacement du matériel doit être envisagée de deux manières.

Tout d'abord, s'il s'agit d'un matériel standard que l'on peut retrouver dans le commerce, le problème est facile et le cours au jour de l'inventaire ou le cours moyen de l'année semble bien satisfaire aux conditions que l'on veut réaliser.

Si le modèle du matériel, au contraire, a évolué et que l'on soit en présence d'un type démodé dont les fournisseurs ne poursuivent plus la fabrication, il est loisible, soit de se servir du coefficient précédent s'appliquant aux constructions, soit de rechercher le prix d'un matériel neuf de la même marque donnant une possibilité de production identique dès mêmes produits.

4° *Le petit outillage.* — Ce dernier élément correspond aux outils manuels employés dans les usines. Son amortissement est très élevé, soit 25 0/0 l'an, soit même 100 0/0 par le passage direct de sa valeur aux frais généraux.

b) *Calcul du montant total annuel de l'amortissement
et de la provision.*

Il faut remarquer que l'application de la méthode de la valeur de remplacement pour un matériel déterminé entraîne fatalement un changement dans la règle à suivre pour le calcul de l'amortissement à effectuer et de la provision à constituer.

Nous avons vu précédemment que la notion de remplacement procède du renversement des termes mêmes de l'amortissement sur les prix de revient; il nous faut donc, pour rester en harmonie avec tout le système, renverser le mode de calcul et considérer les années qui restent à courir et non pas celles qui sont écoulées.

D'autre part, nous sommes obligés de tenir compte d'un nouvel élément, à savoir les variations qui peuvent atteindre la valeur de remplacement et qui dépendent de la plus ou moins grande importance du pouvoir d'achat du franc.

Si nous appelons « n » la durée probable du matériel considéré qui a, chaque année, une valeur de remplacement $A_1, A_2, A_3, A_4, \dots, A_{n-1}, A_n$, l'amortissement annuel pratiqué devrait être, semble-t-il, au premier abord $\frac{A_1}{n}, \frac{A_2}{n}, \frac{A_3}{n}, \dots, \frac{A_{n-1}}{n}, \frac{A_n}{n}$, mais puisque $A_1, A_2, A_3, A_4, \dots, A_{n-1}, A_n$ représentent des nombres différents, si nous voulons reconstituer A_n nous devons faire état de ces différences. Ce calcul est possible.

En effet, la première année, l'amortissement sera de $\frac{A_1}{n}$.

Si le premier terme A_1 reste constant nous retrouverons bien au bout de n années $n \times \frac{A_1}{n} = A$.

La deuxième année, la valeur de remplacement est devenue A_2 ; donc le montant total des amortissements et provisions pour les deux années devra être de $\frac{2A_2}{n}$ laissant à amortir $\frac{A_2(n-2)}{n}$. Comme, d'autre part, il a été procédé la première année à un amortissement de $\frac{A_1}{n}$, la part se référant à la deuxième année sera de $\frac{2A_2}{n} - \frac{A_1}{n}$.

Pour la troisième année le même raisonnement subsiste et le total à calculer est égal à :

$$\frac{3A_3}{n} - \left(\frac{2A_2}{n} - \frac{A_1}{n} \right) - \frac{A_1}{n} = \frac{3A_3}{n} - \frac{2A_2}{n}$$

et ainsi de suite jusqu'à la $(n-1)^{\text{ème}}$ année, et la $n^{\text{ème}}$ année, où nous trouvons respectivement

$$\frac{(n-1) A_{n-1}}{n} - \frac{(n-2) A_{n-2}}{n}$$

et

$$\frac{nA_n}{n} - \frac{(n-1) A_{n-1}}{n}.$$

Nous voyons que les termes à soustraire représentent le total de l'amortissement et de la provision qui ont été effectués depuis le début jusques et y compris l'année précédente.

Nous devons toutefois mentionner que l'on devra faire état des signes algébriques qui affecteront le résultat ainsi trouvé.

En effet, rien ne prouve que les valeurs $A_1, A_2, A_3 \dots A_n$, doivent aller sans cesse en s'accroissant; nous voulons même

espérer que dans l'avenir les valeurs de remplacement tendront à baisser de plus en plus. Il est donc éventuel que le premier nombre soit d'un montant inférieur à celui du second et que la soustraction donne un résultat négatif. Cela signifiera alors que le matériel est trop amorti. Le solde trouvé indiquera la somme à virer au compte de pertes et profits et à réintégrer ainsi dans les bénéfices bruts, puisque les amortissements et les provisions proviennent de ces bénéfices bruts d'exploitation. Au surplus, donnons un exemple chiffré :

Soit un matériel d'une durée probable de dix années et dont les valeurs de remplacement sont, pour chacune des six premières années, 100.000 francs, 150.000 francs, 200.000 francs, 150.000 francs, 200.000 francs et 125.000 francs.

La première année nous trouverons :

	POUR L'ANNÉE	TOTAL
$\frac{A_1}{n} = \frac{100\ 000}{10} = 10.000 \dots\dots\dots$	10.000	10.000

La deuxième année :

$$\frac{2A_2}{n} = 2 \times \frac{150.000}{10} = \frac{300.000}{10}$$

et

$\frac{2A_2}{n} - \frac{A_1}{n} = 30.000 - 10.000 \dots\dots\dots$	20.000	30.000
--	--------	--------

La troisième année :

$$\frac{3A_3}{n} = 3 \times \frac{200.000}{10} = \frac{600.000}{10} = 60.000$$

et

$\frac{3A_3}{n} - \frac{2A_2}{n} = 60.000 - 30.000 \dots\dots\dots$	30.000	60.000
---	--------	--------

La quatrième année :

			POUR L'ANNÉE	TOTAL
$\frac{4A_n}{n}$	$= 4 \times \frac{150\,000}{10}$	$= 60.000$		

or,

$\frac{4A_n}{n} - \frac{3A_3}{n}$	$= 60\,000 - 60.000 = 0 \dots\dots$	0	60.000
-----------------------------------	-------------------------------------	---	--------

La cinquième année :

$\frac{5A_5}{n}$	$= 5 \times \frac{200.000}{10}$	$= 100.000$
------------------	---------------------------------	-------------

et

$\frac{5A_5}{n} - \frac{4A_n}{n}$	$= 100.000 - 60.000 \dots\dots\dots$	40.000	100.000
-----------------------------------	--------------------------------------	--------	---------

La sixième année :

$\frac{6A_6}{n}$	$= 6 \times \frac{135.000}{10}$	$= 75.000$
------------------	---------------------------------	------------

et

$\frac{6A_6}{n} - \frac{5A_5}{n}$	$= 75.000 - 100.000 \dots\dots\dots$	- 25.000	75.000
-----------------------------------	--------------------------------------	----------	--------

Dans ce dernier cas, la provision devra être réduite de 25.000 francs.

c) Détermination de la provision.

Nous avons précédemment fait une allusion aux répercussions économiques de la théorie de la valeur de remplacement en disant que la solution envisagée comportait la formation d'un amortissement et d'une provision.

Revenant sur ce point, il faut remarquer que nous procédons à deux sortes d'opérations, l'une théorique par rapport au prix de revient qui devrait normalement signifier quelque chose, et l'autre pratique pour que l'amortissement réponde à sa fonction économique. La première opération sera comptabilisée comme un amortissement et la seconde comme une provision.

Dans la comptabilité des entreprises, l'amortissement étant calculé comme précédemment, il y aura lieu de passer au journal une des écritures suivantes que nous chiffrons d'après les données de notre dernier exemple en supposant égale à 50.000 francs la valeur de bilan du matériel considéré.

	DÉBIT	CRÉDIT
	Francs.	
1 ^{re} année, résultat trouvé : 10.000		
Pertes et profits à divers.....	10.000	
Amortissement matériel....		5.000
Provision pour remplacement du matériel.....		5.000
2 ^e année, résultat trouvé : 20.000		
Pertes et profits à divers.....	20.000	
Amortissement matériel....		5.000
Provision pour remplacement du matériel.....		15 000
3 ^e année, résultat trouvé : 30.000		
Pertes et profits à divers.....	30 000	
Amortissement matériel....		5.000
Provision pour remplacement du matériel.....		25.000
4 ^e année, résultat : 0		
Provision pour remplacement de matériel à amortissement.....	5.000	5.000

[Simple écriture de régularisation qui ramène le solde du compte d'amortissement à 20.000 francs, soit les 4/10 de la valeur au bilan, et la provision à 40.000 francs, soit au total 60.000 francs ou les 4/10 de la valeur de remplacement égal à 150.000 francs.]

	Francs.	
5 ^e année, résultat trouvé : 40.000		
Pertes et profits à divers.....	40.000	
Amortissement matériel....		5.000
Provision pour remplacement du matériel.....		35.000
et enfin, 6 ^e année, résultat trouvé : 25.000		
Provision pour remplacement du matériel à divers.....	30.000	
Amortissement.....		5.000
Pertes et profits.....		25.000

Ayant ainsi examiné les deux points de vue économique et comptable, nous allons considérer :

d) *Caractères de la provision.*

La provision de remplacement, comme les amortissements, sera évidemment formée par un prélèvement sur les bénéfices bruts de l'entreprise, mais cela n'est pas à retenir pour déterminer son caractère fiscal et pour savoir si l'on doit comprendre son montant dans le revenu net imposable de l'entreprise. Nous devons rechercher, au contraire, si cette provision correspond à une perte « dont l'objet est nettement précisé et qui apparaît comme devant être réellement subie dans un court délai » (1). Telle est, en effet, la définition exacte de la provision exempte d'impôt.

Nous croyons que l'entreprise qui ne constitue pas une telle provision va se trouver en perte pour plusieurs raisons.

a) La première, c'est que l'usure du matériel résulte de la fabrication d'un certain nombre de produits pendant l'exercice; or le matériel qui a une valeur déterminée au début de l'exercice — nous entendons ici la valeur réelle et non le prix de revient — va se trouver usé et ramené à une valeur inférieure. Si donc on ne porte à l'amortissement que la dépréciation théorique, la différence entre celle-ci et la véritable usure est une perte qui n'est pas enregistrée par l'entreprise.

b) Chaque année ce déficit n'apparaîtra pas, mais au moment du remplacement du matériel par un autre identique au premier, et dont le prix sera beaucoup plus élevé, que se

(1) Lecerclé, *op. cit.*, p. 137.

passera-t-il? L'entreprise, avant le changement, possédera par exemple dix métiers à tisser donnant une production « P » déterminée. Puis, avec les sommes portées aux amortissements et qu'elle prendra sur sa caisse, elle ne sera en mesure que de racheter le quart d'un nombre de métiers identiques aux précédents. La production possible sera donc abaissée à $\frac{P}{4}$. Dès lors, si la société veut maintenir sa production, elle sera obligée de faire appel à une augmentation de capital pour couvrir la perte subie.

Nous sommes donc en droit d'affirmer que la provision a pour but de faire face à une perte.

Au surplus, nous pouvons, *à contrario*, montrer que cette provision ne constitue pas un bénéfice (bien entendu, lorsque son montant est déterminé exactement) car, après le remplacement du matériel, l'entreprise n'a rien de changé et, par conséquent, il n'y a aucun bénéfice. La comptabilité en nature montre d'ailleurs l'exactitude de ce fait puisqu'elle est débitée et créditée d'un matériel identique.

Le caractère de précision que doit présenter la provision, n'est pas douteux puisque celle-ci est constituée pour un objet bien déterminé, par exemple : remplacement des métiers pour un tissage, bancs à broches pour une filature...

Il reste alors à reconnaître si la perte doit être réellement « subie dans un court délai ». Il faut encore ici répondre affirmativement, car la valeur de remplacement prise comme base de l'amortissement et l'application d'un pourcentage annuel déterminent naturellement la période de temps au bout de laquelle la perte sera subie, et nous comprenons la

définition de courte durée dans le sens d'une durée prévisible avec précision.

Pour toutes ces raisons, nous croyons donc que malgré la réponse du Ministre des Finances, l'Administration, dans l'état actuel de la législation, ne devrait pas imposer une semblable provision.

Nous pouvons même ajouter que l'amortissement basé sur la valeur de remplacement présente de nombreux avantages en dehors de la réparation d'une injustice.

Au point de vue économique général, le système actuel aboutit en effet à la dilution du capital dans les bénéfices, et les actionnaires ou les associés qui souscrivent des augmentations de capital, pour permettre le remplacement de certains postes de l'actif, ne font en quelque sorte que le rapport à l'entreprise de bénéfices fictifs distribués sur la diminution effective de valeur des immobilisations dont les exercices n'ont pas pris la charge.

Au point de vue des entreprises, les avantages de la provision sont divers.

En premier lieu, et nous n'y insisterons pas, la perte que ferait apparaître le système actuel est évitée.

En second lieu, il faut envisager les deux cas de baisse et de hausse de la monnaie.

Si le pouvoir d'achat du franc diminue, le capital fixe des entreprises n'étant plus lié aux moyens de paiement, la production pourra suivre son cours, en évitant ainsi de faire appel au crédit pour renouveler son matériel, et en n'aggravant pas les difficultés qu'il y aura à faire machine en arrière pour le relèvement du franc. Il faut remarquer en effet, que la hausse du franc est d'autant plus difficile que la

situation passive de l'État et des entreprises est plus considérable. La hausse valorisant les créances gêne les débiteurs au point de créer des crises graves pour les entreprises et l'État.

En cas de hausse du franc, en effet, le passif se valorise et l'actif reste constant; par conséquent les réserves occultes qui existent actuellement dans les entreprises par suite de la non-évaluation au cours du jour des immobilisations vont disparaître, les cours des marchandises et le bénéfice brut vont diminuer et l'entreprise va être obligée de faire face à un passif important avec des actifs réduits.

Comment l'État pourra-t-il rembourser en francs-or le capital des rentes qui lui a été prêté en francs-papier? Nous n'ignorons pas la procédure de la conversion au pair pour les rentes, mais en ce qui concerne le capital des entreprises, la même mesure ne saurait s'appliquer sauf pour le capital obligations, et encore sous certaines réserves.

La provision pour remplacement que nous avons étudiée permettra au contraire de faire face pour une part à ces difficultés.

En effet, s'il est hors de doute pour nous que la perte qu'elle a en vue de couvrir est effective le jour de la constitution de la provision, il peut se faire que la hausse du franc transforme cette perte actuelle en bénéfice.

Si le pouvoir d'achat du franc augmente, le système de la provision a pour effet de rendre disponible et de réintégrer aux bénéfices une partie de cette provision et de permettre aux entreprises de soulager leur passif.

Au surplus, la trésorerie de l'Etat, à un moment où les impôts sur les revenus auront un rendement inférieur par

suite du renversement des phénomènes que nous avons étudiés en cas d'inflation, trouvera de nouvelles ressources dans la taxation de ces sommes qui viendront alimenter le compte de pertes et profits.

Avant de terminer ce chapitre sur l'amortissement, nous croyons utile d'exposer brièvement les phénomènes qui vont se produire lors de la réalisation du matériel ancien que l'on a amorti.

Deux cas peuvent se présenter :

a) Le matériel ancien n'a pas été amorti pour son intégralité et les sommes distraites du compte de pertes et profits ajoutées à la valeur de résiliation reforment la valeur portée au bilan.

b) Le matériel est complètement amorti et sa valeur de réalisation fait apparaître un excédent sur la valeur portée au bilan.

a) Le premier cas répondant à un amortissement calculé d'une façon absolument exacte ne présente aucun intérêt particulier.

b) Le second, au contraire, d'après certains auteurs, fait ressortir une plus-value qui est imposable en tant que plus-value réalisée.

Si l'on adopte le système général de l'imposition de tous les profits et celle des plus-values apparentes, cette solution est fondée.

Pour nous, au contraire, qui trouvons un critérium à l'impôt sur le revenu dans la taxation du bénéfice d'exploitation, nous ne voyons pas ainsi apparaître une plus-value.

En effet, les amortissements calculés, s'ils doivent se rapprocher le plus possible de la réalité, sont essentiellement

forfaitaires et, par là-même, ne peuvent avoir une précision absolue.

Il y a donc lieu d'appliquer ici le principe de la solidarité des exercices et de dire que la vente ne constitue pas la réalisation d'une plus-value, mais seulement la preuve de la surestimation des amortissements pratiqués.

Comme ces amortissements ne sont que des bénéfices bruts prélevés sur le compte de pertes et profits, la somme trouvée en excédent ne peut selon nous s'analyser que comme un « trop perçu » de bénéfices bruts par le compte d'amortissement. Il y a donc lieu de réintégrer purement et simplement ces anciens bénéfices d'exploitation à ceux de l'exercice durant lequel on s'est aperçu de ce « trop-perçu » (1).

Nous devons enfin signaler un cas anormal, mais qui peut se produire actuellement, à savoir que, pour certaines entreprises créées avant la guerre, le prix porté au bilan étant le prix de revient, il peut se faire que le matériel usagé soit vendu un prix supérieur au prix de revient lui-même par suite de la dépréciation de la monnaie qui entraîne la hausse des prix. Plus-value imposable diront les uns ; plus-value apparente et souvent perte diront les autres, car les valeurs ne peuvent se comparer comme les contrats que suivant la maxime : *Pacta sunt servanda, rebus sic stantibus*.

Malgré les arguments que nous avons développés en faveur de l'exemption d'impôts, dont il serait juste de faire bénéficier la provision pour remplacement du maté-

(1) Sous réserve de la valeur de remplacement qui doit être considérée pour la détermination de ce « trop-perçu ».

riel, l'Administration en demande jusqu'à présent l'imposition.

Nous savons, toutefois, qu'un recours est pendant, devant le Conseil de Préfecture du Nord, au sujet de l'imposition d'amortissement faisant état de la dépréciation de la monnaie.

Bien qu'il s'agisse d'une méthode de calcul connexe à celle du remplacement, il sera intéressant de suivre la jurisprudence qui pourra s'établir dans les départements, voir même au Conseil d'État.

Quoi qu'il en soit, les avantages inhérents à la formation de la provision, basée sur la valeur de remplacement, même si elle devait être considérée, au point de vue fiscal, comme une réserve, sont tels que toutes les entreprises prudentes devraient procéder à leur constitution.

TROISIÈME PARTIE

LES RÉSERVES

CHAPITRE I

Position de la question.

L'article 36 de la loi de 1867 stipule que « pour les sociétés anonymes il est fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement d'un vingtième au moins affecté à la formation d'un fonds de réserve ». Telle est la définition de la réserve légale qui n'est obligatoire que pour les sociétés anonymes. Néanmoins, comme le font remarquer MM. Thaller et Percerou : « La réserve dont il vient d'être parlé n'est pas la seule que pratiquent les sociétés par actions ».

« D'abord, là même où les statuts ne s'en sont pas expliqués, il arrive que, dans les sociétés bien administrées, le bénéfice procuré par l'exercice écoulé n'est pas intégralement distribué et transformé en dividendes. L'Assemblée générale, même ordinaire, peut prendre une résolution à la teneur de laquelle une partie de ce bénéfice, 20.000 francs par exemple, est portée à la réserve. Le vote des actionnaires

peut déterminer l'emploi que recevra cette « réserve facultative » (1).

Cette constitution de réserves n'est pas spéciale aux sociétés anonymes (sauf la réserve légale) et l'on peut dire que toutes les sociétés en commandite par actions et par intérêts ainsi que les sociétés en nom collectif prélèvent chaque année une part de leurs bénéfices nets pour la porter à un compte de réserves en vue de faire face à des pertes éventuelles.

Il faut remarquer en outre que ces réserves sont soit statutaires soit spontanées et que les commerçants ou industriels isolés eux-mêmes, au point de vue comptable, créent souvent de semblables postes.

Ces réserves formées par prélèvements sur les bénéfices nets des entreprises peuvent être envisagées à un double point de vue fiscal : d'abord en raison de l'impôt cédulaire, puis de l'impôt général sur le revenu.

a) *Imposition des réserves à l'impôt cédulaire.* — La loi du 31 juillet 1917 a, dans son article 4, précisé que les divers contribuables qu'elle soumet à l'impôt « sont imposés sur leur bénéfice net, après déduction de toutes charges, y compris la valeur locative..... et les amortissements ».

Les réserves qui sont prélevées sur les bénéfices nets doivent par conséquent être comprises dans le montant du revenu imposable à 9,6 0/0, même s'il s'agit de réserves statutaires. Comme le dit M. Lecerclé, « on ne saurait opposer la loi des parties à la loi elle-même » (2). Nous ne croyons même

(1) Thaller et Percerou, *Traité élémentaire de droit commercial*, 1916, 5^e éd., n° 560, p. 375.

(2) M. Lecerclé, *op. cit.*, p. 134.

pas que la question de la non-imposition puisse se poser pour les sociétés anonymes à propos de la réserve légale.

Tout d'abord, la loi de 1917 ne fait aucune allusion à ce genre de réserves.

Il faudrait ensuite que ce prélèvement constitue une charge pour l'entreprise. Or la doctrine semble unanime à nier ce caractère (1), et à envisager la constitution de réserves comme un prélèvement empêchant la distribution de tout le bénéfice net (2).

La loi de 1917, au surplus, ne fait, en aucun point, état de la distribution du bénéfice comme critérium du revenu servant de base à l'impôt et par suite le prélèvement de 5 0/0 doit, au même titre que les autres réserves, être compris dans le bénéfice taxable.

b) *Les réserves et l'impôt général sur le revenu.* La mise en réserve d'une partie des bénéfices nets, leur distribution fractionnée et le droit éventuel à la partie réservée, posent pour les porteurs d'actions et de parts d'intérêt la question de savoir quelle somme va être imposée à l'impôt général sur le revenu, taxe personnelle et progressive.

Le problème ainsi précisé est très complexe et il y a lieu de distinguer les espèces suivantes :

a) Pour les sociétés par actions on peut envisager l'imposition des actionnaires sur le montant de leurs dividendes et de leurs droits dans les réserves, mais non seulement le calcul serait délicat mais encore l'article 10 de la loi du 15 juillet 1914 serait violé.

(1) Lyon-Caen et Renault, *Traité*, II, n° 898.

(2) Thaller et Percerou, *Traité élém.*, n° 660.

On peut au contraire percevoir l'impôt au moment de la distribution des réserves.

b) Pour les sociétés en non collectif et en commandite par intérêt, on peut également choisir l'une des deux méthodes, de la formation ou de la distribution.

c) Pour les particuliers, le problème est un peu différent en l'état actuel de notre droit.

d) Enfin la question va se poser pour les sociétés à responsabilité limitée dont l'existence en France n'est légale que depuis la loi du 7 mars 1925.

CHAPITRE II

La thèse de l'Administration.

Pour décèler la thèse de l'Administration, le meilleur moyen est de recourir à ses instructions et aux réponses des ministres aux questions écrites.

Nous écartons tout d'abord le point de vue cédulaire pour lequel l'Administration s'est déclarée dans le sens de l'imposition. Deux réponses du ministre des Finances en font foi, l'une pour les sociétés anonymes à M. Charles Bernard, député (1), et l'autre à M. Roques (2) demandant : 1° si les impôts sur les revenus doivent être prélevés sur la totalité des bénéfices réalisés dans les sociétés de personnes, qu'ils soient distribués ou mis en réserve; 2°.....

Le ministre répondit : « alors même qu'elles ne sont pas immédiatement disponibles, les sommes que les exploitants, particuliers ou sociétés, prélèvent sur les bénéfices de leurs entreprises pour la constitution de réserves, quelle que soit la destination de ces dernières, n'en demeurent pas moins des bénéfices de l'exercice et doivent rester comprises dans les bases de l'impôt sur les bénéfices industriels et commer-

(1) Question 17.124. Chambre des députés; *J. off.* du 19 mai 1923.

(2) Question écrite 12.103. Chambre, *J. off.* du 8 mars 1923.

ciaux. Il en est d'ailleurs ainsi pour les sociétés de capitaux aussi bien que pour les sociétés de personnes..... ».

L'instruction du 30 mars 1918, n° 21, confirme d'ailleurs cette opinion.

Si nous passons à l'impôt global sur le revenu, nous voyons que :

a) Pour les *sociétés anonymes*, l'Administration n'impose le montant des réserves que lors de la distribution de leur montant aux actionnaires.

A ce propos, rappelons que la loi de 1872 (1) frappe toutes les sommes distribuées aux porteurs d'actions et d'obligations.

L'Administration soutient dès lors que toutes les sommes astreintes au paiement de cette taxe doivent être comprises dans le rôle de l'impôt général, en faisant état des arrêts de la Cour de cassation décidant que tout excédent de l'actif sur le passif constitue un « produit » de l'action donnant lieu à l'application de la taxe (2).

b) Pour les *sociétés en commandite par intérêt et en nom collectif*, l'Administration exige l'imposition des réserves à leur formation pour différentes raisons, entre autres (nous y reviendrons en examinant une décision de jurisprudence récente) parce que les bénéfices de ces entreprises ne sont pas soumis à l'impôt sur les valeurs mobilières. Elle se fonde, en outre, sur l'article 1^{er} du décret du 17 janvier 1917 (3) dont les dispositions sont applicables aux commerçants et industriels exploitant seuls.

(1) Modifiée en 1875, 1880, 1884, 1890, 1911, 29 mars 1914, 30 décembre 1916, 31 juillet 1917, 25 juin 1920 et par l'article 3 de la loi du 22 mars 1924 portant son taux à 12 0/0 par l'addition de deux décimes.

(2) V. à ce sujet Pierre Bayart, *op. cit.*, p. 131.

(3) *J. off.* du 18 janvier 1917.

La réponse du ministre des Finances à la question de M. Roques et dont nous avons précédemment donné la première partie se termine d'ailleurs ainsi : « La part de bénéfices annuels que ces dernières sociétés (les sociétés de personnes) mettent en réserve doit être également retenue pour l'établissement de l'impôt général sur le revenu dû, à titre personnel, par chacun des associés ».

Au surplus, l'Administration vient d'obtenir gain de cause devant le Conseil d'État par un récent arrêt du 5 février 1925.

c) *Exploitants isolés*. — Ces derniers sont taxés sur le montant des réserves à leur formation. L'argument qui leur est commun avec les sociétés de personnes est tiré de l'article 1^{er} du décret du 17 janvier 1917 stipulant que les dépenses déductibles comprennent notamment : « En ce qui concerne les exploitations agricoles, commerciales, industrielles et autres, le loyer....., à l'exclusion des sommes dépensées pour donner une plus-value à l'outillage et de celles affectées à l'extension de l'entreprise ou à la constitution de réserves..... ».

d) Enfin, en ce qui concerne les *gérants et les associés des sociétés à responsabilité limitée*, on ne peut encore connaître l'avis de l'Administration, car la nouveauté de la loi (mars 1925) ne permet que des hypothèses.

Toutefois le ministre des Finances, à la séance de la Chambre des députés du 21 février 1925, a déclaré : « Je dis que nous devons, dans l'étude des réformes fiscales futures, avoir la préoccupation d'aboutir, sinon à une baisse immédiate du coût de la vie, du moins à un arrêt de la hausse.

« Il faut, pour cela, permettre aux industriels de tra-

vailler, leur permettre, par exemple, de constituer des réserves, et de faire des amortissements, comme les sociétés anonymes. Il faudra, selon un projet étudié au Sénat par l'honorable M. Chapsal, envisager la création de sociétés à responsabilité limitée, système qui a donné, en Allemagne, de bons résultats.

Ce système permet l'amortissement, et confère d'une façon générale, tous les avantages attachés aux sociétés anonymes. Il y a là après étude une réforme à réaliser » (1).

(1) *J. off.*, Déb. parl. du 22 février 1925.

CHAPITRE III

Jurisprudence.

Le Conseil d'Etat (Section spéciale du contentieux) a statué le 15 février 1923 sur deux recours formés par le ministre des Finances au sujet de l'imposition globale d'actionnaires de sociétés anonymes qui avaient procédé à une distribution de réserves sous forme de remise d'actions gratuites (1).

Le premier recours était basé sur les faits suivants :

L'assemblée générale des actionnaires de la Société X avait décidé le 10 septembre 1917 de porter son capital social de 6 à 20 millions de francs par la création de 28.000 actions nouvelles de 500 francs chacune et de prélever sur les réserves une somme de 8.400.000 francs pour l'affecter à la libération d'une quantité correspondante d'actions nouvelles attribuées obligatoirement aux actionnaires anciens jusqu'à concurrence de leur part dans les réserves.

L'Administration qui avait réintégré une somme de 1.826.500 francs dans les revenus d'un des actionnaires de ladite société s'était vue condamner en premier ressort par le Conseil de Préfecture.

Le Conseil d'Etat a tout d'abord rappelé qu'aux termes

(1) *Gazette des tribunaux* du 24 mars 1923.

de la loi du 15 juillet 1914, l'impôt global est établi seulement d'après le montant total du revenu annuel « dont dispose » chaque contribuable. Mais ensuite « considérant que si la décision de l'assemblée générale des actionnaires de..., du 10 décembre 1917, a eu pour conséquence de faire passer dans le patrimoine des actionnaires, sous forme d'actions nouvelles pour l'acquisition desquelles ils n'ont eu aucun versement à effectuer de leurs deniers personnels, une partie des bénéfices sociaux accumulés au cours des années antérieures et mis en réserve, il résulte de l'instruction et notamment de la décision précitée et des statuts de la société que, *dans l'espèce, la somme de 1.826.500 francs correspondant à la quote-part revenant au sieur... dans les réserves affectées à l'augmentation de capital décidée par l'assemblée générale n'a été, à aucun moment, mise effectivement à sa disposition et que ce contribuable, à raison des conditions restrictives imposées par les statuts pour la transmission des actions de la société, n'avait pas la faculté de céder librement les nouveaux titres qui lui étaient délivrés en représentation de sa part des réserves*; que, dès lors, le sieur..... n'a, par suite de l'attribution qui lui a été faite dans les circonstances ci-dessus spécifiées d'actions émises en exécution de la décision précitée, disposé, au sens de l'article 10 de la loi du 15 juillet 1914, ni de sommes, ni de valeurs constituant un revenu rentrant dans les sources de revenus énumérées à l'article 10 de ladite loi et à l'article 1^{er} du décret du 17 janvier 1917; qu'il résulte de ce qui précède que c'est à bon droit que le conseil de préfecture du département de..... a décidé que les actions nouvelles d'une valeur de..... ne devaient pas entrer en compte

pour la détermination du revenu de ce contribuable en vue de son assujettissement à l'impôt général sur le revenu, » le Conseil d'Etat a rejeté le recours du Ministre des Finances.

Cet important arrêt montre que le caractère principal auquel on doit s'attacher dans la recherche des sommes à comprendre dans l'assiette de l'impôt global, est *la libre disposition*.

L'argument essentiel de cette décision de jurisprudence est en effet que l'actionnaire de la société ne peut disposer librement des actions qui lui ont été remises en représentation de sa part dans les réserves et que, par conséquent, la création des titres ne représente aucun revenu ni pour la société ni pour lui-même. Son droit existe du jour de la formation de ces réserves et ce n'est pas parce que ces droits ont été rendus palpables sous la forme matérielle d'une action qu'il y a eu création d'un bénéfice pour la société ou pour lui-même. Etant donné, au surplus, que, d'après les statuts de la société Y..., il ne pouvait disposer librement des actions, c'est-à-dire qu'il ne pouvait en poursuivre la vente et se procurer des fonds par suite de cette aliénation, le Conseil d'Etat a jugé qu'il n'y avait pas lieu à imposition. Cela résulte non seulement de cet arrêt, mais encore du deuxième arrêt du Conseil d'Etat statuant sur un autre recours formé par le Ministre des Finances.

Il s'agissait, en l'espèce, d'un actionnaire qui avait usé de son droit de préférence dans la souscription d'une augmentation de capital, faite conjointement à un prélèvement de réserves qui pouvaient *volontairement* être affectées à la libération du nouveau capital souscrit.

Le Conseil de Préfecture, en premier ressort, avait admis pour cette somme l'exemption de l'impôt général sur le revenu.

Le Conseil d'Etat, au contraire, « considérant qu'il résulte de l'instruction qu'à la suite des décisions précitées de l'assemblée des actionnaires, le contribuable *a eu à sa disposition*, pendant l'année 1919, une somme de..... francs prélevée sur les bénéfices sociaux accumulés et mis en réserve; que, si la répartition de ces bénéfices a été différée jusqu'en 1919, au lieu d'être faite au cours des années précédentes sous formes de dividendes et si le contribuable a employé *volontairement* la quote-part lui revenant dans les réserves distribuées à l'acquisition par voie de souscription d'actions nouvelles émises par la société, ces circonstances n'ont pas modifié, pour l'assiette de l'impôt général sur le revenu, le caractère des sommes réparties entre les actionnaires pendant ladite année », a annulé la décision du Conseil de Préfecture et déclaré ces sommes imposables.

Nous devons enfin signaler un troisième arrêt du 11 avril 1924, identique au premier.

La jurisprudence, en la matière, semble donc nettement établie en faveur de la thèse de la disposition.

Toute réserve distribuée sous forme de numéraire est imposable; mais si elle est répartie sous forme d'actions nouvelles, il y a lieu de distinguer : si ces actions sont librement cessibles, elles sont constituées par une souscription volontaire faisant emploi d'une somme dont le contribuable a eu la disposition, et par suite imposables, tandis que si une clause restrictive des statuts empêche la libre disposition des actions nouvelles, l'impôt global ne s'applique pas.

Il nous faut toutefois remarquer que dans le premier arrêt une difficulté subsiste encore. Le propre d'une action étant sa cessibilité, même s'il est prévu un droit de préemption au profit du conseil d'administration ou toute autre clause restrictive à la cession, il ne peut s'agir que d'une suspension temporaire de ce droit et la libre disposition doit exister nécessairement un jour ou l'autre.

Au moment où la cession redevenue possible sera réalisée, le montant de la réserve ainsi distribuée ne doit-il pas être taxé?

Il semble qu'une réponse affirmative s'impose.

En ce qui concerne les sociétés de personnes, on aurait pu être tenté de croire qu'une décision analogue interviendrait en tenant compte du fait de la « disposition ». Or, il n'en fut rien.

Une première jurisprudence s'est fait jour au sein des Conseils de Préfecture (dans le sens de l'exemption : Seine, 12 juin 1923 ; Rhône, 19 févr. 1923 ; en sens contraire : Loire, 29 nov. 1918).

L'arrêté du Rhône est basé comme celui de la Seine sur les termes de l'article 10 de la loi du 15 juillet 1914 édictant que l'impôt sur le revenu est établi d'après le montant total du revenu net annuel dont dispose chaque contribuable. « Une comparaison des lois de 1917 et de 1914 suffit, précise-t-il, pour apercevoir que le législateur, en matière d'impôt général sur le revenu a clairement manifesté son intention d'instituer un impôt personnel et portant uniquement sur les ressources mises effectivement à la disposition des contribuables pris individuellement ».

Enfin, cet arrêté tient compte de la personnalité morale

de la société en considérant lesdites sommes, ainsi mises en réserve en vertu des statuts, comme « faisant partie, au surplus, du patrimoine de la société qui est distinct de celui des associés ». Le Conseil de Préfecture de la Seine s'est, du reste, clairement expliqué à ce sujet en considérant « que cette société possède une personnalité juridique distincte de celle de chacun de ses membres ».

Le Conseil de Préfecture de la Loire avait pourtant adopté, le 29 novembre 1918, la thèse contraire en considérant « que la somme de X francs représente le revenu industriel dont la répartition a été faite entre les membres composant la société; que c'est personnellement et individuellement que, conformément aux statuts, chaque membre a disposé de cette somme en décidant que 1.000.000 serait distribué entre chacun d'eux et Y francs versés au fonds de réserve de la société, qu'ainsi a été augmenté le capital social dans l'intérêt de chacun ». La personnalité morale de la société était ainsi méconnue.

Avant d'étudier plus à fond la question et les objections que soulève ce jugement, il convient de rapporter ici le premier arrêt du Conseil d'Etat, statuant en appel le 5 février 1925 sur cette décision du Conseil de Préfecture de la Loire, que nous reproduisons ci-dessous.

Le Conseil d'Etat statuant au contentieux (Section spéciale du contentieux) :

Vu les requêtes présentées par MM. M....., et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler cinq arrêtés, en date du 29 novembre 1918, par lesquels le Conseil de Préfecture du département de la Loire a rejeté leurs demandes en réduction de l'impôt général sur le revenu auquel ils ont été

assujettis, pour l'année 1917, sur le rôle de la commune de R....;

Où M. Josse, auditeur, en son rapport; M^e de Ségogne, avocats des sieurs M..... et M^e Aubert, avocat du ministre des Finances, en leurs observations; M. Binet, auditeur, commissaire adjoint du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que le conseil des associés de la Société M..... a décidé le 20 octobre 1916, après prélèvement par chaque associé de la somme de..... francs par an, prévue par l'article 10 des statuts, de distribuer entre eux, au prorata de leurs droits dans l'actif social, un dividende de..... à valoir sur les bénéfices de l'année 1915-1916, et, le 24 janvier 1917, d'affecter la somme de..... formant le reliquat disponible du bénéfice de..... afférent à l'exercice compris entre le 1^{er} juillet 1915 et le 30 juin 1916, à la première dotation d'un fonds de réserve; que, dans les déclarations qu'ils ont souscrites respectivement en vue de leur assujettissement à l'impôt général sur le revenu pour l'année 1917, les sieurs M..... ont compris la part revenant à chacun d'eux dans le bénéfice distribué, à l'exclusion de leurs parts des bénéfices laissés en réserve; que l'Administration des contributions directes ayant établi l'impôt de chacun des associés d'après leur part dans la totalité des bénéfices réalisés par l'entreprise, sans distinguer entre les sommes effectivement perçues par les membres de la société, et celles mises en réserve, les sieurs M..... ont contesté leur imposition par le motif qu'ils n'auraient jamais eu la disposition des sommes affectées à la constitution du fonds de réserve, lesquelles seraient restées la propriété de la société; que, par suite, lesdites sommes ne sauraient être regardées comme pouvant entrer en

compte dans la détermination du revenu net de chacun d'eux ;

Considérant qu'aux termes de l'article 10 de la loi du 15 juillet 1914, l'impôt général sur le revenu est établi d'après le revenu net dont dispose chaque contribuable, ce revenu net étant déterminé eu égard aux propriétés et aux capitaux que possède ce contribuable, aux professions qu'il exerce, aux traitements, salaires, pensions et rentes viagères dont il jouit, ainsi qu'aux bénéfices de toutes occupations lucratives, auxquelles il se livre ; qu'en vue de la détermination du revenu dont les contribuables passibles de l'impôt général sur le revenu disposent, au sens de l'article 10 précité, et qui doit servir de base au calcul de leur contribution, l'article 1^{er} du décret du 17 janvier 1917, pris pour l'exécution de la loi du 15 juillet 1914, porte que dans chaque catégorie de revenus, le revenu net est constitué par l'excédent du produit brut effectivement réalisé sur les dépenses effectuées en vue de l'acquisition et de la conservation du revenu ; que le même article, après avoir énuméré ce que comprennent notamment ces dépenses en ce qui concerne les exploitations agricoles, commerciales ou industrielles, en exclut expressément les sommes affectées à l'extension de l'entreprise ou à la constitution de réserves ; que cet article ainsi que l'établit l'énumération qui s'y trouve des dépenses à déduire du produit brut dans les exploitations dont il s'agit, ne concerne pas exclusivement les entreprises gérées par des individus.

Considérant qu'à raison tant du caractère propre et du mode de gestion des sociétés en nom collectif que de l'assimilation des membres de ces sociétés aux commerçants ou

industriels exploitant seuls, qui, pour l'imposition des revenus de leurs entreprises, résulte notamment du texte et des travaux préparatoires de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1875 et de l'article 31 de la loi du 29 mars 1914, les dispositions ci-dessus rappelées de l'article 1^{er} du décret du 17 janvier 1917 concernant l'affectation des bénéfices à la dotation de réserves, sont applicables, pour l'assujettissement à l'impôt général sur le revenu, à la détermination du revenu imposable aussi bien des membres des sociétés en nom collectif que des particuliers exploitant individuellement un commerce ou une industrie;

Considérant qu'il suit de là que les requérants ne sont pas fondés à soutenir que leurs parts de bénéfices afférents à l'exercice 1915-1916 et affectées à la constitution d'un fonds de réserves devaient être déduites de leur revenu imposable à l'impôt général sur le revenu et à demander l'annulation des arrêtés par lesquels le Conseil de Préfecture du département de la Loire a rejeté leurs demandes en réduction dudit impôt;

Décide :

Article 1^{er}. — Les requêtes susvisées des sieurs M... sont rejetées...

Le Conseil d'État au sein duquel la discussion fut vive, puisque la décision n'aurait, paraît-il, été prise qu'à une très faible majorité, ne s'est pas prononcé sur la question de la « disposition » et a même évité de prendre une position nette par rapport à la personnalité juridique des sociétés de personnes. Le seul argument invoqué pour motiver une semblable décision a été l'assimilation des associés en nom collectif et des particuliers exploitant seuls un com-

merce ou une industrie, et cela pour deux raisons : d'abord, par suite de la similitude du caractère personnel et du mode de gestion, c'est-à-dire de la responsabilité *in infinitum* que supportent les particuliers et les associés, et ensuite d'après les articles 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1875 et 31 de la loi du 29 mars 1914, et même de l'article 1^{er} du décret du 17 janvier 1917.

Ainsi se trouve momentanément tranchée cette question pour laquelle de nombreuses interventions parlementaires ont été tentées depuis quatre ans, et de grands efforts seront encore faits pour revenir sur une solution injuste et contraire, semble-t-il, à l'esprit et au texte de la loi du 15 juillet 1914.

CHAPITRE IV

Les travaux parlementaires.

Au cours de sa dernière législature, le Parlement s'est occupé, à plusieurs reprises, de la question des réserves dans les sociétés de personnes et principalement au moment de la discussion des lois de finances.

La première tentative a eu pour auteurs MM. Isaac et Prevet qui ont fait introduire dans la loi de finances de 1922, d'accord avec la Commission des finances de la Chambre, un article reprenant une proposition de loi déposée par eux et prévoyant que, « dans le calcul de l'impôt général sur le revenu, les associés en nom collectif et les gérants de sociétés en commandite simple devront déclarer :

» 1° Toutes sommes prélevées sur les bénéfices nets de l'exercice pour être soit distribuées aux associés, soit portées au crédit de leur compte courant, à l'exclusion de la fixation des bénéfices portés aux réserves sociales ;

» 2° Toutes sommes provenant de réserves antérieures non soumises à l'impôt lors de leur distribution et distribuées aux associés ou portées au crédit de leur compte courant » (1).

M. Baudouin-Bugnet, Directeur Général des Contributions

(1) Chambre des députés, séances du 14 décembre 1921, annales de la Chambre, Déb. parl., sess. extr., 1921, n° 2, p. 1451.

Directes et Commissaire du Gouvernement, a combattu cet article en s'attaquant successivement aux deux paragraphes du texte proposé.

Contre l'imposition des sommes distribuées aux associés à l'exclusion de la fraction des bénéfices portée aux réserves sociales, le commissaire du Gouvernement a fait observer que l'adoption d'une telle mesure entraînerait une diminution de certaines recettes dans les budgets des années suivantes.

« On objectera, dit-il, que les réserves pourront être imposées quand elles seront distribuées aux associés, mais l'État se trouverait alors, en quelque sorte, associé aux risques des entreprises.

» Si les exploitants ne réalisent pas de nouveaux bénéfices, mais font au contraire des pertes, l'imposition des sommes mises en réserve, et sur lesquelles l'État aurait dû percevoir l'impôt général sur le revenu, disparaîtra, et le Trésor subira une perte définitive.

» Il est nécessaire, pour ce motif, de s'en tenir au principe de l'annualité de l'impôt ».

En ce qui concerne l'imposition des sommes provenant des réserves antérieures non soumises à l'impôt lors de leur constitution, et distribuées aux associés ou portées à leur compte courant, le Commissaire du Gouvernement a indiqué le danger de la fraude pouvant provenir de ce que les associés en nom collectif forment des réserves non imposées en déclarant les bénéfices réels, puis que ces mêmes sociétés fassent disparaître la distribution de ces réserves par suite de leur option pour la méthode du coefficient appliqué au chiffre d'affaires. Cette option aurait pour effet d'empêcher de

suivre les réserves faites par les sociétés en nom collectif.

MM. Isaac et Le Mire s'attachèrent alors à montrer à la Chambre qu'il ne s'agissait que d'une mesure de simple justice fiscale et que le texte proposé n'avait pour effet que de faire cesser la différence de traitement que l'Administration se proposait d'établir entre les membres de sociétés de personnes et de sociétés anonymes. Ils firent remarquer à ce sujet l'utilité de la société en nom collectif et le danger qu'il y aurait à favoriser sa transformation en société anonyme.

Le ministre des Finances de l'époque, M. Paul Doumer, s'est borné alors à répondre que le moment était inopportun pour réduire les sommes touchées par le Trésor au titre de l'impôt général sur le revenu. Après avoir repris à son compte l'argumentation du Directeur Général des Contributions Directes, il jetait son portefeuille dans la balance et la disjonction de l'article 8 était votée par 495 voix contre 104.

Néanmoins, MM. Isaac et Prevet reprenaient ce texte sous forme de proposition de loi en juin 1922 (1) et faisaient insérer ensuite dans le projet de finance de 1923 un article « 1 b » ainsi conçu : « L'article 10 de la loi du 15 juillet 1914 est complété comme suit :

« Dans le calcul de l'impôt général sur le revenu, les associés en nom collectif et les gérants de sociétés en commandite devront déclarer :

» 1° Toutes sommes prélevées sur les bénéfices nets de l'exercice pour être, soit distribuées aux associés, soit portées au crédit de leur compte courant, à l'exclusion de la fraction

(1) V. à ce sujet : Annales de la Chambre des députés ; session ordinaire, 1922, Documents parlementaires, t. II, p. 1028, Annexe 4467.

des bénéfices portée aux réserves statutaires ou spéciales;

» 2° Toutes sommes provenant de réserves antérieures non soumises à l'impôt lors de leur constitution et distribuées aux associés ou portées au crédit de leurs comptes courants » (1).

Le député de Lyon, pour défendre son texte, invoqua l'existence de la personnalité morale de la société de personnes. Il fit remarquer que « si l'Administration expose ainsi un commerçant à lui payer des sommes qu'il n'a point touchées, celui-ci est obligé d'emprunter à un banquier ou à ses proches pour payer ses impôts. Or, il n'a jamais été dans l'esprit du législateur que l'impôt ne puisse être payé que par des emprunts » (2).

Enfin, les sommes portées ainsi aux réserves restent dans l'actif de la société et par conséquent l'Administration est sûre de les taxer, ne serait-ce qu'au moment de la dissolution.

M. de Lasteyrie, ministre des Finances, admit bien que « la législation en vigueur était excessive ». Cependant, il croyait que « pour concilier les intérêts du Trésor et ceux du commerce et de l'industrie, il y avait lieu d'adopter un certain nombre de tempéraments au texte » et il concluait par une demande de renvoi à la Commission. Cette dernière ayant accepté de procéder à un nouvel examen, le renvoi fut prononcé de droit.

La commission des finances se mettait à l'œuvre et le 26 janvier 1923 soumettait à la Chambre le nouveau texte qu'elle avait élaboré (3) :

(1) Chambre des députés; 1^{re} séance du 12 janvier 1923, *J. off.*, Débats parl., Chambre, 1923, p. 41.

(2) Chambre des députés, même séance.

(3) V. à ce sujet, *Bulletin de mai-juin 1923 de l'Union des Syndicats patronaux des Industries textiles de France*, p. 267.

« Art. 1. b) L'impôt général sur le revenu dû par les associés en nom collectif, ainsi que par les gérants de sociétés en commandite simple, peut, à la demande des redevables, être établi sans tenir compte des bénéfices affectés par la société à la constitution de réserves statutaires ou spéciales jusqu'à concurrence de 50 0/0 de son bénéfice total annuel, à condition que ces réserves soient reconnues nécessaires au fonctionnement normal, à l'amélioration ou à l'extension de l'entreprise.

» Les sommes qui, en vertu du paragraphe précédent, n'auront pas été imposées lors de leur mise en réserve seront considérées, pour l'application de l'impôt général, comme des revenus réalisés au cours de l'année de leur distribution aux bénéficiaires ou à leurs ayantsdroit, et au plus tard, lors de la dissolution de la société.

» Les associés en nom collectif et les gérants de sociétés en commandite simple qui entendront bénéficier des dispositions du présent article devront le faire connaître en souscrivant leur première déclaration établie conformément à ces dispositions.

» Les sociétés dont un ou plusieurs membres ou gérants auront demandé le bénéfice desdites dispositions seront obligatoirement et pour toute leur durée soumises au régime prévu par l'article 4 de la loi du 31 juillet 1917 pour l'application de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux. Elles devront remettre, chaque année, au contrôleur des contributions directes, dans le délai fixé audit article, une copie de leur bilan et de leur compte de pertes et profits et fournir à l'appui, s'il y a lieu, toutes justifications nécessaires pour permettre de suivre l'existence et l'utilisation des réserves.

» En ce qui concerne l'année 1923, la notification et les documents respectivement visés aux paragraphes précédents devront être adressés au contrôleur dans le délai de trois mois à compter de la date de la promulgation de la présente loi » (1).

La Chambre discuta et rejeta tout d'abord un amendement de M. Bougère ainsi conçu :

« L'article 10 de la loi du 15 juillet 1915 est complété ainsi qu'il suit :

» Dans le calcul de l'impôt général sur le revenu, les associés en nom collectif et les gérants de sociétés en commandite devront déclarer :

» 1° Soit toutes sommes prélevées sur les bénéfices nets de l'exercice pour être distribuées aux associés ou bien portées au crédit de leur compte courant, à l'exclusion de la partie des bénéfices portée aux réserves statutaires ou spéciales; soit la totalité de la part revenant à chaque associé dans lesdits bénéfices nets ;

» 2° Toutes sommes provenant de réserves antérieures non soumises à l'impôt lors de leur constitution et distribuées aux associés ou portées au crédit de leurs comptes courants. Ces sommes pourront être énumérées par année d'inscription aux réserves; elles seront individuellement passibles de l'impôt sur les bases de ladite année.

» S'ils en font la demande, les associés en nom collectif et les gérants de sociétés en commandite, qui auraient acquitté des taxes sur le revenu imposées d'après des bases comprenant les sommes portées aux réserves non réparties,

(1) Chambre des députés, 2^e séance du 26 janvier 1923 ; *J. off.*, Débats parl., p. 407.

seront dégrevés du montant des conséquences de cette imposition ; le montant du dégrèvement sera, jusqu'à son épuisement, considéré comme versement effectué en paiement des impôts dûs et à devoir, et lesdites sommes seront confondues avec les réserves imposables ».

L'article précédemment rapporté fut alors adopté presque sans discussion.

La Commission des finances du Sénat, appelée à examiner ce texte, en prononçait la disjonction sur la proposition de son rapporteur général (1). Néanmoins, au cours de la première séance du 25 juin 1923, MM. Coignet, René Besnard, Boivin-Champeaux et plusieurs de leurs collègues reprenaient sous forme d'amendement le texte voté par la Chambre.

M. le Sénateur Coignet défendit tout d'abord le point de vue économique. Il montra à ce sujet les divers stades par lesquels passent les entreprises : l'entreprise isolée, puis la société de personnes par suite de la nécessité d'un nouvel apport de capitaux pour étendre le champ des affaires et enfin la société anonyme. « Si vous précipitez le mouvement, disait-il, vous supprimez ce stade intermédiaire, utile au pays, car la société en nom collectif, c'est l'école des chefs d'industrie ; c'est là qu'ils prennent l'habitude de la responsabilité et de la décision » (2).

M. Bérenger, Rapporteur Général de la Commission des finances, reprit alors les arguments qu'il avait développés dans son rapport. Il déclara notamment que cette exemption

(1) V. à ce sujet : Documents parlementaires du Sénat, session ordinaire, 1923, Rapport 302 de M. Bérenger, rapport. général, t. I, p. 120 et suiv.

(2) Sénat, Docum. parl., 1^{re} séance du 25 juin 1923, Débats parl., p. 1228.

créerait un privilège au profit de certains contribuables. « Il tombe sous le sens, ajoutait-il, que ces réserves n'ont pas un intérêt national. Deux exploitants de « dancings » — je pourrais peut-être descendre un peu plus bas dans l'échelle sociale — peuvent très bien se réunir, former une société en nom collectif ou en commandite simple, et vous viendriez prétendre qu'il y a là un intérêt national à ce que des exploitants de dancings en nom collectif puissent bénéficier d'un prêt du Trésor? Allons donc! Et le commerçant, grand ou petit, qui travaille pour son compte personnel et qui, lui, est obligé de payer l'impôt sur la totalité de son bénéfice, n'est-il pas aussi intéressant que les exploitants en nom collectif ou en commandite simple? »

Il poursuivait en déclarant que les sociétés anonymes supportaient d'autres charges que les sociétés de personnes en étant taxées à 10 0/0 sur les dividendes qu'elles distribuent. En conséquence, il demandait la disjonction.

M. Boivin-Champeaux traitant de la question juridique, rappelait ensuite la distinction essentielle entre la personnalité morale de la société quelle qu'en soit sa forme et celle des associés. Il en déduisait clairement que les associés en nom n'ont jamais la disposition des sommes portées aux réserves. « En définitive, poursuivait-il, il s'agit de savoir si par un abus de fiscalité, vous voulez détruire une forme de société qui s'adapte admirablement aux entreprises moyennes et qui est un des agents les plus précieux de notre prospérité économique et sociale » (1).

Le président de la Commission déclarait alors qu'il « envi-

(1) Sénat, même séance, *J. off.*, p. 1231.

sageait la question en fait ». Quant au Ministre des Finances, il s'écriait : « Je ne voudrais pas engager avec l'honorable M. Boivin-Champeaux une discussion juridique ; il a, sur ce terrain, une trop grande supériorité sur moi » (1).

Quoi qu'il en soit, ces deux orateurs opposèrent les industriels et les commerçants exploitant seuls, aux associés en nom collectif et la disjonction, demandée par la Commission et par le Ministre, fut prononcée.

Le projet de budget fit alors retour à la Chambre et M. Bokanowski, dans son second rapport (2), reprit le texte précédemment voté par la Chambre. La Commission des finances émettant un nouveau vote favorable, la discussion publique eut lieu le 29 juin 1923.

Le Ministre des Finances rappela purement et simplement les arguments du Sénat, à savoir que les sociétés anonymes payaient la taxe de 10 0/0 sur le revenu et que les commerçants exploitant seuls ne pouvaient être exempts de l'impôt général sur leurs réserves. Après intervention de MM. Isaac et H. Le Mire (3), l'ancien article fut réintroduit dans la loi de finances.

La Commission des finances du Sénat proposa le maintien de la disjonction qui fut prononcée sans débats à la deuxième séance du Sénat du 30 juin 1923 (4).

Malgré un dernier effort de la Chambre (5), la réforme législative a échoué.

(1) Sénat, même séance, *J. off.*, p. 1232.

(2) Chambre des députés, rapport 6244, session 1923, p. 44.

(3) Chambre des députés, séance du 29 juin 1923, *J. off.*, déb. parl., p. 2936 et suiv.

(4) Sénat, 2^e séance du 30 juin 1923, déb. parl., *J. off.*, p. 1418.

(5) Chambre des députés, 30 juin 1923, déb. parl., *J. off.*, p. 2998.

CHAPITRE V

Examen critique de la question.

La question des réserves se pose essentiellement à propos de l'impôt général sur le revenu et peut s'énoncer ainsi.

La partie des bénéfices nets des entreprises industrielles et commerciales mise en réserve doit-elle servir de base à l'impôt général sur le revenu des commerçants et des membres des sociétés commerciales?

Les commerçants et les industriels exploitant seuls ont un seul et même patrimoine qui comprend à la fois leurs biens personnels et leur entreprise industrielle et commerciale.

L'exemple des petits commerçants qui puisent dans leur caisse pour les besoins de leur entretien personnel fait remarquablement ressortir cet état de chose. La tenue d'une comptabilité régulière séparant les sommes consacrées à l'entreprise, ne constitue néanmoins qu'une ventilation volontaire et temporaire entre les biens de l'entrepreneur. La situation légale est très nette. L'impôt général sur le revenu, d'après l'article 10 de la loi du 15 juillet 1914, « est établi *d'après le montant total du revenu net annuel dont dispose chaque contribuable*. Ce revenu est déterminé, eu égard aux propriétés et aux capitaux que possède ce contribuable, aux professions qu'il exerce, aux traitements, salaires, pensions

et rentes viagères dont il jouit, ainsi qu'aux bénéfices de toutes occupations lucratives auxquelles il se livre sous déduction : 1° des intérêts des emprunts et dettes à sa charge ; 2° des arrérages de rentes payées par lui à titre obligatoire ; 3° de tous impôts directs et taxes assimilées acquittés par lui ; 4° des pertes résultant d'un déficit d'exploitation dans une entreprise agricole, commerciale ou industrielle.

» Le revenu imposable correspondant aux diverses sources de revenus énumérées ci-dessus est déterminé chaque année d'après leur produit respectif pendant la précédente année... »

Le montant total du revenu net, réserves comprises, fait partie des sommes dont l'exploitant seul a la disposition. Il est donc imposable à l'impôt général sur le revenu.

Le décret du 17 janvier 1917 indique d'ailleurs justement cette solution à l'avant-dernier paragraphe de l'article 1^{er}, énumérant ainsi les charges à déduire : « ... ; le loyer du matériel et des installations n'ayant pas un caractère immobilier ou si l'exploitant en est propriétaire, les frais d'entretien et l'amortissement, en tenant compte de la nature et des conditions de l'exploitation, à l'exclusion des sommes dépensées pour donner une plus-value à l'outillage et de celles affectées à l'extension de l'entreprise ou à la constitution de réserves ;... » (1).

Les sociétés commerciales, au contraire, sont dans une tout autre situation légale.

L'impôt général sur le revenu ne s'applique en effet qu'aux personnes physiques à l'exclusion des personnes morales. M. Aimond, dans son rapport, spécifiait : « D'une

(1) *J. off.* du 18 janvier 1917.

part, en effet, l'établissement d'un impôt global et progressif est étroitement lié aux notions de nécessaire et de superflu lesquelles ne peuvent s'appliquer à des personnes morales. D'autre part, en dehors des établissements publics..... pour lesquels l'exemption peut se justifier en tout état de cause.... des sociétés commerciales et industrielles dont les bénéfices sont finalement répartis entre leurs membres et entrent par suite dans les bases de cotisation individuelle de ces derniers. Dans l'un et l'autre cas, il y aurait double emploi manifeste si l'impôt atteignait à la fois les collectivités dont il s'agit et les personnes qui les composent à raison des mêmes revenus » (1).

On peut donc en déduire que seuls les membres des sociétés commerciales sont assujettis à l'impôt global.

M. Ratheaux, dans un article publié par la *Revue des Sociétés* (2), faisait remarquer en outre qu'« aucun doute, notamment, ne peut exister en ce qui concerne les sociétés en nom collectif, qu'il y a lieu de traiter sur le même pied que les autres sociétés » (3).

La question que nous avons dès lors à résoudre est de savoir pour quel montant vont être cotisés les associés.

Ces derniers ne pourront tout d'abord être taxés que sur les bénéfices nets de la société d'après l'article 10 de la loi du 15 juillet 1914. C'est la première condition. Mais le même article prescrit ensuite que les contribuables doivent avoir eu *la disposition* de ces sommes. Il reste donc à examiner

(1) Rapport Aimond, Sénat, Annexe 438, p. 251.

(2) *Revue des Sociétés*, février 1922, p. 60.

(3) Voir les débats du Sénat, séance du 7 juillet 1914, *J. off.*, p. 108 et suiv.

les rapports juridiques qui unissent les associés et la société.

D'après un premier système dit classique, la société forme une personne morale différente de celle des associés. Les auteurs se basent, pour établir ce principe, sur deux textes, l'un du Code civil, l'autre du Code de procédure civile.

L'article 529 du Code civil stipule en effet que « sont meubles par la détermination de la loi, les obligations et actions qui ont pour objet des sommes exigibles ou des effets mobiliers, les actions ou *intérêts* dans les compagnies de finance, de commerce ou d'industrie, encore que des immeubles dépendant de ces entreprises appartiennent aux compagnies. Ces actions ou intérêts sont réputés meubles à l'égard de chaque associé seulement, tant que dure la société ».

On peut en déduire avec M. Pic (1) que « si les parts d'associés sont réputées meubles même lorsque le fonds social comprend des immeubles, c'est que la propriété du fonds social ne réside point indivisément sur la tête des associés, mais qu'elle appartient à une personne invisible planant en quelque sorte au-dessus des associés, à l'être moral société ».

Cela semble exact; les immeubles doivent nécessairement être appropriés; puisqu'ils n'appartiennent pas aux associés, c'est la société personne morale qui sera propriétaire.

M. Percerou rappelle, enfin, dans l'exposé de cette thèse que « l'on se base en outre sur les paroles de Treilhard et

(1) Pic, *Des Sociétés commerciales*, t. I, n° 164.

sur le rapport au Tribunal, contenant des déclarations favorables à la personnalité morale » (1).

Le Code de procédure civile prévoit d'autre part, à l'article 69, que « seront assignés 1°....., etc...; 6° Les sociétés de commerce tant qu'elles existent, en leur maison sociale ».

Si les sociétés commerciales ne possédaient pas de personnalité morale propre, il faudrait, en vertu de l'adage « Nul ne peut plaider en France par procureur », assigner chaque associé à son domicile propre. Par conséquent, la signification par copie unique est une nouvelle preuve de la personnalité morale des sociétés.

Cette thèse a l'appui de la jurisprudence civile. On peut du reste retrouver cette notion dans les lois du 5 août 1920 sur les syndicats professionnels et du 12 juillet 1923, article 1, sur les coopératives agricoles.

Au point de vue fiscal, la loi du 31 juillet 1917 a d'ailleurs reconnu la personnalité morale des sociétés par son article 4 prévoyant leur imposition. On pourrait peut-être essayer de tirer un argument contraire de son article 3 en ce qui concerne les sociétés en nom collectif et en commandite. Le texte est en effet le suivant :

« Art. 3. —

» Dans les sociétés en nom collectif, chacun des associés sera personnellement imposé pour la part des bénéfices sociaux correspondante à ses droits dans la société.

» Dans les sociétés en commandite simple, l'impôt sera établi au nom de chacun des commandités pour sa part de

(1) Thaller et Percerou, *Traité élémentaire de droit commercial*, 1916, p. 182.

bénéfices, et pour le surplus, au nom de la société » (Modification apportée par l'art. 2 de la loi du 30 juin 1923).

M. Amiaud, dans une étude publiée par le *Recueil des Questions fiscales* (1), a appuyé cette thèse de sa haute autorité.

Il a notamment fait valoir que :

a) L'article précité n'a pu être voté que par suite de la « non séparation », au point de vue de l'impôt sur le revenu, du patrimoine de la société de personnes et des patrimoines des associés responsables indéfiniment.

b) « Les associés des sociétés de capitaux y compris les associés commandités des sociétés en commandite par actions paient, par l'intermédiaire de leur société, un impôt cédulaire pour les répartitions qui leur sont faites. Ils ont ainsi, à l'opposé des associés responsables indéfiniment des sociétés de personnes, le droit d'exiger la reconnaissance de leurs patrimoines vis-à-vis de celui de la société, ce qui les justifie à distinguer les bénéfices réalisés par eux de ceux réalisés par la société, et à ne faire état dans leurs déclarations que des seuls bénéfices qui leur sont distribués » (2).

Nous pouvons ajouter d'ailleurs que M. Amiaud, en vertu de ce second argument, ne croit pas que les commanditaires des sociétés par intérêt soient soumis au même régime que les commandités du fait qu'ils acquittent la taxe sur les valeurs mobilières.

Nous ne croyons pas toutefois que ces arguments soient convaincants en la matière.

a) La mesure prise par cet article 11 de la loi de 1923 ne

(1) *Recueil des Questions fiscales*, n° 2, février 1925.

(2) Même revue.

nous semble pas de nature à modifier les bases de l'impôt cédulaire qui était établi précédemment au nom de la société par intérêt comme au nom de la société par actions. Si le texte actuel permettait la négation de la personnalité morale des sociétés par intérêt, il semble bien que ce but aurait dû être clairement exprimé au moment de la réforme.

Or, l'ancien article 25 du projet de budget de 1925, adopté par la Chambre des Députés et accepté à l'article 10 du texte rapporté par la Commission des Finances du Sénat, stipule au contraire : « L'article 11 de la loi du 30 juin 1923 est complété ainsi qu'il suit : les impositions ainsi comprises dans les rôles au nom des associés n'en demeurent pas moins des dettes sociales ».

Le Rapporteur de la Commission expose d'ailleurs, à propos de l'adoption de l'article 11 de la loi de 1923, que « ce faisant, le législateur a voulu faire bénéficier les associés et les gérants des abattements et déductions pour charges de famille. Mais il n'a pas voulu modifier le caractère de l'impôt, afférent aux bénéfices réalisés par la société, qui demeurent une charge de l'entreprise sociale ».

» Toutefois, et afin d'éviter toute erreur d'interprétation, il a paru nécessaire de confirmer cette manière de voir dans une disposition législative. Tel est le but du présent article que nous vous demandons d'adopter » (1).

Au surplus, le nouvel article 3 de la loi du 31 juillet 1917 ne peut être interprété contre la personnalité morale de la société pour le motif suivant :

S'il y avait confusion entre le patrimoine de la société et

(1) Rapport de M. H. Béranger, Sénat, n° 140, 1925, tome I, p. 61.

ceux des associés en nom collectif, ces derniers auraient le droit de déduire le montant de l'impôt cédulaire établi à leur nom, du revenu qu'ils déclarent à l'impôt général sur le revenu. Or, cette déduction n'est pas admise.

b) Le deuxième argument invoqué tend à montrer que la personnalité morale des sociétés n'existe pas en matière fiscale et que les sociétés de capitaux jouissent d'une sorte de personnalité fiscale rachetée par le paiement de la taxe sur les valeurs mobilières.

Nous estimons, au contraire, que cette personnalité fiscale ne peut se dégager actuellement de notre système fiscal et que l'on doit chercher à mettre l'impôt sur le revenu en harmonie avec les règles juridiques et le milieu économique actuel, plutôt que de créer une personnalité morale fiscale opposée à celle qui semble résulter de notre Code Civil et de notre Code de Procédurc. Au surplus nous ne croyons pas que le paiement de la taxe de 12 0/0 puisse être considéré comme le rachat du privilège fiscal de la separation des patrimoines qui existe en matière civile.

Sous réserve de l'examen ultérieur de l'arrêt du Conseil d'État du 5 février 1925 qui a fait aussi allusion à la taxe de 12 0/0, nous pouvons déjà faire remarquer que cette taxe s'analyse très bien en dehors de la question de personnalité fiscale.

La réforme de 1917 a eu, en effet, pour but d'atteindre tous les revenus, quelle que soit leur source, en procédant toutefois à une discrimination entre les revenus du travail, les revenus mixtes du travail et du capital, et enfin ceux du capital seul.

Les taux actuels de nos impôts cédulaires ressortent *en*

fait : pour les revenus du travail à 7,2 0/0, pour ceux du travail et du capital à 9,6 0/0 et pour les revenus du capital investi dans les entreprises industrielles et commerciales à $9,6 + 12\ 0/0 = 21,6\ 0/0$.

Nous ajouterons d'ailleurs que les administrateurs-délégués et les commandités des sociétés de capitaux peuvent avoir un traitement imposé seulement à 7,2 0/0. On comprend très bien, dès lors, que les industriels et les commerçants exploitant seuls, ainsi que les associés en nom des sociétés par intérêt, à qui cette faculté est retirée, soient exempts de la taxe de 12 0/0 qui, ne visant que les revenus exclusifs du capital, sera payée par les commanditaires des sociétés en commandite par intérêt et par les porteurs d'actions.

Nous ne croyons donc pas pouvoir retenir ces deux arguments.

L'existence précédemment étudiée de la personnalité morale des sociétés s'applique non seulement aux sociétés par actions, mais encore aux sociétés par intérêt.

Il en résulte fatalement, pour les unes comme pour les autres, que les bénéfices nets sont la propriété de la personne morale société et que les associés, personnes physiques distinctes, n'exercent leurs droits de propriété que sur les sommes qui leur sont distribuées. L'assemblée des associés, comme l'assemblée générale des actionnaires, n'indique par ses décisions que la volonté de la société personne morale et non pas la volonté des associés de disposer de leurs biens. Ceux-ci n'ont en effet pas de biens au moment de la fixation du bénéfice distribuable, puisque leur part ne leur appartiendra qu'après la distribution.

La disposition au sens de l'article 10 de la loi du 15 juillet

1914 s'entend en effet du droit *utendi* et *abutendi*. Or, ces droits ne peuvent être exercés que par le propriétaire. Les sommes distribuées étant seules la propriété des associés, elles peuvent seules être retenues pour l'imposition à l'impôt global.

Certains auteurs, par contre, et parmi eux MM. Thaller et Percerou, ne croient pas que les raisonnements précédents prouvent d'une manière décisive l'existence de la personnalité morale des sociétés. Ils estiment notamment que « la part sociale, pour être traitée comme meuble, a été considérée non par rapport au droit de chaque titulaire sur le capital (*jus in re*), mais par rapport à la créance qu'il a contre ses associés (*jus ad personnam*) » (1).

On peut faire remarquer en outre, à propos de l'article 529 du Code civil, que les attributs attachés à la fiction de personnalité devraient, d'après ce texte, cesser à la dissolution de la société. Or, il n'en est rien.

D'autre part, les arguments tirés de l'article 69, § 6, vont s'interpréter par les adversaires de la thèse classique comme une dérogation au principe habituel de procédure. On peut, en effet, supposer que par l'acte de société, les associés ont donné pouvoir à leur gérant de recevoir citation en leur nom.

La société serait alors un état de droit résultant du contrat synallagmatique qui unit deux ou plusieurs associés.

Nous ne pensons pas néanmoins que cette théorie puisse changer les conclusions auxquelles nous avons abouti grâce à la thèse classique.

Lorsque les statuts de la société prévoient la dotation obli-

(1) Thaller et Percerou, *Traité élémentaire de droit commercial*, 1916, n° 284, p. 182.

gatoire d'un fonds de réserve, il ne peut être question d'un acte de disposition de la part des associés. Leur droit au bénéfice fixé par le contrat se trouve en effet restreint par le contrat lui-même. Quant aux autres réserves, on ne peut soutenir qu'il y ait un acte de disposition des associés qu'en analysant ainsi leur formation : par le fait que ces derniers admettent de ne pas recevoir la totalité du bénéfice net réalisé, ils sont supposés, *a contrario*, avoir réinvesti les sommes dont il s'agit.

Or leur droit de propriété sur les bénéfices de la société est de même nature que sur les apports initiaux et « il suit de là que chaque associé ne peut disposer de sa part des bénéfices que dans la mesure où ses co-contractants le permettent, et que la manifestation de volonté par laquelle les membres d'une société en nom collectif décident à l'unanimité de mettre en réserve telle partie des bénéfices de l'exercice constitue le refus de chacun d'eux de laisser son (ou ses) co-associé (s) s'approprier sa part respective de cette portion réserve et non pas un acte de disposition consistant à affecter un complément d'apport aux besoins sociaux » (1).

Ayant ainsi examiné les deux thèses opposées sur l'existence de la personnalité morale des sociétés, qui concluent toutes deux à l'exemption des réserves, il reste à envisager les arguments invoqués par le Conseil d'État dans son arrêt précité du 5 février 1925.

On peut tout d'abord s'étonner de ce que la haute juridiction administrative ne s'est pas du tout prononcée sur la question de la personnalité morale.

(1) Bernard Augé, avocat au Conseil d'État, *Rev. des Sociétés*, janvier 1924, p. 22.

Il est tout à fait remarquable aussi que la question « de disposition » sur laquelle sont basés exclusivement les arrêts du 15 février 1923 n'ait pas non plus trouvé sa place dans une décision similaire qui a ainsi pour effet d'appliquer la même loi suivant des principes différents à deux catégories de contribuables.

Les « considérants » du Conseil d'État sont en effet de deux sortes.

Le premier est un argument de texte rappelant la loi du 15 juillet 1914 et interprétant le décret du 17 janvier 1917 prévu à l'article 25 de la loi et qui a eu pour but de fixer les mesures nécessaires à l'application de la loi.

Il semble, de prime abord, que ce décret ne peut avoir pour effet de modifier le texte de l'article 10 qui prévoit expressément « la disposition » du revenu pour conférer à ce dernier le caractère imposable. L'article 1^{er} de ce règlement porte d'ailleurs que les dépenses déductibles du revenu brut sont notamment :

« En ce qui concerne les exploitations agricoles, commerciales, industrielles et autres, le loyer, ou, si l'exploitant est propriétaire, la valeur locative des fonds sur lesquels porte l'exploitation agricole, ainsi que des propriétés immobilières occupées pour les besoins de toutes les exploitations ci-dessus mentionnées, l'intérêt des capitaux prêtés à l'entreprise lorsque la personnalité de celle-ci est distincte de celle de l'exploitant; les traitements, salaires et rétributions diverses payés aux employés, ouvriers et auxiliaires ainsi que la valeur des avantages et des produits qui leur sont concédés en nature ;

(1) *J. off.* du 18 janvier 1917.

le coût des matières premières, les frais généraux divers et les frais d'assurance; le loyer du matériel et des installations n'ayant pas un caractère immobilier ou, si l'exploitant en est propriétaire, les frais d'entretien et d'amortissement, en tenant compte de la nature et des conditions d'exploitation, à l'exclusion des sommes dépensées pour donner une plus-value à l'outillage et de celles affectées à l'extension de l'entreprise ou à la constitution de réserves ».

Or, il nous semble que l'exclusion des réserves ne peut s'entendre ici qu'au cas où l'exploitant est propriétaire, et que le dernier membre de la phrase qui suit « ou si l'exploitant est propriétaire » s'oppose bien au premier.

On peut en tout cas regretter le manque total de précision de ce texte.

Le deuxième argument invoqué par l'arrêt est tiré de l'assimilation des membres de sociétés de personnes et des commerçants exploitant seuls. Elle résulterait notamment au point de vue fiscal de l'article 1^{er} de la loi du 1^{er} décembre 1875 et de l'article 31 de la loi du 29 mars 1914.

Il convient à ce propos de rappeler que la loi mentionnée de 1875 vise la taxe établie le 29 juin 1872. La jurisprudence de la Cour de cassation précise la portée de ce texte en déclarant assujettie « *la distribution*, sous quelque forme qu'elle ait lieu, de tous les produits ou bénéfices réalisés par les sociétés, sans faire aucune distinction à raison, soit de l'origine, soit de la nature de ces produits. » (Cass. civ. 19 avr. 1884, D. 84.1.421; Req. 28 oct. 1890, D. 91.1.218; Civ. rej., 13 mars 1895, D. 95.1.521).

Elle ajoute, d'autre part, « que les bénéfices et produits que la loi de 1872 a voulu atteindre ne consistent pas seule-

ment dans les fruits et revenus périodiques, mais aussi dans l'augmentation du patrimoine commun, autrement dit du capital social, du moment que la société fait volontairement passer dans le patrimoine particulier des associés l'excédent de valeur que le fonds social a obtenu. » (Civ. 23 août 1884; 13 mars 1893, octobre 1892, D. 93.1.258; 6 mars 1922, D. 23.1.54); et décide qu'il y a lieu de soumettre à la taxe la distribution de réserves sous forme de titres nouveaux ayant une valeur supérieure aux anciens et remis en remplacement (Req., 7 juin 1880, D. 80.1.406 et 26 déc. 1887, D. 88.1.265).

Il convient dès lors de remarquer que la taxe sur les valeurs mobilières ne sert pas de critérium au Conseil d'Etat pour déceler les sommes imposables à l'impôt global des actionnaires des sociétés anonymes. L'arrêt du 15 février 1923 en est la preuve. On peut aussi citer l'exemption à l'impôt général des primes et lots de remboursement.

En outre, il ne faut pas oublier que la loi de 1872 à sa promulgation visait toutes les sociétés, même en nom collectif. C'est seulement la loi du 1^{er} décembre 1875 qui en a exempté les associés en nom collectif et les gérants des commandites par intérêt. Pendant les trois années d'imposition, la taxe n'atteignait d'ailleurs que les bénéfices mis en distribution.

Il est donc difficile d'admettre que l'expression de revenu au sens de la loi de 1872 corresponde à des sommes qui ne sont pas des revenus au sens de la loi de 1914 et que, d'autre part, l'exemption de cette taxe puisse servir de base à la taxation à l'impôt général.

L'arrêt du 5 février 1925 ne vise toutefois que les associés

en nom collectif et l'on peut se demander si la solution intervenue est valable pour les associés commanditaires des sociétés en commandite par intérêt.

Ces derniers, en effet, sont soumis à l'impôt de 12 0/0 visé par l'arrêt, et l'on pourrait en déduire qu'ils ne sont pas imposables sur le montant des réserves constituées (dans le cas, bien entendu, où l'on ne fait pas intervenir la question de personnalité ou de propriété collective).

Néanmoins, cette solution présenterait des inconvénients graves. La société constituant des réserves, les gérants devraient acquitter personnellement l'impôt sur le montant de leurs droits dans ces réserves. Il arrivera pour les affaires importantes qui peuvent réserver la majeure partie de leur bénéfice que, le taux de l'impôt atteignant jusqu'à 60 0/0 pour le revenu supérieur à 550.000 francs, les gérants soient obligés de payer une somme supérieure à celle qu'ils ont reçue. Ils seront alors dans l'obligation de se faire consentir par la société une distribution anticipée de leur part dans les réserves. Mais le droit de chaque associé étant fixé par un pourcentage, cela reviendrait à faire payer l'impôt général, soit par la société, qui n'y est pas soumise, soit par les autres co-associés qui ne sont redevables que de leur imposition propre.

Que l'on admette ou que l'on combatte la thèse de la personnalité classique, on est forcé toutefois d'admettre que les associés, gérants ou commanditaires, ont un droit de même nature dans les bénéfices, puisque la part est fixée dans le même contrat. Dès lors il ne peut être question de décider que les réserves constituent des revenus pour les gérants et non pour les commanditaires.

Le revenu de ces derniers est néanmoins taxé à l'impôt global au titre des « revenus et capitaux mobiliers ». L'instruction de la direction générale du 5 avril 1916 commente en effet le règlement de 1916, reproduit sur ce point par le décret du 17 janvier 1917, à son § 12 (1) sur les revenus et capitaux mobiliers, en décidant que « sous cette dénomination sont compris les arrérages, intérêts, dividendes et autres produits.... des actions, part d'intérêt, parts de fondateurs, *commandites*, obligations et emprunts de toute nature des sociétés et collectivités françaises et étrangères ».

Nous nous trouvons donc en présence du fait suivant :

Les associés des sociétés en nom collectif sont assimilés aux exploitants seuls ; il en découle la même solution pour les membres des sociétés en commandite par intérêt. Ces derniers sont reconnus, en outre, assimilables aux actionnaires des sociétés par actions au point de vue des charges fiscales (paiement de la taxe de 12 0/0) et la récompense à l'activité personnelle et à la responsabilité des gérants, donnée sous forme d'exemption fiscale en 1875, se retourne non seulement contre eux mais encore se répercute sur les malheureux commanditaires.

On ne peut donc que s'étonner de cette solution administrative donnée par le Conseil d'État qui aurait dû, semble-t-il, faire l'assimilation inverse : les commanditaires sont dans une situation fiscale identique à celle des actionnaires des sociétés anonymes ; les gérants et les associés en nom sont l'objet d'une faveur, mais ont été entre 1872 et 1875 dans

(1) *Bulletin des Contributions directes*, 1916, p. 274 et suiv.

le même cas ; il y a donc lieu de donner une seule et même solution pour toutes les sociétés.

Les répercussions de cet arrêt sont telles que les sociétés industrielles et même commerciales en nom collectif sont appelées à disparaître.

Dans la situation économique actuelle, où les valeurs sont soumises, comme nous l'avons vu, à des variations importantes, la constitution de réserves devient une obligation sous peine de distribuer le capital sous forme de répartition de bénéfices et de porter un coup fatal aux entreprises.

Or, l'arrêt du 5 février empêche de faire des réserves.

Les partisans de l'imposition des réserves font valoir que les associés ont toujours la liberté de constituer les réserves qu'ils veulent, à charge pour eux de payer l'impôt qui ne sera pas perçu plus tard.

Ce raisonnement, qui est vrai au point de vue fiscal pur, est erroné lorsque l'on aborde la pratique.

Il ne faut pas oublier, en effet, que l'impôt général est progressif et que son taux réel atteint 60 0/0 pour la portion du revenu dépassant 550.000 francs.

L'industriel qui est associé dans une société par intérêt peut donc être contraint à payer, par suite de l'imposition des réserves, une somme supérieure à celle qui est mise à sa disposition. Comme cette solution est inadmissible, les sommes portées aux réserves seront insignifiantes. En fait, on aura bien empêché la formation des réserves.

Lorsque le pacte social prévoira l'obligation de laisser aux réserves la majeure partie du bénéfice net, les associés qui seront ainsi pris entre l'acte de société et le fisc,

n'auront qu'un moyen pour éviter de payer des impôts supérieurs aux bénéfices qu'ils touchent dans la société, c'est de se mettre en société anonyme ou peut-être en société à responsabilité limitée, et encore, dans ce cas, sous réserve de certaines clauses à introduire dans les statuts.

Pour l'avenir, nous sommes amenés à penser que l'arrêt du 5 février constitue malgré tout un précédent d'une portée générale regrettable.

On pourrait peut-être espérer que les réserves statutaires ne sont pas atteintes par cet arrêt qui vise surtout la *constitution* de réserves. On soutiendrait alors que l'acte social ne permet pas d'assimiler les associés aux exploitants seuls, car, à l'encontre de ces derniers, ils seraient liés dans leur décision. Toutefois l'argumentation de la loi de 1875 resterait la même et l'adoption d'une semblable thèse par le Conseil d'État nous semble bien douteuse.

Le seul moyen de redonner aux sociétés en nom collectif la possibilité de fonctionner encore pour le plus grand bien de l'intérêt général du pays est entre les mains du Parlement. La Chambre des députés a adopté un texte qui répondait aux besoins des sociétés de personnes et qui sauvegardait les intérêts du Trésor en édictant les mesures propres à empêcher la fraude. On ne peut que souhaiter sa reprise et sa transformation en loi.

QUATRIÈME PARTIE

LE REPORT A NOUVEAU

CHAPITRE I

Étude générale.

Au cours des études précédentes, nous avons supposé que les entreprises industrielles et commerciales réalisaient des bénéfices. Malheureusement, il n'en est pas toujours ainsi. Les crises économiques, les variations de la monnaie d'une part, et les prévisions irréalisées des entrepreneurs, d'autre part, peuvent faire apparaître des pertes à la fin d'un exercice.

L'entreprise peut néanmoins avoir la possibilité de continuer ses opérations et de réaliser, par la suite, des bénéfices.

Il y a donc lieu d'envisager les répercussions d'une semblable perte sur notre régime fiscal basé sur les revenus.

A. Le report à nouveau et l'impôt cédulaire.

Examinons tout d'abord quels sont les caractères des pertes industrielles et commerciales.

On entend généralement sous ce nom la diminution de valeur du patrimoine des entreprises.

Les bénéfices du commerce et de l'industrie correspondent

à deux notions distinctes : d'une part, les bénéfices en capital ou plus-values et, d'autre part, les bénéfices d'exploitation correspondant à une augmentation du capital circulant.

Les pertes, par opposition à ces données des bénéfices, pourraient être définies : des bénéfices négatifs.

Il est bien évident que l'État ne peut songer à imposer les entreprises qui ont subi de semblables pertes, puisque, en ce cas, l'assiette même de l'impôt est inexistante. On est toutefois en droit de se demander si les bénéfices négatifs ne doivent pas venir en déduction des bénéfices nets qui apparaîtront ultérieurement. Autrement dit, les industriels et les commerçants ont-ils le droit de reporter à nouveau, au débi du compte de pertes et profits de l'exercice suivant, les pertes subies l'année précédente?

A l'heure actuelle, l'Administration leur dénie ce droit. Mais ce n'est toutefois qu'une affirmation résultant de réponses du ministre des Finances aux questions écrites posées par M. Pol Chevalier, en 1921 (1), et par M. Crolard, député, en 1924 (2).

La thèse de l'Administration s'appuie, d'une part, sur le principe de l'annualité de l'impôt et, d'autre part, sur les solutions intervenues en matière de bénéfices de guerre.

Ni l'un ni l'autre de ces arguments ne semblent pourtant justifiés.

Le principe de l'annualité de l'impôt n'est, en effet, écrit nulle part dans un texte législatif; il est donc difficile d'en trouver la portée exacte.

Nous sommes néanmoins enclins à penser que ce principe

(1) Sénat, *J. off.*, 19 octobre 1921, Débat parl., p. 1788.

(2) Chambre, 6 mars 1924, p. 1144.

dérive de l'article introduit dans chaque loi de finances afin de donner aux ministres l'autorisation de percevoir les recettes pour l'année (1).

On conçoit fort bien que, en matière administrative, chaque exercice forme un tout isolé par des cloisons étanches, mais il ne peut en être de même pour les entreprises. Ces dernières ne sont en effet liquidées que fictivement chaque année et un jugement définitif sur leur résultat ne peut être porté qu'à leur dissolution.

L'article 2 de la loi du 31 juillet 1917 édicte bien qu' « il est établi un impôt annuel sur les bénéfices des professions commerciales et industrielles réalisés pendant l'année précédente ou dans la période de douze mois dont les résultats auront servi à l'établissement du dernier bilan, lorsque cette période ne coïncide pas avec l'année civile ». Mais cela n'empêche pas que les pertes précédentes soient prises en charge pour le calcul des sommes imposables dans la période de douze mois considérée.

Si les recettes ne sont autorisées qu'annuellement, leur calcul peut être fait néanmoins en tenant compte de plusieurs années. Il en est d'ailleurs ainsi en Angleterre où la cédule D de l'Income Tax payé par les entreprises industrielles et commerciales est établie depuis un siècle sur la moyenne des résultats des trois dernières années (2).

L'argument tiré des précédents de l'impôt sur les béné-

(1) V. p. 163 l'application de l'annualité de l'impôt au système des patentes.

(2) V. à ce sujet Edwin R. A. Seligman, *L'impôt sur le revenu*, traduction française par William Oualid ; et A. Limpens, *L'impôt sur le revenu en Angleterre*, Paris, 1923, p. 110 et suiv.

fices de guerre ne semble pas non plus très convaincant.

Les partisans de la théorie basant l'impôt cédulaire sur le bénéfice d'exploitation en ont fait justice une fois pour toutes.

Quant à ceux qui sont favorables à l'imposition de tous les profits, ils ne paraissent pas convaincus en la matière.

M. Lecerclé se prononce d'ailleurs, sur ce point, contre l'application au cédulaire des règles de la loi de 1916. Il fait ressortir notamment que la contribution exceptionnelle est essentiellement temporaire et que la compensation d'une période à l'autre est impossible puisqu'il s'agit justement de les comparer.

La loi de 1916 prévoyait en outre à son article 16 une détaxe (1) dans le cas où le bilan ferait apparaître un déficit par rapport à la période normale. Le texte de 1917 ne portant aucune disposition de ce genre conduirait alors à une injustice si la thèse de l'Administration devait triompher.

Si toutefois le report à nouveau des pertes semble une mesure de justice, on peut se demander dans quelle mesure il doit être accordé.

N'y a-t-il pas lieu, en effet, de n'admettre comme déduction que les pertes ayant le même caractère que les bénéfices imposables?

Dans une première étude, nous avons vu que certains auteurs ne font aucune discrimination entre les bénéfices d'exploitation et les profits de toutes sortes des entreprises. Il en résulte, dans ce cas, l'obligation d'admettre que toutes

(1) Cette détaxe interdisait implicitement la compensation des exercices d'une même période.

les pertes doivent être déduites, les années suivantes, des bénéfices qui pourraient être réalisés.

Qu'importe, en effet, si la perte provient d'une moins-value ou d'un sinistre non couvert par une assurance ; puisque la plus-value, s'il y en avait eu sur ces éléments, aurait été imposée, il est impossible de soutenir que la moins-value, partielle ou totale, ne doit pas être déduite pour la détermination de la base de l'impôt cédulaire.

La seconde théorie, qui conclut à l'imposition exclusive des bénéfices d'exploitation, doit au contraire envisager l'origine de la perte qui apparaît au cours d'un exercice.

Elle a, en effet, procédé à une discrimination des biens des entreprises en capital fixe et en capital circulant, l'augmentation de ce dernier créant seule les bénéfices imposables.

Dès lors, il y a lieu de se demander si, seul, le déficit d'exploitation peut être reporté à nouveau.

Une réponse affirmative nous paraît s'imposer, quoique certains partisans de cette théorie se prononcent en faveur de la déduction de toutes les pertes. Ils invoquent à ce propos le principe de la fixité du capital dont on trouve la source dans la loi de 1867.

Toutes les sociétés sont tenues, par ce texte, de publier un extrait de leurs statuts. MM. Thaller et Percerou écrivent d'ailleurs à ce propos : « C'est surtout à l'égard des délibérations modifiant la consistance du capital social que cette obligation de publicité trouve une application intéressante. On peut appeler les sociétés commerciales ordinaires des *sociétés à capital fixe*, bien que cette expression ne soit point dans la loi. Elles font opposition aux sociétés à capital variable

qui, on le verra, disposent précisément de faveurs spéciales en ce qui touche l'obligation de la publicité » (1).

L'obligation précitée n'est donc imposée aux sociétés, et particulièrement aux sociétés anonymes (art. 58 de la loi du 24 juillet 1867), que pour préserver les tiers qui n'ont comme garantie que le montant total du capital apporté.

Mais les associés conservent toujours la faculté de procéder à une réduction du capital en cas de perte. Ils rendront ainsi à la société le crédit qui lui faisait défaut et pourront souvent procéder à une augmentation de capital qui permettra la continuation des opérations sociales.

La fixité du capital semble donc une obligation à l'égard des tiers, mais de ces derniers seulement.

Aucune mesure législative ne peut empêcher une entreprise de faire des pertes sur le montant des biens représentant son capital social. Ce dernier, en réalité, sera diminué sans qu'il en soit fait état. L'entreprise qui a subi une perte peut néanmoins réaliser des bénéfices nets d'exploitation suivant les moyens de production qu'elle conserve et en rapport avec son capital réduit en fait. Il lui sera sans doute impossible de distribuer aucun dividende tant que son capital nominal ne sera pas reconstitué, mais la distribution du bénéfice n'a rien à faire avec l'impôt qui est basé sur les bénéfices nets des professions industrielles et commerciales (2). Il n'y a donc pas lieu d'appliquer ici le principe de la fixité du capital.

Si la thèse de l'imposition basée sur les bénéfices d'explo-

(1) Thaller et Percerou, *op. cit.*, p. 234.

(2) Il suffirait à cet égard de reprendre les arguments favorables à l'imposition cédulaire des réserves.

tation n'admet pas la déduction de toutes les pertes, il faut rechercher si une partie de ces dernières doit être déduite.

La vie des entreprises est arrêtée fictivement à des intervalles annuels. A ce moment, les opérations en cours peuvent faire apparaître un déficit, soit par suite d'une baisse des cours des marchandises, soit d'une augmentation trop considérable des frais généraux.

Mais cette baisse peut très bien ne provenir que d'une spéculation sur les marchandises. L'augmentation des dépenses elle-même peut ne résulter que de causes temporaires. Tel est l'engagement d'une coûteuse campagne de publicité susceptible de procurer une grosse extension des ventes et qui justifiera, par la suite une dépense importante sans contrepartie immédiate. Il est dès lors profondément injuste, et c'est méconnaître la marche des entreprises, que de vouloir séparer des exercices qui ne forment qu'une partie d'un tout indivisible : l'exploitation totale pendant toute la durée de l'entreprise.

Il semble donc que dans tout système d'impôt basé sur le bénéfice d'exploitation, le déficit d'exploitation doit venir en déduction des bénéfices des années suivantes, mais ce déficit seulement.

Les pertes en capital seront d'ailleurs assez rares en période normale. Elles ne pourront affecter que les postes immobilisés et encore, les risques de perte ou de détérioration ainsi que les risques accessoires de responsabilité civile seront-ils presque toujours couverts par des assurances. L'entreprise, en définitive, ne subira plus ainsi que les moins-values créées par les conjonctures sociales puisque celles provenant de l'usure sont compensées par les amortissements.

B. Le report à nouveau et l'impôt général sur le revenu.

Ayant ainsi envisagé les solutions à adopter à propos de l'impôt cédulaire, il reste à examiner les répercussions des pertes et du déficit d'exploitation sur l'impôt général sur le revenu.

Cette dernière imposition, nous l'avons vu à propos des réserves, n'atteint que les individus se répartissant en actionnaires de sociétés par actions, ou porteurs de parts d'intérêt, et en exploitants isolés.

a) *Les actionnaires de sociétés anonymes.* — Ils ne sont imposés à l'impôt global que sur les bénéfices qui leur sont distribués. Le décret du 17 janvier 1917 classe les revenus dont il s'agit sous la rubrique « revenus des valeurs mobilières et des capitaux mobiliers ».

La perte, ou le déficit d'exploitation subi par la société n'a pour effet, par rapport aux actionnaires, que d'interdire toute distribution de dividendes avant la récupération de la perte subie, à moins qu'il ne soit procédé à une diminution du capital.

Si les associés ne sont pas admis à faire une déduction sur leurs revenus, ils ne profitent pas moins d'une diminution d'impôt. La régénération de leur capital, grâce aux bénéfices postérieurs, n'est en effet pas imposée.

b) *Les propriétaires de parts d'intérêt.* — La règle précédente conforme au principe de « la disposition » exigée par l'article 10 de la loi du 15 juillet 1914, devrait encore s'appliquer aux porteurs de parts d'intérêt.

Toutefois, si la solution consacrée par l'arrêt du Conseil d'État du 5 février 1923, assimilant la constitution de réserves à une répartition de bénéfices, devait être définitive, il

est certain que les associés des sociétés de personnes devraient déclarer au global les sommes imposées au cédulaire. La discrimination de la perte et du déficit d'exploitation subsisterait ici et les solutions données pour l'impôt cédulaire s'appliqueraient intégralement à l'impôt général.

c) *Les commerçants et les industriels exploitant seuls* n'ont pas un patrimoine propre distinct de celui de leur entreprise. Il s'ensuit, avons-nous vu, que les réserves qu'ils constituent sont soumises nécessairement à l'impôt global.

L'application de cette règle de la confusion des patrimoines trouve justement, en cas de déficit d'exploitation, une application favorable à cette catégorie de contribuables.

Par revenu global imposable, on entend, en effet, l'excédent net des recettes sur les dépenses faites en vue de leur acquisition. Or, il peut arriver — et c'est justement le cas du déficit d'exploitation — que les dépenses soient momentanément supérieures aux recettes. Il est alors indispensable d'admettre qu'un revenu ne peut apparaître que lorsque les dépenses ont été intégralement compensées, et cela sur n'importe quelle durée, un an ou plus.

Dans le cas où le revenu propre de l'année serait insuffisant à couvrir l'excès de dépenses, il ne peut faire de doute qu'il y aura lieu de retrancher ce solde des recettes à venir.

La déduction des pertes de capital est, par contre, impossible à admettre.

Au regard de notre législation, les immeubles industriels acquis par les commerçants isolés ne présentent aucune différence avec ceux qu'ils peuvent posséder en tant qu'immeubles de rapport. La cession d'un de ces derniers donne lieu à la perception d'un droit de mutation proportionnel à

la valeur de réalisation. L'impôt sur le revenu ne peut s'appliquer à l'excédent du prix de vente sur le prix d'achat (sauf pour un marchand de biens), ni pour les immeubles de rapport ni pour les immeubles industriels; il est donc bien naturel que la diminution de valeur ne puisse jamais influencer sur les impôts sur le revenu qui doivent rester complètement en dehors de ces transactions (1). On est dès lors conduit à penser que seuls les résultats d'exploitation doivent être retenus comme base d'imposition.

La loi du 15 juillet 1914, par son article 10 prévoyant la déduction «.... 4° des pertes résultant d'un déficit d'exploitation dans une entreprise agricole, commerciale ou industrielle » est beaucoup plus précise que la loi du 31 juillet 1917 qui reste muette sur le compte des exercices déficitaires.

La solution explicitement consacrée par l'article 10 ne rétablit néanmoins la justice que partiellement.

Si l'Administration est obligée d'admettre le déficit d'exploitation en déduction du revenu global de l'année, elle refuse de reporter à nouveau ce déficit s'il n'a pu être intégralement couvert par les autres revenus du contribuable. Cela semble tout à fait inadmissible. On doit, en bonne logique, déduire tout le déficit ou rien.

Cette mesure, d'autre part, crée entre les contribuables une inégalité de traitement qu'un exemple fera ressortir :

Un industriel, A., jouit d'un revenu annuel mobilier de 50.000 francs. Il possède en outre une entreprise dont les

(1) Rappelons pour mémoire que cet excédent ne peut jamais être considéré comme taxable puisque le ministre des Finances a proposé d'établir une taxe spéciale sur les plus-values d'immeubles et de fonds de commerce, par les articles 102 et suiv. du projet de budget 1925 (texte repoussé à la Chambre).

résultats sont déficitaires une année de 50.000 francs et bénéficiaires de 30.000 francs l'année suivante.

L'industriel B., au contraire, a toute sa fortune investie dans son entreprise. La première année, il supporte une perte d'exploitation de 50.000 francs, mais l'année suivante est particulièrement florissante et lui donne un revenu de 130.000 francs.

La situation fiscale de ces deux contribuables peut se résumer ainsi :

			TOTAL imposable	IMPOT
A. 1 ^{re} année...	{	revenus divers... 50.000	0	
	}	revenus profess.. — 50.000		
B. 1 ^{re} année...	{	revenus divers... 0	0	
	}	revenus profess.. — 50.000		
A. 2 ^e année...	{	revenus divers... 50.000	80.000	6.816
	}	revenus profess.. 30.000		
B. 2 ^e année...	{	revenus divers... 0	130.000	18.216
	}	revenus profess.. 130.000		

B. aura ainsi payé 12.600 francs de plus que A. et pourtant le revenu moyen annuel de chacun des deux contribuables est le même :

$$\text{Pour A. } \frac{2 \times 50.000 + 30.000 - 50.000}{2} = \frac{80.000}{2} = 40.000 \text{ francs.}$$

$$\text{Pour B. } \frac{130.000 - 50.000}{2} = \frac{80.000}{2} = 40.000 \text{ francs.}$$

On ne peut attribuer ce résultat au caractère progressif de l'impôt général, car en appliquant même à B. la 2^e année le taux de $\frac{6.816 \times 100}{80.000} = 8,52 \text{ 0/0}$ payé par A. pour 80.000 fr. on trouverait encore une somme de $\frac{8,52 \times 130.000}{100} = 11.076$ au lieu de 6.816 francs.

Il ne semble pas que ce résultat soit en harmonie avec l'esprit de la réforme fiscale qui a cherché à établir l'égalité de sacrifice devant l'impôt.

Cette importante question n'a échappé ni aux groupements économiques et commerciaux, ni aux députés qui se sont faits les porte-parole du commerce et de l'industrie.

Parmi ces derniers, il faut citer M. H. Le Mire qui s'est occupé particulièrement de cette question et qui est l'auteur d'une proposition de loi ayant pour but de redresser l'injustice actuelle. L'évaluation des bénéfices imposables proposée serait faite suivant la moyenne des résultats obtenus pendant les cinq dernières années.

CHAPITRE II

La moyenne quinquennale.

Au cours de la précédente législature, M. Henry Le Mire a déposé une proposition de loi établissant un mode d'évaluation quinquennale de l'impôt cédulaire sur les bénéfices industriels et commerciaux (1).

Cette proposition avait pour but de réparer l'erreur du législateur de 1917 qui n'a pas introduit dans la loi une disposition semblable à la détaxe prévue pour les bénéfices de guerre, dans le cas d'un exercice déficitaire. « Il faut, disait l'exposé des motifs, que l'impôt qui frappe les bénéfices industriels et commerciaux frappe le bénéfice réel des entreprises sur la base de la moyenne des résultats acquis pendant une période de plusieurs années bloquées ensemble ».

Avant d'examiner en détail ce texte et ses répercussions, il convient néanmoins de rappeler que, lors de la discussion de la loi de 1917 à la Chambre, une proposition dans ce sens a déjà été faite et repoussée.

M. Vincent Auriol et un grand nombre de ses collègues (2)

(1) Chambre des députés, session 1922, document n° 4457 annexé au procès-verbal de la séance du 13 juin 1922.

(2) Nous relevons parmi les signataires : MM. Aubriot, Barabant, E. Barthe, Bedoulle, Fr. Brunet, Marcel Cachin, Compère, Lafont, Locquin, Moutet, Nadi, Pressemane, Renaudel, etc.

proposèrent, par voie d'amendement, de remplacer le texte du projet (texte devenu l'article 2 de la loi) par l'article suivant : « L'impôt sur les bénéfices des professions industrielles et commerciales est établi annuellement à raison du revenu moyen des trois années précédentes.

» A l'égard des établissements ayant moins de trois ans d'existence, le revenu moyen est calculé en tenant compte des résultats obtenus depuis l'ouverture de l'établissement » (1).

Quoique la période de calcul proposée par M. Le Mire soit de cinq années, l'esprit qui a guidé ces deux auteurs est le même.

Les avantages d'une telle réforme seraient nombreux.

Les contribuables isolés, comme les sociétés anonymes, pourraient ainsi compenser les bénéfices et les pertes d'exploitation sur plusieurs exercices. L'impôt ne subirait plus des alternatives de plus-values et de moins-values qui sont très préjudiciables pour le Trésor. La moyenne des cinq années ne varierait que fort peu ; elle permettrait au contribuable de connaître à peu près, à l'avance, la somme qu'il aurait à payer et éviterait au Trésor des surprises désagréables.

Le texte de M. H. Le Mire introduisait, dans l'article 2 de la loi de 1917, la faculté pour le contribuable de recourir à ce mode d'imposition, sous réserve de renoncer à se servir du forfait pendant une période de cinq années. L'article 4 de la même loi était mis en harmonie avec ces règles précédentes. Enfin, l'article 10 de la loi du 15 juillet 1914 était modifié et les contribuables autorisés à se servir du résultat de la moyenne quinquennale comme base d'imposition à l'impôt général sur le revenu.

(1) Séance de la Chambre du 17 juillet 1917.

Cette proposition fut introduite dans le projet de loi de finances de 1923, articles 8 *h* à 8 *j*. — Le ministre des Finances demanda la disjonction de ce texte en déclarant :

a) Que ces dispositions ne pouvaient s'appliquer aux bénéfices calculés par la méthode forfaitaire du coefficient appliqué au chiffre d'affaires;

b) Que « c'est une solution absolument incompatible avec notre système fiscal tout entier basé sur ce que nous appelons l'annualité de l'impôt »;

c) Que ce régime serait injuste pour ceux-là mêmes qui l'auraient choisi, et il demandait quel aurait été l'impôt payé en 1922 par une entreprise d'armement dont la situation florissante de 1916 à 1921 était devenue très mauvaise cette dernière année;

d) Il invoquait, enfin, à l'appui de sa thèse, l'exemple de l'impôt sur les salaires que l'ouvrier chômeur est obligé de payer, puisque l'impôt est basé sur les gains de l'année précédente pendant laquelle il peut n'y avoir pas eu de chômage.

Ces arguments ne semblent pas plus convaincants les uns que les autres.

Le premier, tiré du calcul de l'impôt par application d'un coefficient sur le chiffre d'affaires, est inexistant. Les contribuables, d'après la loi de 1917 et la proposition, ont la faculté d'opter pour l'une des trois méthodes prévues; par conséquent peu importe si les 9/10 d'entre eux ne bénéficient pas de ces dispositions puisqu'ils l'auront voulu.

Le deuxième, basé sur le principe de l'annualité de l'impôt ne semble pas meilleurs, nous en avons déjà donné

la raison à propos du report à nouveau. Nous ajouterons, en outre, qu'il se concevait dans le régime de la patente. La situation du contribuable, fixée au 1^{er} janvier de chaque année, devait être supposée constante pour toute l'année, mais, maintenant c'est au contraire au 31 décembre ou à la fin de l'exercice qu'il faut se placer pour déceler le résultat moyen de l'année. Rien n'empêche donc d'envisager la moyenne des cinq dernières années.

La défense des intéressés eux-mêmes peut paraître superflue de la part du ministre. Nombreux sont en effet les groupements industriels et les Chambres de commerce qui ont émis des vœux en faveur de l'adoption de la moyenne quinquennale. Nous citerons notamment les Chambres de commerce de Rouen, de Grenoble, de Lyon, de Saint-Étienne, etc..., l'Union des Syndicats patronaux des industries textiles de France à plusieurs reprises, le Comité central d'études et de défense fiscales, la Fédération industrielle et commerciale de Roubaix-Tourcoing, la Fédération industrielle des matériaux de construction, etc...

M. Le Mire, en présentant la défense de son texte, a d'ailleurs fait justice de ces arguments et montré au ministre que les contribuables consultés avaient très bien réfléchi aux répercussions de ce texte. Il est bien évident que le jeu même de la moyenne fera payer un impôt élevé pendant l'année qui verra naître le déficit d'exploitation. Mais, à l'heure actuelle, il en est exactement de même puisque l'impôt payé une année, en 1925 par exemple, est calculé sur les résultats de l'année précédente soit 1924. Si donc l'industrie de l'armement a été florissante de 1916 à 1921, l'impôt payé en 1922, année déficitaire, est calculé sur les résultats de

1924. M. Manceau, l'un des co-signataires de la proposition Le Mire, fit alors ressortir la situation actuelle par l'exemple suivant :

Supposons un industriel qui a gagné 300.000 francs; il verserait au Trésor, impôt cédulaire et impôt global compris, environ 80.000 francs. L'année suivante, il perd 250.000 francs. Qu'a-t-il fait dans ces deux années? Il a eu un bénéfice de 50.000 francs; son bénéfice moyen a donc été de 25.000 francs par an; mais comme il a payé 80.000 francs d'impôts, en définitive il a travaillé deux ans, le fisc a perçu 80.000 francs et lui, le commerçant, a perdu 30.000 francs.

Il n'est pas besoin d'insister sur le fait que le système de la moyenne empêche une injustice aussi choquante.

Quant à la comparaison de l'industriel et de l'ouvrier en chômage, elle ne mérite pas d'être examinée et le raisonnement précédent en a montré l'inexactitude. Nous ajouterons seulement que, même si l'on pouvait établir un parallèle entre l'ouvrier qui a un manque à gagner et l'industriel qui fait une perte, ce n'est pas une raison s'il y a eu injustice dans l'application d'un impôt cédulaire pour en laisser subsister une autre dans un autre impôt. Le ministre des Finances qui doit surveiller l'application des lois fiscales aurait pu méditer la maxime : *Nemo auditur propriam turpitudinem allegans*.

On ne peut que regretter cette argumentation qui fut successivement bienveillante pour les contribuables, puis électorale, en ne voulant pas favoriser le patron, et enfin véritable en laissant apercevoir que le système actuel, juste ou injuste, fait rentrer des sommes importantes. Or c'est bien le propre de la fiscalité actuelle de faire rentrer des

fonds par n'importe quels moyens, sans souci des principes, du droit et de la justice.

Le rapporteur général, M. Bokanowski, appuya la disjonction demandée par le Ministre en déclarant, toutefois « qu'il prenait bien volontiers l'engagement de reprendre la question sous forme de loi avant les vacances de Pâques ».

La disjonction fut alors prononcée.

Le 13 janvier 1924, au cours de la discussion de la loi dite « du double décime », M. Le Mire reprit à nouveau sa proposition, mais, M. Bokanowski demanda encore la disjonction. M. Le Mire lui ayant rappelé sa promesse de l'année précédente, le Rapporteur général déclara qu'il allait élaborer ce projet d'accord avec le ministre des Finances et l'Administration, de façon à ne pas mettre sur pied un texte qui serait insuffisant. M. Bokanowski et M. de Lasteyrie promirent à M. Le Mire d'examiner avec lui à quelle occasion il pourrait reprendre son texte. Malheureusement ces promesses faites en séance furent vite oubliées et restèrent lettre morte.

Quoi qu'il en soit, M. Le Mire, avec une persévérance remarquable, poursuivit ses démarches auprès de l'Administration, qui ne voulait admettre le report à nouveau qu'à la condition expresse d'avoir une compensation pour les diminutions de recettes qui en résulteraient.

Enfin, cette année même, le 24 février, au cours de la discussion de la loi de finances de 1925, M. Le Mire tenta de reprendre sa proposition sous forme d'amendement. Malheureusement, pour une question de procédure, il se trouva forclos.

Malgré ces résultats peu encourageants, nous sommes

persuadés que M. Le Mire a trop conscience de la nécessité d'aboutir, pour ne pas poursuivre l'œuvre utile qu'il a entreprise, et l'énergie qu'il a montrée dans le passé est un garant de ce qu'il tentera dans l'avenir.

Nous croyons même que l'Administration commence à se rendre compte du préjudice grave créé par son refus d'admettre le report à nouveau, et que son hostilité contre le projet est peut-être prête à se laisser fléchir. On ne saurait que l'en féliciter.

Il nous paraît néanmoins important de revenir sur l'argument véritable qui a fait écarter jusqu'à présent cette réforme. Nous voulons parler de ses répercussions financières vis-à-vis du Trésor.

L'exposé des motifs de la proposition de loi Le Mire contient un tableau comparatif du produit de l'impôt sous le régime actuel et sous le régime proposé.

Nous ne le reproduisons pas ici intégralement. D'abord parce que le montant de l'impôt n'est plus exact depuis la loi du 22 mars 1924; ensuite parce qu'il nous semble contenir une erreur. Ce n'est pas le produit de l'impôt dont il est fait état dans la colonne relative à la moyenne quinquennale, mais la somme payée, suivant ce système, par le contribuable pour l'année envisagée.

Comme le système actuel applique le même procédé de faire payer, une année, l'impôt établi d'après les résultats obtenus l'année précédente, nous avons rétabli le calcul sur les mêmes bases.

Les années portées dans le tableau représentent donc, pour toutes les méthodes envisagées, la période au cours de laquelle le bénéfice a été réalisé. Le montant de l'impôt ainsi

déterminé serait soldé par le contribuable au cours de l'année suivante.

Nous avons enfin annexé à cet exemple le produit de l'impôt cédulaire dans le cas où le report à nouveau serait admis.

Le premier tableau reproduit par années les résultats pris comme modèles dans la proposition de loi. Le second fait état, au contraire, d'une autre répartition des bénéfices et des pertes.

Quelles conclusions peut-on tirer de ces deux exemples?

Remarquons tout de suite que nous avons supposé deux entreprises dont la marche a été tout à fait différente.

Le Tableau I se rapporte à une industrie difficile et aléatoire dans laquelle les bénéfices et les pertes se succèdent sans interruption. Certaines branches de l'industrie ont notamment ce caractère périodique et c'est pourquoi nous avons cru utile de reprendre ces chiffres.

En dehors de ce caractère pratique, ce tableau I présente l'intérêt suivant : il montre une application de la « moyenne quinquennale » favorable aux industriels et permet ainsi de se rendre compte des plus-values et des moins-values d'impôts que subira le fisc lorsque les pertes seront nombreuses.

A première vue, le système actuel paraît plus favorable aux intérêts du Trésor.

Si nous examinons ensuite le tableau II, nous voyons, au contraire, que la moyenne quinquennale donne un résultat supérieur au système actuel. Y a-t-il donc contradiction? Nous ne le pensons pas.

Ce deuxième exemple tient compte de la situation d'industries et surtout de commerces dont les résultats sont beau-

TABLEAU I

ANNÉES	BÉNÉFICES	PERTES	PRODUIT DE L'IMPOT		
			(a) Système actuel	(b) Moyenne quinquennale	(c) Système admettant le report à nouveau
	100.000	—	—	—	—
	—	50.000	—	—	—
	80.000	—	—	—	—
	—	10.000	—	—	—
1..	30.000	—	2.604	2.604	1.644
2..	40.000	—	3.564	1.452	3.564
3..	—	15.000	—	2.124	—
4..	—	10.000	—	396	—
5..	—	10.000	—	396	—
6..	75.000	—	6.924	1.260	3.564
7..	80.000	—	7.404	2.028	7.404
8..	30.000	—	2.604	2.604	2.604
9..	—	60.000	—	2.032	—
10..	—	5.000	—	2.028	—
11..	40.000	—	3.564	3.276	—
	295.000	100.000	26.664	20.200	18.780
	SOLDE. 195.000				

TABLEAU II

ANNÉES	BÉNÉFICES	PERTES	PRODUIT DE L'IMPOT		
			(a) Système actuel	(b) Moyenne quinquennale	(c) Système admettant le report à nouveau
	35.000	—	—	—	—
	40.000	—	—	—	—
	60.000	—	—	—	—
	50.000	—	—	—	—
1..	35.000	—	3.084	3.948	3.084
2..	15.000	—	1.164	3.564	1.164
3..	35.000	—	3.084	3.468	3.084
4..	65.000	—	5.964	3.180	5.964
5..	55.000	—	5.004	3.660	5.004
6..	75.000	—	6.924	4.428	6.924
7..	—	30.000	—	3.564	—
8..	35.000	—	3.084	3.564	204
9..	25.000	—	2.124	2.796	2.124
	340.000	30.000	30.432	32.172	27.552
	SOLDE. 310.000				

coup plus stables. Les pertes n'y sont qu'exceptionnelles et, par suite, leur influence est presque nulle puisqu'elles sont amorties sur un ensemble de cinq années.

On pourra peut-être alors attaquer la réforme en disant que les commerçants et les industriels ont mauvaise grâce à demander l'introduction d'une mesure qui peut leur être défavorable. Mais cet argument n'est pas valable en pratique. Le texte proposé n'établit pas, en effet, l'obligation de se servir de la moyenne quinquennale. Ses adversaires, s'il y en a, pourront donc continuer à jouir des avantages du système actuel, et cela sans que l'Administration puisse s'en plaindre puisqu'elle défend ce système. Néanmoins, nous croyons pouvoir affirmer que les partisans de la méthode actuelle seront peu nombreux. Malgré le léger désavantage qu'ils trouveraient au cas où ils auraient la chance de traverser une longue période heureuse, les industriels et les commerçants profiteront néanmoins de l'avantage bien supérieur d'être assurés de compenser leurs pertes et de payer un impôt dont le montant, peu variable, est facile à prévoir dans les frais généraux et les prix de revient. Ce dernier caractère est d'ailleurs commun à tous les calculs basés sur la moyenne des cinq dernières années.

Si la moyenne quinquennale est profitable aux contribuables, elle ne l'est pas moins pour le fisc.

Un des principaux avantages de l'impôt direct réside, suivant le mot de M. Thiers, dans sa « solidité » et M. Allix précise d'ailleurs : « C'est un fait d'expérience qu'aux époques de crise, alors que les autres impôts fléchissent et se dérobent, l'impôt direct résiste parce qu'il s'appuie sur des situations stables ; il continue à fournir son contingent aux caisses de

l'Etat et peut même supporter une surcharge temporaire » (1).

La moyenne quinquennale, par la stabilité des bases d'imposition, présente ce caractère tandis que le système actuel, au contraire, rend l'impôt direct aussi instable qu'une taxe de consommation. Son adoption rendrait donc moins aléatoires les rentrées du Trésor. Dans le tableau I les onze années envisagées seront productives, tandis que six actuellement procurent des ressources au Trésor. Dans l'exemple du tableau II, la proportion de neuf à huit reste encore favorable à la réforme.

Un dernier argument de justice retient encore notre attention en comparant les deux calculs précédents. Dans le premier tableau, le total des bénéfices s'élève à 295.000 francs contre 100.000 francs de pertes. Il est donc indéniable que pour les onze années considérées, l'industriel imaginé a en fait réalisé 195.000 francs de bénéfices. Or, malgré la légère déduction à la base de l'impôt annuel, il aurait à payer actuellement 26.624 francs, somme correspondant à un taux de 13,6 0/0 alors qu'il devrait être inférieur à 9,6 0/0, et qu'il est de 10,3 pour la réforme.

Le tableau II fait bien ressortir pour la moyenne un taux de 10,37 0/0 contre 9,8 0/0; mais cette différence est faible et serait compensée par de nombreux avantages.

Si nous comparons enfin les produits de ces deux méthodes d'imposition avec ceux qui seraient obtenus par l'application intégrale du report à nouveau, nous voyons qu'il y aura des moins-values d'impôts, mais que le système de la moyenne est avantageux pour le Trésor.

(1) Allix, *op. cit.*, p. 382.

En quelque sorte, l'adoption de la proposition de M. Le Mire serait une sorte de forfait entre le système actuel et le report à nouveau. Les rentrées du Trésor seraient plus ou moins importantes qu'à l'heure actuelle, mais elles seraient plus régulières. Le résultat global d'un certain nombre d'années serait enfin supérieur à celui fourni par l'adoption pure et simple du report à nouveau des pertes, qui deviendrait inutile.

On a bien essayé, à propos de la moyenne quinquennale, de soutenir que l'Angleterre voulait supprimer le calcul de l'Income Tax sur la moyenne des trois dernières années. Nous sommes alors en mesure de répondre que cette assertion est pour le moins tendancieuse.

Il est exact qu'une Commission pour la revision de l'Income Tax, présidée par Lord Colwyn, a bien déposé un rapport le 11 mars 1920. Il est non moins exact que le « Revenu bill » de 1921, établi d'après les conclusions de cette Commission, contenait une disposition basant la cédule D sur le revenu de l'année antérieure. Mais il ne faut pas oublier que ce projet, présenté le 25 avril 1921 par M. Chamberlain au nom de son successeur Sir Robert Horne, autorisait le contribuable à reporter à nouveau ses pertes pendant six années. Ce projet, au surplus, fut repoussé par le Parlement et la moyenne des trois années continue à être appliquée depuis la loi du 9 janvier 1799 (39, George III, C. 13). Ainsi tombe cet argument qui n'aurait d'ailleurs pas empêché un tel système de présenter de nombreux avantages.

Nous devons toutefois signaler à la fin de cette étude sur la moyenne quinquennale que la proposition Le Mire devrait, à notre avis, être complétée, tant que le franc n'est pas stabilisé définitivement par rapport à l'or, par une dispo-

sition relative à la péréquation du pouvoir d'achat de la monnaie qui sert de commune mesure à l'estimation des bénéfices de chacune des cinq années.

Lors de l'étude relative à l'influence de la dépréciation du franc sur les entreprises et sur les impôts actuels, nous avons fait remarquer que la chute de la monnaie entre la détermination de l'assiette de l'impôt et son paiement est néfaste pour le Trésor.

En cas de hausse de la valeur de la monnaie, au contraire le phénomène est inverse, les bénéfices diminuent sensiblement, et l'imposition qui ferait état de résultats en francs-papier à faible pouvoir d'achat, pourrait être désastreuse pour les industriels et les commerçants.

Le jeu tant à la hausse qu'à la baisse du franc devant être strictement écarté du domaine fiscal, la prise en considération des bénéfices des années antérieures ne devrait avoir lieu que sous réserve de la péréquation des pouvoirs d'achat des monnaies grâce auxquelles ils sont exprimés.

Il nous semble que les moyens envisagés lors de l'étude de l'amortissement sur la valeur de remplacement (1) répondraient au but que l'on se proposerait ainsi.

Sous cette réserve, nous croyons que l'adoption d'une telle réforme aurait le grand avantage : 1° d'éviter tant aux industriels isolés qu'aux sociétés par intérêt de constituer des réserves imposées actuellement à l'impôt global ; 2° de donner pour tous les contribuables et pour le Trésor une solution avantageuse à la question du report à nouveau.

(1) Voir pages 86 et suiv.

CONCLUSIONS

L'examen des difficultés rencontrées pour l'application des lois du 15 juillet 1914 et du 31 juillet 1917 nous permet deux ordres de conclusions, l'un relatif aux problèmes particuliers que nous avons envisagés et l'autre, général, sur la réforme fiscale de 1914-1917.

a) *Conclusions particulières.*

L'impôt cédulaire, auquel sont soumises les entreprises industrielles et commerciales, est assis sur le bénéfice d'exploitation pour de nombreuses raisons que nous avons développées. Les plus-values de l'actif immobilisé ne nous paraissent donc pas imposables, même lorsqu'elles sont réelles, c'est-à-dire lorsque leur réalisation procure à leur propriétaire un pouvoir d'achat supérieur à celui grâce auquel il avait acquis ces biens.

Les variations du capital, en effet, ne peuvent en aucun cas donner lieu à une imposition basée sur le revenu.

Après avoir envisagé ensuite le fonctionnement de l'amortissement et ses répercussions fiscales en période normale, puis

dans les circonstances économiques actuelles, il semble que la justice exige que les entreprises ne soient pas soumises à subir des pertes au moment du remplacement de leurs biens usés et démodés.

L'amortissement basé sur la valeur de remplacement nous paraît seul susceptible d'aboutir à ce résultat.

Nous n'ignorons pas que cette solution n'est pas idéale parce qu'elle présente certaines difficultés pratiques de calcul. Ces dernières, avons-nous vu, peuvent toutefois se résoudre et les avantages qui subsistent par contre, tant pour les contribuables qu'indirectement pour le Trésor, nous convainquent de l'utilité d'une semblable méthode que l'administration devrait admettre en toute justice.

Les réserves ont été examinées au point de vue de leur imposition cédulaire et de leurs répercussions à l'impôt général sur le revenu, surtout pour les associés des sociétés en nom collectif et pour les exploitants seuls.

Puisqu'elles sont, par définition, prélevées sur les bénéfices nets et que ces derniers sont pris comme base de l'imposition cédulaire, leur imposition ne nous laisse aucun doute, même si elles sont légales comme celles des sociétés anonymes et des sociétés à responsabilité limitée.

En ce qui concerne, au contraire, l'impôt général sur le revenu, « la disposition du revenu » inscrite à l'article 10 de la loi du 15 juillet 1914 nous fait croire à leur exemption pour les associés des sociétés quelle qu'en soit la forme par actions ou par intérêt, tant que les réserves n'ont pas été distribuées.

Cette solution, nous le reconnaissons, a l'inconvénient de traiter inégalement les industriels et les commerçants exploi-

tant seuls par suite de la confusion de leur patrimoine propre et de celui de leur entreprise.

Il ne faut, toutefois, voir dans ce fait qu'une conséquence de l'impôt personnel. On est dès lors en droit de se demander si la création d'une personnalité fiscale, analogue à la personnalité morale des sociétés ne s'imposerait pas sous certaines conditions de sincérité et de régularité de la comptabilité des entreprises individuelles.

En ce qui concerne le report à nouveau qui, à l'opposé des réserves, disposant pour l'avenir, fait état des pertes du passé, nous avons vu que son adoption était une mesure de justice.

Cet argument, se suffit à lui-même lorsqu'il s'agit d'un impôt qui a eu pour but de rétablir la justice souvent violente par l'impôt des patentes.

Néanmoins, s'il est juste de permettre une déduction, il faut aussi que les contribuables ne soient autorisés qu'à une juste déduction, et puisque nous avons défini les pertes comme étant des bénéfices négatifs, il y a lieu de ne déduire du bénéfice d'exploitation que les déficits d'exploitation.

Comme solution aux deux derniers problèmes que nous avons envisagés, nous avons étudié la proposition de M. H. Le Mire tendant à établir l'impôt cédulaire, et par suite l'impôt général, sur le résultat moyen des cinq dernières années.

Ce système présente le double avantage de résoudre favorablement pour le Trésor la question du report à nouveau des pertes, et, par le jeu de la moyenne, de ne plus rendre indispensable la formation des réserves pour les sociétés par intérêt et les commerçants isolés qui seraient ainsi traités

sur le même pied d'égalité que les autres contribuables.

Si l'on ajoute enfin que la réforme proposée éviterait au Trésor de subir des moins-values de l'impôt direct en période de crise, au moment même où le rendement des impôts indirects est infime, et qu'elle permettrait aux industriels de connaître approximativement à l'avance l'impôt moyen qu'ils auraient à payer, on ne peut que se déclarer partisan de la moyenne quinquennale, sous réserve toutefois de la prise en considération de la valeur de la monnaie servant de commune mesure aux bénéfices d'exploitation des divers exercices.

b) *Conclusion générale.*

Tout système d'impôt ayant le revenu pour base doit s'orienter fatalement soit vers l'imposition du bénéfice réel, soit vers l'imposition forfaitaire.

Nous avons vu précédemment que le fisc ne laisse plus au contribuable le choix entre ces deux méthodes, étant donné l'application que l'Administration fait de l'article 32 de la loi du 31 juillet 1920.

L'imposition sur le bénéfice réel entraîne de nombreuses difficultés — nous n'en avons étudiées que quelques-unes — et doit être nécessairement accompagnée d'un contrôle rigoureux.

Ce contrôle doit sans cesse être renforcé contre la fraude car la tendance à la dissimulation est accrue du fait de l'augmentation du taux des impôts depuis la guerre.

Si donc on veut atteindre les contrebandiers de l'impôt, mettre un terme à l'inquisition fiscale qui est contraire à l'esprit français, éviter les discussions incessantes qui se pro-

duisent actuellement entre le fisc et les contribuables et ne pas rendre inextricable notre législation fiscale par les mesures souvent inefficaces que le contrôle entraîne fatalement, le problème ainsi posé ne pourra être résolu que par une évolution vers la détermination forfaitaire du bénéfice des professions industrielles et commerciales.

Vu par le Président de la thèse,

E. ALLIX.

Vu le Doyen,

H. BERTHELEMY.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris,

P. APPELL.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
BIBLIOGRAPHIE.....	VII

INTRODUCTION GÉNÉRALE

L'imposition des patentes et la réforme de 1917.....	1
La loi du 31 juillet 1917.....	7
La loi du 15 juillet 1914.....	15

PREMIÈRE PARTIE

Détermination du bénéfice imposable.

SECTION I. — L'impôt est basé sur le bénéfice provenant de l'augmentation de valeur de l'actif.....	19
1° Le bénéfice imposable est le bénéfice net.....	20
2° Ce bénéfice comprend tous les produits principaux et accessoires.....	21
Parallèle entre l'impôt cédulaire et l'impôt sur les bénéfices de guerre.....	26
SECTION II. — Le bénéfice d'exploitation, base d'imposition.....	30
1° Comment le bénéfice d'exploitation se conçoit-il?.....	31
2° Le bénéfice d'exploitation peut-il être déterminé facilement par la comptabilité des entreprises?.....	33
3° Quelles ont été les intentions du législateur lorsqu'il a procédé à la réforme de nos impôts directs?.....	34
4° Doit-on, en matière d'impôt cédulaire, faire application des règles propres aux bénéfices de guerre.....	35
5° Quels arguments peut-on opposer à la thèse de l'imposition de tous les profits.....	39

DEUXIÈME PARTIE

Pages.

Les amortissements industriels.

CHAPITRE I. — Position générale de la question.....	43
Caractères des comptes d'amortissement.....	44
Thèse de l'Administration.....	45
Détermination de l'amortissement :	
A. — Les méthodes de calcul.....	48
B. — Valeurs sur lesquelles on doit appliquer ces méthodes....	49
CHAPITRE II. — La fiscalité et le milieu économique d'après-guerre.	53
SECTION I. — La révolution monétaire.....	53
SECTION II. — L'influence de la dépréciation du franc sur les entreprises.....	64
SECTION III. — L'influence de la dépréciation du franc sur les impôts.....	65
Le précédent de l'Allemagne.....	68
SECTION IV. — L'influence de la dépréciation du franc sur les amortissements et les remèdes à y apporter.....	71
a) La réévaluation d'actif.....	76
b) Le système de la comptabilité à unité fixe en or.....	80
La valeur de remplacement.....	86

TROISIÈME PARTIE

Les réserves.

CHAPITRE I. — Position de la question.....	103
CHAPITRE II. — La thèse de l'Administration.....	107
CHAPITRE III. — Jurisprudence.....	111
Arrêt du Conseil d'État du 5 février 1925.....	116
CHAPITRE IV. — Les travaux parlementaires.....	121
CHAPITRE V. — Examen critique de la question.....	130
La personnalité civile des sociétés.....	133
L'arrêt du Conseil d'État du 5 février 1925.	140

QUATRIÈME PARTIE

Le report à nouveau.

	Pages.
CHAPITRE I. — Étude générale.....	149
A. — Le report à nouveau et l'impôt cédulaire :	
a) Déduction de toutes les pertes.....	152
b) Déduction du déficit d'exploitation.....	153
B. — Le report à nouveau et l'impôt général sur le revenu :	
a) Les actionnaires de sociétés anonymes..	156
b) Les propriétaires de parts d'intérêt.....	156
c) Les commerçants et les industriels exploitant seuls.....	157
CHAPITRE II. — La moyenne quinquennale.....	161
CONCLUSIONS.....	177

IMPRIMERIE
CONTANT-LAGUERRE



SAR LE-DUC